

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MÉMOIRES BLESSÉES DES BALKANS
LA PAIX AUX FRONTIÈRES DE L'ETHNICITÉ
EN EX-YOUGOSLAVIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
DANIELLA JOVANOVIC

AOÛT 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Mémoires blessées des Balkans

*La paix aux frontières de l'ethnicité
en ex-Yougoslavie*



Photo source : <http://www.militaryphotos.net>

*À mes parents,
pour m'avoir insufflé
la passion de leur pays d'origine.*

Dans la « yougonostalgie » vécue des petites gens de plusieurs républiques ex-yougoslaves, il y a pêle-mêle le souvenir de conditions de vie meilleures, la fierté d'avoir appartenu à un « grand pays », reconnu sur la scène internationale, et le souvenir d'une « fraternité et unité » (bratstvo i jedinstvo) entre les différents peuples qui n'était pas seulement un slogan.

*(Tiré de *Les conflits yougoslaves de A à Z* de Jean-Arnault Dérens et Catherine Samary)*

AVANT-PROPOS

Impossible d'y échapper. « C'est à croire que les barrières vous viennent de l'extérieur », ai-je pensé à maintes reprises. Lorsqu'on me demande d'où je viens, je réponds que mes parents sont yougoslaves. Ce à quoi s'enchaîne la question tiroir: « Yougoslave? Mais d'où de Yougoslavie? » - « Eh bien, de Yougoslavie ».

Celle que j'ai connue durant toutes mes années d'enfance, en vacances; celle où mes parents sont nés; celle où ils ont grandi et appris le serbo-croate, ou le croato-serbe, et me l'ont inculqué « façon maison », avec un tricotage astucieux de français en filigrane; celle que j'ai connue à travers les histoires racontées en famille, via des films rocambolesques, des blagues acidulées et la musique enlevante de toutes ses régions, du nord au sud; celle que j'ai vue se défaire sur petit écran et sur l'écusson de mon passeport; cette Yougoslavie fugace, mais qui a néanmoins réellement existé et se présentait comme l'*outsider* le plus couru des pays non-alignés; cette Yougoslavie qui me manque et que je tente de faire revivre ici, avec le regret de ne pas l'avoir pas assez connue. Comme un parent proche qu'on perd trop vite, sans avoir pu hériter de ses secrets.

En parlant de réconciliation, ce mémoire me permettra à mon tour de me réconcilier avec l'idée d'une terre perdue. Au nom du déplorable triomphalisme des batailles ethniques, ce pays se sera méthodiquement consumé, sous nos yeux ébahis devant l'impuissance des politiques internationales à contenir la radicalisation du voisin, devenu « l'autre », puis l'ennemi, sans même avoir remis en question la précipitation de cette course contre l'autre.

Car il semblerait que cette subite revalorisation des origines relève plutôt d'un mythe, ou du mythe national dit « de la continuité », aujourd'hui instrumentalisé pour servir les intérêts des communautés. En voulant ramener la paix et le concept de multiethnicité dans le giron désormais « nettoyé » de l'ex-Yougoslavie, la communauté internationale ne s'attaque pourtant pas à la source du mal, mais se targue d'en soigner ses symptômes.

J'ai voulu donc faire un arrêt dans le temps pour y réfléchir et laisser y réfléchir le lecteur intéressé à observer les mécanismes trop bien réglés, qui mènent à la folie d'une « guerre des ethnies » et à sa démesure. N'ayant pu les « déprogrammer » en temps de crise, serions-nous à présent en mesure de les déceler? En évoquant le « nous », je pense aux nombreux acteurs internationaux, tout comme au plus infime spectateur de ces tragédies.

Liée de cœur, je tente toutefois de garder le recul nécessaire pour penser ce mémoire comme un retour aux sources, qui m'aidera à comprendre comment l'on s'acharne maintenant à séparer la couleur de l'eau, de l'eau elle-même. Maintenant que la guerre est terminée, de quelle façon les missions de paix répondent-elles à la chimère de l'« ethniquement pur »?

Si je dois me sentir bernée par un discours idéologisant, en regard des années de guerre de 1990, je préfère de loin, rester avec la conviction d'avoir vécu la grande supercherie d'une Yougoslavie et commencer ce voyage avec la dernière phrase du film *Underground* d'Emir Kusturica : « Il était une fois un pays... », en y ajoutant l'épithète « multiethnique ». Tout en espérant qu'elle ne devienne un jour épitaphe.

L'achèvement de ce mémoire est comme une « petite mort » que j'ai repoussée aux confins du possible. Les échappatoires ont été multiples et les arrêts fréquents. Après avoir longtemps tergiversé sur un sujet qui m'habitait peut-être de trop près, j'ai fini par réaliser que le temps que je prenais à faire autre chose, aura été en fait le temps nécessaire pour laisser mûrir ce projet. Et surtout m'en détacher afin de lui laisser trouver son propre langage.

Les guerres yougoslaves qui se sont récemment succédées m'auront maintenue dans un état apathique d'impuissance et de douleur silencieuse. En réintégrant l'arène académique, je me suis donnée l'occasion de sortir de cette torpeur, de faire un retour sur ce qui s'était passé et enfin de questionner ce qui se passe ici et maintenant, dans un contexte d'après-guerre.

Souhaitant regarder vers l'avant, je n'ai eu d'autre choix que de me tourner vers le passé pour essayer de comprendre les nœuds du présent. Sur le trajet, j'ai trouvé de nouvelles barrières édifiées entre les gens, les peuples, les ethnies, qui désormais avaient un nouveau nom, une

nouvelle origine ou nationalité, ou encore une autre langue, une autre culture, un autre pays, mais aussi une autre histoire.

J'ai alors pris conscience de l'ampleur des blessures qui touchaient à la mémoire, aux mémoires multiples d'une région à la fois présomptueuse et vulnérable dans l'interprétation de son passé. En écrivant ce mémoire, c'est cette vulnérabilité qui est remontée en surface, devant la présomption de la communauté internationale, cette fois-ci, à vouloir instaurer la paix, tout en fermant les yeux sur une lecture toujours plus narcissique des blessures du passé dans les Balkans.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont été présents tout au long de ce périple :

Parents, amis et collègues pour leurs encouragements,

Moustik, pour avoir été la fidèle gardienne de mes souvenirs pendant 18 ans,

Isabelle Brutus, Catherine Aubry, Catherine Veaux-Logeat, Lisa Sfriso et A. Djabri pour leur support moral, Virginie Michel et Véronique Covanti pour leur solidarité aux études,

Vincent Dray pour son aide à la mise en page, Francis Lacasse pour avoir déclenché, sans le savoir, l'idée de ce mémoire, ainsi que l'Association des étudiants-es de maîtrise et doctorat en communication de l'UQÀM (AÉMDC) pour sa bourse d'appui.

Enfin, un merci spécial aux professeurs qui m'ont ouvert les vannes de l'inspiration :

Gina Stoiciu, pour m'avoir fait découvrir l'horizon de l'ethnicité,

Luce Des Aulniers pour m'avoir convaincue de la magie des mots et de la vie,

et enfin la directrice de ce mémoire, Carmen Rico de Sotelo, qui a su m'initier avec subtilité à l'esprit critique, tout en me soutenant, contre vents et marées, jusqu'à la lointaine, très lointaine ligne d'arrivée.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	vii
LISTE DES SIGLES	xvii
RÉSUMÉ	xix
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE ÉTAT DES LIEUX, ACTEURS INTERNATIONAUX ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

CHAPITRE I	
ÉTAT DES LIEUX ET ACTEURS INTERNATIONAUX	9
1.1 Kosovo : le discours et les faits	9
1.2 Les « poupées russes » des acteurs de paix	13
1.2.1 L'ONU.....	13
1.2.2 L'OTAN	15
1.2.3 L'Union européenne	17
1.3 Un chapelet de sigles	21
1.3.1 Sur le plan militaire	21
1.3.2 Sur le plan diplomatique.....	22
1.4 Une paix grinçante au Kosovo et en Bosnie.....	25
1.4.1 Le Kosovo, une mosaïque délavée	25
1.4.2 Des enclaves étanches	27
1.4.3 Un partage controversé.....	28
1.4.4 La Bosnie bicéphale.....	29
1.5 Conclusion.....	31

CHAPITRE II	
PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS.....	33
2.1. Problématique et objectifs.....	33
2.1.1. Questions et hypothèse.....	33
2.1.2. Stratégies d'analyse.....	34
2.2. Approches théoriques et concepts-clés	37
2.2.1. L'approche ethnique.....	37
2.2.2. L'approche politique	38
2.2.3. L'approche communicationnelle.....	41
a) Tension entre macro et micro.....	41
b) Pleins feux sur le récepteur	43
 CHAPITRE III	
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	47
3.1. Introduction	47
3.2. La position du chercheur.....	50
3.3. Démarche personnelle.....	51
3.3.1. « Alice au pays des corneilles »	52
3.3.2. Un Québécois à Belgrade.....	54
3.3.3. Tournage d'une mission de résolution de conflit.....	55
3.3.4. Visite au Kosovo.....	56
3.3.5. L'enclave de Gorazdevac.....	59
3.3.6. Le centre culturel de Kamenica.....	61
3.3.7. Le monde du développement à « pas de crabe ».....	62
3.3.8. Site multiethnique	64
3.3.9. Radio B92	65
3.3.10. L'insoutenable légèreté de l'attente	67
3.3.11. Le Courrier des Balkans.....	68

DEUXIÈME PARTIE L'ETHNICITÉ RÉVEILLÉE OU LA BATAILLE POUR LA MÉMOIRE

CHAPITRE IV	
LES CENDRES RALLUMÉES DE L'ETHNICITÉ	73
4.1. Introduction	73
4.2. La montée de l'ethnonationalisme.....	75
4.2.1. « Nationalité et territoire ne font qu'un »	77
4.2.2. « Nationalité et territoire font deux »	78
4.3. Les recensements ou le pouls des nationalités.....	80
4.3.1. Entre « narod » et « narodnosti », perdre le suffixe pour gagner sa reconnaissance	81
4.3.2. « Yougoslave », naturellement	83
4.3.3. Disparition des Yougoslaves	84
4.4. L'ethnie, « origine d'appellation contrôlée »	86
4.5. Démocratie et division.....	91
4.5.1. Toujours plus petit	94
4.6. Friction avec la modernité	95
4.7. La croyance comme credo	97
4.8. Conclusion	99
CHAPITRE V	
LES FRONTIÈRES INVISIBLES DE LA MÉMOIRE	101
5.1. Introduction	101
5.2. Des momies muettes	103
5.3. Mythes fondateurs	106
5.2.1. Le mythe du Kosovo ou la bataille de la mémoire	107
5.2.2. La bataille du Champ des Merles	109

5.2.3. Le berceau serbe.....	111
5.2.4. La souche albanaise.....	114
5.2.5. Le Kosovo illyrien des Albanais	116
5.4. Une toponymie loquace.....	118
5.5. Le label religieux.....	120
5.6. Le droit du nombre.....	122
5.7. Dominations en pointillé, mémoires dédoublées	124
5.8. La mémoire revue et corrigée sur les bancs d'école	128
5.9. « Je parle, donc je suis ».....	132
5.10. Conclusion	135

TROISIÈME PARTIE

EXPORTATION DE LA DÉMOCRATIE

CHAPITRE VI	
CHOC DES MODÈLES D'APPLICATION.....	141
6.1. La théorie constructiviste	141
6.2. Paix imposée et paix consolidée	144
6.2.1. La paix négative	144
6.2.2. La paix positive.....	146
6.3. Solution libérale pour problème constructiviste	147
6.4. Choc du modèle d'application	148
6.5. Bilatéral ou multilatéral?.....	153
6.6. La démocratie de marché	155
6.7. Choc entre macro et micro	158
CONCLUSION.....	161

APPENDICE A	
CARTE DE L'EX-YOUGOSLAVIE.....	167
APPENDICE B	
CARTE DU KOSOVO.....	171
APPENDICE C	
TABLEAU DES GROUPES ETHNIQUES	175
APPENDICE D	
CHRONOLOGIE DE L'ÉCLATEMENT DE LA YOUGOSLAVIE	179
BIBLIOGRAPHIE	185

LISTE DES SIGLES

AER	Agence Européenne de la Reconstruction
CDRSEE	Centre pour la Démocratie et de la Réconciliation d'Europe du Sud-Est
EUFOR	Force Opérationnelle de l'Union Européenne
EULEX	Mission "État de droit" au Kosovo
EUMM	Mission de surveillance en ex-Yougoslavie
FMI	Fonds Monétaire International
FORPRONU	Force de Protection des Nations Unies
IFOR	Force de mise en œuvre
KFOR	Kosovo Force
MINUK	Mission d'administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
SFOR	Force de Stabilisation
RSFY	République Socialiste Fédérative de Yougoslavie
UE	Union Européenne
UNHCR	Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies
UNTAES	Administration Transitoire des Nations Unies pour la Slavonie Orientale, la Baranja et le Srem Occidental

RÉSUMÉ

Depuis la fin des guerres qui ont touché l'ex-Yougoslavie durant les années 90, la paix est maintenue de gré ou de force. Une constellation d'acteurs internationaux issus de l'Union européenne, de l'ONU et de l'OTAN entrecroisent ainsi leur expertise depuis plus d'une décennie, pour préserver un semblant de stabilité dans une région aux frontières encore changeantes. En se transformant en plusieurs États-nations, l'ancienne Fédération yougoslave a validé le principe démocratique qui affirme que chaque peuple a droit à son État et son territoire.

Cependant, produit d'une mosaïque multiethnique et multi-confessionnelle ancestrale, l'ex-Yougoslavie se retrouve aujourd'hui devant le dilemme inextricable de chercher à re-territorialiser ses communautés à l'intérieur de leurs nouvelles frontières, tout en essayant de préserver le caractère multiethnique de ses récents États. Avancé par les discours de paix internationaux, le principe de la multiethnicité parvient néanmoins difficilement à trouver un écho en terrain, où les relations interethniques tendent plutôt à se radicaliser.

Dans un contexte de réaffirmation identitaire, le sentiment de l'appartenance ethnique reprend une vigueur jusque-là non avenue, avec la survalorisation et la construction de marqueurs identitaires, tels que le mythe des origines, la langue ou la religion, au nom d'une mémoire « bafouée » qui reprend le devant de la scène. Devant la montée de cet ethnonationalisme, la communauté internationale tente d'appliquer des stratégies de réconciliation, qui ne semblent pourtant pas répondre à la réalité du construit ethnique.

L'impasse qui se joue dès lors entre les politiques de consolidation de paix et la résurgence de l'ethnicité, valide la construction de deux systèmes parallèles, manifestement peu influents l'un sur l'autre. La fracture qui en ressort laisse présumer l'existence d'un enjeu plus large quant au maintien d'une paix durablement fragile sur le territoire : une région indéfiniment placée sous protectorat, où se maintiennent deux charpentes idéologiques, celle de l'application d'une démocratie moderne et celle d'une mémoire atavique re-mobilisée.

EX-YOUGOSLAVIE, KOSOVO, CONSOLIDATION DE PAIX, RÉCONCILIATION, ORGANISATIONS INTERNATIONALES, ETHNICITÉ, ETHNONATIONALISME, MYTHES NATIONAUX, MÉMOIRE, CONSTRUCTIVISME.

INTRODUCTION

Même si la Yougoslavie se présente dorénavant toujours précédée de sa particule « ex » qui la projette, comme un avertissement sonore, dans le contexte uniquement existant de son passé, sa réputation de « poudrière » peut difficilement se prévaloir du même titre. De cette réputation confirmée de poudrière, qui a poursuivi la région des Balkans tout au long des années 90, celle de « boîte de Pandore » semble aujourd'hui prendre la relève, puisque la redéfinition de ses frontières est à nouveau remise sur le métier, et, sous la même poussée, la question territoriale de ses communautés ethniques.

Le Kosovo est sur le point d'officialiser son statut d'indépendance, alors que la région se vide de tous ses éléments multiethniques. En écho, attendent en veilleuse les vellétés sécessionnistes du nord-ouest de la Macédoine, ainsi que celles de la vallée du Presevo, au sud de la Serbie, où habite une majorité d'Albanais; de même que celles de la République serbe de la Bosnie-Herzégovine, où habite une majorité de Serbes; ou encore celles de la région du Sandjak de Novi Pazar, à cheval entre la Serbie et le Monténégro, où habite une majorité de Bochniaques musulmans.

L'escalade des divisions et des mouvements de populations afférents ne semble donc pas définitivement stoppée, malgré les multiples accords et politiques de paix initiés à l'international, depuis la fin de chacun des conflits armés sur le territoire ex-yougoslave¹. La guerre en Bosnie-Herzégovine s'est notamment soldée, en novembre 1995, avec la conclusion des accords de paix de Dayton, qui sera parvenu certes, à endiguer les flots de violence. Néanmoins, en partageant le nouveau pays entre deux entités distinctes (Fédération croato-musulmane et République serbe), ces accords ne règlent pour autant le cantonnement de plus en plus marqué entre les trois communautés ethniques, dont les écarts se creusent ostensiblement au quotidien, en société comme en politique.

¹ Les guerres yougoslaves ont touché la Slovénie en juin 1991, la Croatie d'août 1991 à janvier 1992, la Bosnie-Herzégovine du printemps 1992 à novembre 1995 et le Kosovo du printemps 1998 à juin 1999.

Pour sa part, la guerre du Kosovo s'est achevée avec les bombardements de l'OTAN au printemps 1999, suivis d'une mise en tutelle de la région par la mission intérimaire de l'ONU (la MINUK), qui l'administre au sein de tous les secteurs depuis neuf ans maintenant. Placée dans un état précaire de *statu quo* quant à l'issue définitive de sa situation politique, la paix de la région reste très fragilisée, notamment au niveau des relations interethniques demeurées toujours tendues. Même si le discours des stratégies de paix envisage de ramener et maintenir une société multiethnique, l'idée d'une réconciliation apparaît en pratique très peu certaine, voire improbable, dans les conditions actuelles de durcissement de dialogue entre les deux groupes ethniques adverses, albanais et serbe.

Que penser donc des stratégies de paix menées dans cette région des Balkans? Le principe d'une réconciliation est-il vraiment possible entre les différentes communautés? Parvient-on réellement à préserver et consolider les vestiges de cette mosaïque multiethnique, qui compte au bas mot une douzaine de communautés principales sur le territoire de l'ex-Yougoslavie? Ou bien cela relève-t-il d'un principe utopique mis de l'avant par les acteurs internationaux?

Comment expliquer par conséquent que la paix paraisse encore si grinçante sur les lieux, malgré tant d'effort et de déploiement administratif comme militaire, afin de ramener la paix depuis une décennie déjà? Quels sont alors les mécanismes qui sous-tendent la radicalisation et l'homogénéisation des groupes ethniques entre eux? Les stratégies de réconciliation les prennent-ils en considération et y répondent-elles?

Dans un premier temps, nous allons donc dresser un état des lieux sommaire des relations interethniques, telles qu'elles se présentent sur le territoire de l'ancienne Fédération yougoslave et des acteurs internationaux impliqués dans les missions de consolidation de paix depuis 1999. Devant l'étendue des intervenants internationaux, nous avons choisi de nous limiter à en donner une esquisse simplifiée, au niveau macro, des principales organisations internationales (OI) présentes sur les lieux.

Nous prendrons ainsi le pouls de la situation, tout en répertoriant les principales OI qui façonnent les relations des Balkans occidentaux depuis 1999, ce qui nous permettra

d'observer les écarts entre une politique de paix menée à l'international et ses résultantes en terrain, observées sur place et à travers l'actualité locale. Cela nous mènera dès lors à poser notre problématique ainsi que l'hypothèse de recherche que nous chercherons à analyser, selon le cadre théorique de trois approches connexes que notre objet d'étude appelle: l'approche ethnique, politique et communicationnelle.

Dans un deuxième temps, nous donnerons un aperçu de notre démarche personnelle qui s'est effectuée en différentes étapes, sur un laps de temps de plusieurs années. Celle-ci est constituée d'un récit de terrain qui s'est déroulé principalement entre 2001 et 2006, en Serbie et au Kosovo, et qui aura été également précédé d'un pré-terrain, incluant d'autres visites en Serbie en 1997 et 1999, à la suite des bombardements de l'OTAN.

Ces voyages successifs sur le long terme auront eu pour effet de laisser s'échafauder par couches superposées notre intérêt de recherche, dont le sens est peu à peu ressorti, presque à notre insu. Paradoxalement, notre terrain n'est pas devenu l'objet d'étude comme tel, mais plutôt un tremplin qui nous aura amenée à nous questionner sur ce que nous ne parvenions pas à illustrer, c'est-à-dire la mise en œuvre de projets tangibles de réconciliation interethnique.

À défaut de pouvoir observer des exemples concrets de consolidation de paix en vertu du maintien d'une société multiethnique viable, notre analyse est dès lors devenue plus critique que descriptive. Nous avons ainsi cherché à faire une lecture analytique des failles que nous percevions entre un discours et ses résultantes, en d'autres termes entre les tenants et aboutissants d'une politique de réconciliation parmi les communautés ethniques, dans un contexte où, à l'inverse, elles tendent à se diviser.

Catalysée par une contrariété croissante au cours des différentes phases du terrain, notre recherche s'est tournée par conséquent vers une réflexion sur le travail de *construction/déconstruction* de deux systèmes édifiés selon leur propre logique, qui pourtant ne semblent pas se rencontrer. En cherchant à comprendre les charpentes idéologiques qui les soutiennent, nous les avons confrontées l'une à l'autre: la construction des stratégies de paix

par opposition à la construction des barrières de l'ethnicité. Dans un troisième temps donc, nous serons appelés à chercher à comprendre les mécanismes de fonctionnement de ces deux « interlocuteurs » qui, malgré leur interdépendance *de facto*, semblent, en finale, ne pas s'influencer l'un l'autre.

Aussi, notre mémoire empruntera deux tons propres à chacune des étapes de l'étude. D'une part, le terrain y sera présenté de façon très personnelle, sous la forme d'un récit de vie subjectif, où j'aurai été en quelque sorte confrontée à mes propres idéaux de réconciliation et amenée à reconsidérer ma position de chercheuse. De l'autre, l'observation critique, appuyée par une vision théorique, optera pour un ton plus analytique, avec une tendance à plus de recul et d'objectivité, même si nous estimons que cette direction se pose en finalité, sans jamais devenir tout à fait réalité.

Enfin, la position plus critique que descriptive que nous avons choisie de prendre est née à la base pour deux raisons majeures. Puisque nous n'avons pu illustrer l'observation de projets de réconciliation, nous avons voulu examiner ce que nous considérons dès lors comme une « fracture » entre la nature des stratégies de paix en ex-Yougoslavie et le contexte dans lequel elles s'appliquent.

La deuxième raison se situe davantage à un niveau plus implicite d'une lecture très intériorisée de l'après-conflit. Étant proche de la culture locale, notre regard de chercheuse nous aura conduit à considérer des aspects peut-être moins « visibles » dans la compréhension des enjeux de réconciliation, tels qu'ils sont envisagés par les missions de paix. Pour explorer les rouages qui entretiennent les tensions interethniques, nous avons donc été puiser à la source du symbolique, de l'imaginaire et de la mémoire, ce qui nous a notamment poussé à explorer d'autres domaines d'étude touchant à l'histoire, à la linguistique et à l'anthropologie politique.

Parallèlement, cette recherche s'est efforcée de rester au plus près de l'actualité, puisque la stabilisation de la région demeure toujours, à l'heure actuelle, en pleine évolution politique. Ceci a pour effet de ne pas rendre son analyse figée; néanmoins nous pouvons constater que

ces bouleversements alimentent en partie le sens de notre hypothèse de départ. Cette dernière pourrait se résumer ainsi : la consolidation de paix refrène les velléités de guerre, mais ne parvient pas à désamorcer la construction des haines ancestrales qui les nourrissent.

Voici donc ce que nous chercherons à observer, tout au long de ce parcours pour le moins éclaté, mais soudé autour d'un même objectif, à savoir la volonté de mettre en relief deux logiques qui se retrouvent paradoxalement dos à dos : celle d'une réconciliation et celle d'une radicalisation interethnique.

Note : pour simplifier la lecture du mémoire, nous avons décidé de n'inclure aucune accentuation en langue serbo-croate (ć, č, đ, š, ž) des noms propres ni de lieux ni de personnes, tout en conservant cependant la double appellation serbe et albanaise pour la toponymie du Kosovo.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT DES LIEUX, ACTEURS INTERNATIONAUX ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

CHAPITRE I

ÉTAT DES LIEUX ET ACTEURS INTERNATIONAUX

1.1 KOSOVO : LE DISCOURS ET LES FAITS

17 février 2008. À la une des journaux, on peut lire que le Kosovo, région représentant un cinquième du territoire sud de la Serbie et peuplée à 90% d'Albanais Kosovars², vient de s'auto-proclamer indépendant. Au lendemain de cette proclamation unilatérale, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, réitère sa confiance dans le maintien de la paix et la sécurité:

L'ONU a joué un rôle fondamental pour faire passer le Kosovo de la phase d'urgence humanitaire à la consolidation de la paix et à la mise en place d'une administration et d'une autonomie locale fonctionnelles. [...] Le Kosovo dispose maintenant d'une scène politique dynamique et diversifiée. La liberté de circulation s'améliore, et les crimes interethniques se font plus rares.³

Pourtant, depuis la fin de la guerre du Kosovo, en juin 1999, la paix « consolidée » par la communauté internationale ne semble tenir que sur un fil à double tranchant : celui de la question de son indépendance. Après neuf ans de pourparlers et de négociations entre gouvernement serbe et autorités albanaises, arbitrés à l'international par un Groupe de Contact⁴ et plus récemment par la Troïka russo-américano-européenne, est-il à penser que la reconnaissance d'un Kosovo indépendant pourrait apaiser désormais les tensions interethniques après l'interminable *statu quo*?

² La population totale du Kosovo est estimée à deux millions. Source : Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 353.

³ Déclaration du Secrétaire général Ban Ki-moon, en date du 18 février 2008, consulté sur le site de l'ONU, <http://www.un.org/french/peace/kosovo/>, le 23 février 2008.

⁴ Le Groupe de Contact est une structure informelle de supervision créée en 1994, réunissant l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, la Russie et les États-Unis. Pour les pourparlers, s'ajoute un envoyé spécial des Nations Unies, dont la fonction est occupée actuellement par M. Marti Ahtisaari. Celui-ci avait soumis une proposition en mars 2007, qui a été rejetée par les autorités serbes et kosovares. La Troïka, quant à elle, a été mandatée seulement depuis juillet 2007.

Les jours qui ont suivi cette annonce, les Albanais du monde exprimaient avec enthousiasme la création du Kosovo comme le « nouveau plus jeune État d'Europe », en brandissant le drapeau de l'Albanie. Pendant ce temps, 150 000 Serbes manifestaient à Belgrade, contestant une proposition qu'ils jugeaient comme « nulle et non avenue », même si elle était « inéluctable » pour les Etats-Unis, bien qu'« inacceptable » pour la Russie⁵. Alors que certains pays sont encore partagés sur la question⁶, la plupart s'entend néanmoins pour adhérer, le cas échéant, au modèle onusien d'une souveraineté envisageable seulement « sous surveillance ».

Celle-ci sera encadrée à nouveau par la MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, en place depuis 1999) qui partagera ses compétences avec la nouvelle mission européenne EULEX, notamment dans les domaines de la police et de la justice, pendant que la sécurité restera sous le contrôle des forces de l'OTAN, c'est-à-dire la KFOR (Kosovo Force).

Devant cette « artillerie lourde » (et probablement nécessaire) d'acteurs internationaux, comment arriver à une indépendance tangible, sans heurts entre les parties serbe et albanaise? La séparation du Kosovo amènerait la Serbie à couper son approvisionnement énergétique et ses produits de base à la région, sans toutefois renoncer à ses droits de propriété dans le secteur minier. Le tableau de fond présente d'ailleurs un taux de chômage endémique, qui touche 60% de la population active, alors que 60% des Kosovars ont moins de 25 ans⁷...

Par ailleurs, depuis peu, les provocations interethniques n'ont fait que s'amplifier dans la zone nord où se concentre une majorité de Serbes (par exemple, la ville de Mitrovica) et « le

⁵ Jean-Arnault Dérens, « Kosovo : l'indépendance, et après? », section *blogue* du *Monde diplomatique*, *La valise diplomatique*, 17 février 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-02-17-Kosovo>, consulté le 23 février 2008.

⁶ L'Espagne, la Grèce, Chypre, la Roumanie et la Slovaquie. Fin février 2008, le Canada ne s'est toujours pas prononcé.

⁷ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 195.

risque d'attaques et de provocations contre les enclaves serbes ne peut pas être exclu⁸ ». Difficile également de mesurer l'onde de choc régional que cette décision pourrait avoir sur la redéfinition des frontières des Balkans, puisque les cinq États de l'ex-Yougoslavie créés au cours des années 90, sont constitués par une « macédoine » de peuples, à qui les mêmes droits à l'autodétermination pourraient être légitimés en écho⁹.

En attendant la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo sur la scène internationale, les efforts de stabilisation auront été maintenus depuis presque une décennie, au prix d'une paix « musclée » (présence actuelle d'environ 18 000 soldats de l'OTAN au Kosovo; ils étaient 50 000 au sortir de la guerre en 1999¹⁰), ainsi que d'une paix « onéreuse » : aujourd'hui 3 700 employés internationaux de la MINUK sont en poste (leur nombre était 6 300 au plus fort de la mission). De plus, en huit ans, la facture de la MINUK s'élèverait à plus de trois milliards d'euros¹¹.

Cela n'aura pourtant réussi que partiellement à contenir les poches de tensions persistantes autour de zones mixtes, où le dialogue interethnique semble se durcir (au nord du Kosovo, autour d'enclaves monastiques, et plus particulièrement au cœur de Mitrovica littéralement

⁸ Jean-Arnault Dérens, « Kosovo : l'indépendance, et après? », section *blogue* du *Monde diplomatique*, *La valise diplomatique*, 17 février 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-02-17-Kosovo>, consulté le 23 février 2008.

⁹ La vague de sécession risquerait également de s'élargir aux Albanais majoritaires dans le quart nord-ouest de la Macédoine, dans le sud de la Serbie (vallée du Presevo), ainsi que dans les franges orientales du Monténégro. Les Serbes de Bosnie-Herzégovine pourraient aussi demander leur rattachement à la Serbie; les Bochniaques de la région du Sandjak de Novi Pazar, partagé entre la Serbie et le Monténégro, leur rattachement à la Bosnie, etc. Voir à ce sujet l'article de Jean-Arnault Dérens, « La boîte de Pandore des frontières balkaniques », *Le Monde diplomatique*, janvier 2008, p. 14-15.

¹⁰ Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/otan-balkans.shtml>, consulté le 10 décembre 2007.

¹¹ Veton Kasapolli, « La MINUK, une immense aubaine pour l'économie du Kosovo », traduit par Mandi Gueguen, *Osservatorio sui Balkani*, 18 décembre 2007, mis en ligne le 4 janvier 2008 sur *Le Courrier des Balkans*, <http://balkans.courriers.info/article9464.html>, consulté le 20 février 2008.

coupée en deux, entre Serbes et Albanais¹²). De la même façon, la présence des quelques 20 000 soldats de l'OTAN n'aura pas réussi à résorber l'éclatement des émeutes de mars 2004. Celles-ci auront contribué en revanche à accélérer l'évincement des Serbes dans plusieurs villes réparties sur tout le territoire¹³.

Par-dessus tout, la mission de « paix » de l'ONU ne semble pas non plus s'être acquittée d'une des tâches fixées dans son mandat initial, à savoir que « tous les réfugiés et personnes déplacées puissent rentrer chez eux en toute sécurité et sans entrave¹⁴ ». Au contraire, le départ de quelques 250 000 réfugiés serbes, rroms et goranis n'aura toujours pas été « comblé » depuis juin 1999, et les prévisions conséquentes à l'indépendance laissent supposer qu'il sera suivi d'un nouvel exode éventuel des quelques 100 000 Serbes vivants encore au Kosovo¹⁵.

Devant la « simplification » de la mosaïque ethnique du Kosovo, où vivent officiellement encore sept autres « petites » communautés¹⁶, en dehors des Albanais et des Serbes, peut-on affirmer que l'on soit vraiment en voie de créer, comme le stipulait en 2004 le chef de la Mission de l'ONU, une « société multiethnique stable dans un avenir proche¹⁷ »? Pourtant le portrait des relations interethniques semble montrer tout son contraire, dans un contexte qui ressemble davantage à une situation de « sauve-qui-peut ».

¹² Voir à ce sujet l'article d'Hélène Despic-Popovic, « Mitrovica, symbole de division au Kosovo » sur le site de *Libération*, www.liberation.fr/actualite/monde/211348 du 18 octobre 2006, consulté le 25 janvier 2008.

¹³ Les violences ont touché Lipjan/ Lipjan, Pec/ Peja, Djakovica/Gjakovë, Orahovac/ Rahovëc et Prizren dont tous les Serbes ont été chassés. Selon un rapport de l'OSCE publié en décembre 2005, 50 000 personnes auraient pris part aux émeutes, dont 424 auraient été inculpées et 211 condamnées à des peines légères. Source : Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 240.

¹⁴ Source : <http://www.paixbalkans.org/minuk.htm>, consulté le 23 février 2008.

¹⁵ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 291.

¹⁶ Rroms, Askallis, Égyptiens, Bochniaques, Goranis, Turcs et Croates.

¹⁷ Source : <http://www.un.org/french/peace/kosovo/>, consulté le 23 février 2008.

Restaurer les ligaments brisés d'une société est une tâche tout autant difficile, voire impossible, que de reconstruire les églises ou les mosquées brûlées et détruites durant les guerres dont le Kosovo a eu plus que sa part. Sûrement n'importe-t-il plus aujourd'hui que de sauver ce qui peut encore l'être.

Sauver les églises orthodoxes qui n'ont pas été détruites, sauver les vieilles maisons ottomanes et les *tekke* de derviches que les spéculateurs sans scrupules s'emploient à dynamiter. Sauver ce qui reste de la présence des Serbes ou des Rroms du Kosovo – au nord et au sud de la rivière Ibar. Sauver les derniers Croates de Letnica et de Sasare qui, au-delà de leur nombre aujourd'hui dérisoire, ont valeur de derniers témoins d'une réalité ancestrale du Kosovo en train de disparaître.¹⁸

Aussi, nous nous questionnons à savoir si la communauté internationale, surmontée de ses moult plans de rétablissement et de stabilisation, est réellement porteuse d'une « démocratie multiethnique au Kosovo », ou bien si cela relève davantage d'une « formule de rhétorique de la politique internationale »¹⁹, comme le soulignait M. Marek Antoni Nowicki, ancien médiateur du Kosovo entre 2000 et 2005.

1.2 LES « POUPÉES RUSSES » DES ACTEURS DE PAIX

Pour bien comprendre le maillage et « l'emboîtement » des acteurs internationaux entre eux, ainsi que leur mandat respectif depuis la fin des guerres yougoslaves, nous allons d'abord présenter un cliché simplifié des trois protagonistes impliqués dans la consolidation de paix pour les Balkans occidentaux, à savoir l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union européenne (UE).

1.2.1 L'ONU

L'ONU se présente dans les Balkans sous la forme de deux protectorats internationaux majeurs :

- l'un en Bosnie-Herzégovine depuis 1995, établi pour superviser le maintien des accords de paix de Dayton avec la présence d'un Haut Représentant international;

¹⁸ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 337.

¹⁹ Préface de Marek Antoni Nowicki, *op. cit.*, p. 9.

- l'autre au Kosovo depuis 1999 (la MINUK), pour administrer provisoirement toutes les couches de la sphère politique et sociale (armée, police, justice, éducation, médias...), en attendant l'issue de son statut final.
- Enfin, la Macédoine est elle aussi placée dans une position de « semi-protectorat », ou de souveraineté limitée, depuis l'entérinement des accords de paix d'Ohrid en 2001, cédant plus de droits à la communauté albanaise qui représente 25% de l'État. Stratégiquement parlant, l'ONU est donc présente sur plus de la moitié du territoire de l'ex-Yougoslavie, même si son activité se concentre surtout au Kosovo.

- La MINUK

Dans le cadre opérationnel de la MINUK, la mission est *transitoire* et elle a pour objectifs de mener trois processus distincts :

- le transfert de l'ancienne administration serbe à l'administration internationale;
- un processus électoral permettant de disposer de nouvelles institutions légitimes;
- un transfert des compétences de l'administration internationale à ces nouvelles institutions élues²⁰.

Pour ce faire, la mission comprend trois volets :

- le volet militaire et de sécurité, géré par l'OTAN avec les forces armées de la KFOR;
- le volet civil;
- le volet humanitaire.

Les deux derniers volets, civil et humanitaire, impliquent différents acteurs et se répartissent à leur tour, sous la forme de quatre « piliers », comme suit²¹ :

- l'administration civile, sous l'égide de l'ONU;
- l'assistance humanitaire, sous la direction du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), devenu ultérieurement le pilier de la police et de la justice;
- la démocratisation et la création d'institutions, sous la responsabilité de l'Organisation pour la sécurité et coopération en Europe (OSCE);

²⁰ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 253.

²¹ Source : <http://www.paixbalkans.org/minuk.htm>, consulté le 23 février 2008.

- la reconstruction économique, sous les auspices de l'Union européenne, notamment via l'Agence européenne de la reconstruction (AER).

1.2.2 L'OTAN

L'OTAN²², quant à elle, intervient pour la première fois depuis la fin guerre froide et de son histoire, hors des frontières de l'Alliance. Cela s'effectue :

- en Bosnie-Herzégovine, avec une première entrée de jeu de 60 000 soldats en 1995, à la demande de l'ONU et afin de supporter ses militaires en poste depuis 1992 (les Casques bleus de la FORPRONU). Les soldats de maintien de paix de l'OTAN, regroupés sous l'IFOR (Force multinationale de mise en œuvre) seront ensuite remplacés un an plus tard par un autre effectif de 35 000 hommes, au sein de la SFOR (Force de stabilisation), dont la relève sera reprise, à son tour, par la force de l'Union européenne (EUFOR) en 2004. Depuis, l'OTAN garde toutefois « pignon sur rue », en maintenant un quartier général en Bosnie, afin d'aider les autorités locales à réformer leur structure de défense.
- Pour le Kosovo, son offensive a été beaucoup plus « flamboyante », puisqu'elle a commencé avec une campagne aérienne de bombardement sur le territoire de la Serbie et du Kosovo durant 78 jours au printemps 1999, pour répondre à la crise humanitaire qui se déroulait alors. Cette opération nommée « Force alliée » a toutefois été lancée sans le consentement du mandat explicite de l'ONU, ce qui aura valu un débat très controversé dans l'opinion publique et au sein de la communauté internationale elle-même²³.

Au terme de ses bombardements, l'OTAN déploie sur le sol kosovar un contingent de 50 000 soldats, entre autre pour sécuriser la MINUK, qui venait tout juste de s'implanter en juin 1999. « La victoire militaire n'a constitué que la première étape sur la longue voie de

²² Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/otan-balkans.shtml>, consulté le 10 décembre 2007.

²³ Voir à ce sujet Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire : leçons du Kosovo*, Montréal, Éditions Écosociété, 2000, 332 p.

l'édification d'une société multiethnique durable, libérée de la menace d'un retour au conflit. »²⁴

Son intervention a été mise à nouveau à contribution en 2004, lors de l'éclatement des émeutes, où la KFOR a dû faire face à des violences interethniques contre les communautés serbes assiégées, se soldant par un bilan de 19 morts, 900 blessés, 700 maisons et 30 églises détruites, ainsi que 4 000 personnes chassées de chez elles, autour de Pristina et dans le réduit méridional des monastères autour de Prizren²⁵.

Enfin, depuis 1999, l'autorité de la KFOR fait office, d'« escorte » dans les enclaves serbes au nord de la rivière Ibar et à l'extrême sud dans la zone de Strpce. Comme c'est le cas à Gorazdevac, la « sortie » des enclaves ne se fait que sous escorte des tanks de la KFOR. Les écoles et les hôpitaux sont également séparés selon un critère ethnique, sur la base d'un « système parallèle » qui fait l'objet de vives polémiques²⁶.

À l'est, dans la ville de Gnjilane/Gjilan, le nombre des Serbes serait passé de 20 000 à 150. Ceux-ci vivent dans des immeubles entourés de barbelés et se rendent au marché, escortés par la KFOR, tout comme pour les 25 élèves restants (ils auraient été 1 600 avant le conflit) qui se rendent à l'école. À cet effet, l'historien Alexis Troude parle d'« une véritable ghettoïsation » au cœur de l'Europe²⁷.

- En Macédoine, la montée des violences entre Albanais et Macédoniens se traduit auprès de l'OTAN par une triple intervention armée entre 2001 et 2003 (« Essential Harvest », « Amber Fox » et « Allied Harmony »). La force multinationale, composée environ 5 000 soldats, visait notamment à collecter les armes des rebelles

²⁴ James Pardew et Christopher Bennett, « L'évolution des opérations de l'OTAN », *Revue de l'OTAN*, printemps 2006.

²⁵ Alexis Troude, *Géopolitique de la Serbie*, Paris, Ellipses, 2006, p. 104.

²⁶ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 216.

²⁷ Alexis Troude, *Géopolitique de la Serbie*, Paris, Ellipses, 2006, p. 105.

albanais²⁸ et à protéger les observateurs internationaux, chargés de superviser la mise en œuvre du plan de paix d'Ohrid, conclu en août 2001.

Depuis, l'OTAN a là aussi gardé un quartier général, à Skoplje, pour aider, comme en Bosnie, la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que l'intégration de la Macédoine dans les structures euro-atlantiques.

1.2.3 L'Union européenne

L'UE est très influente sur le plan politique dans la construction de paix, puisque la perspective d'adhésion dans son espace constitue la clé de voûte d'une stabilisation pour toute la péninsule balkanique. Bons derniers, les Balkans occidentaux²⁹ s'efforcent aujourd'hui de « montrer patte blanche » pour briser le dernier îlot des pays encore non admis dans l'UE et ainsi rejoindre les rangs de leurs compatriotes bulgares et roumains, entrés depuis janvier 2007.

Pôle d'attraction majeur pour les pays de l'ex-Yougoslavie, l'UE soumet dès 1999 une stratégie double à l'entrée des Balkans occidentaux dans son giron, dont l'issue affichée est celle d'une paix durable :

- d'une part, la coopération régionale et la stabilisation, préconisées par le Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est,
- d'autre part le processus d'adhésion à l'UE, attelé aux « principes de conditionnalité ».

²⁸ Source : www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/otan-balkans.shtml, consulté le 12 décembre 2007.

²⁹ À l'occasion du Conseil de Vienne de 1998, l'Union européenne décide d'englober sous le terme générique de « Balkans occidentaux » les pays de l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, la Serbie et le Monténégro.

a) Le Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est

Le Pacte a été mis sur pied en 1999 par 38 pays et 15 organisations internationales, et se définit surtout comme un pôle de communication majeur permettant de coordonner les multiples acteurs et programmes internationaux, ainsi que les Balkans eux-mêmes. En font partie : l'UE, l'OTAN, l'OSCE, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, tous les pays donateurs et bénéficiaires, de même que les organisations non-gouvernementales (ONG).

Émanant prioritairement de gouvernements occidentaux, démocratiques et prospères avec des visions divergentes quant aux politiques de soutien et aux remèdes à apporter aux Balkans, le Pacte se devait donc de trouver un esprit de partenariat efficace et mettre fin aux dissensions entre des acteurs multiples qui avaient chacun leur propre agenda et leurs priorités, ainsi qu'aux rivalités entre les pays sortis des récents conflits.

Trois tables thématiques établissent les priorités du Pacte :

- la démocratisation et les droits de l'homme;
- la reconstruction, le développement et la coopération;
- la sécurité régionale.

L'objectif visé consiste à promouvoir des accords bilatéraux ou multilatéraux à travers une coopération transfrontalière, dans le but de renforcer les relations de bon voisinage. Cherchant également à lutter contre un certain « paternalisme » qui pourrait confiner les pays concernés dans un rôle passif, le Pacte se donne donc rapidement comme ligne de conduite de déléguer la prise de décision ultime aux pays destinataires.

Du côté des pays bénéficiaires, le Pacte pour l'Europe du Sud-est a été perçu, dès sa création, comme la possibilité d'une aide financière internationale massive et la réponse à tous les problèmes pressants. Contrairement à la politique européenne antérieure, le Pacte décide de ne plus subordonner l'aide à la paix et à la stabilité dans la région, mais de dispenser l'aide conjointement à celles-ci, dans un même mouvement entre pays donateurs et pays bénéficiaires. À cet effet, les coopérations multiples entre les Balkans relèvent d'une logique

régionale et sont complémentaires aux politiques de l'UE, même si elles ne s'y juxtaposent pas. On y relève entre autres :

- la signature d'un accord centre-européen de libre-échange (ACELE) en 2006, regroupant 32 accords bilatéraux pour la région, qui tendra à faire tomber les barrières commerciales entre les nouveaux États et à lancer un marché régional de l'énergie.
- des initiatives de coopération dans la lutte contre le crime organisé et la corruption, financés par le programme CARDS, dont l'enveloppe budgétaire démarrée à un milliard d'euros en 2000, aura néanmoins fondu de moitié, six ans plus tard.

b) Le processus d'adhésion à l'UE

L'adhésion à l'UE, relève, pour sa part, d'une logique bilatérale mais pourtant asymétrique. En effet, celle-ci s'inscrit dans un rapport de subordination aux « principes de conditionnalité », auxquels les pays demandeurs doivent répondre, pour passer au travers du tamis de « candidats potentiels » à celui de « pays candidats », avant d'être finalement admis comme « pays membre ». Pour se faire, l'UE aide le pays à se stabiliser politiquement et économiquement, à travers le processus de stabilisation et d'association (PSA), divisé en trois initiatives :

- la première consiste en une aide financière dans le cadre des programmes, dont le dernier-né est l'IPA (Instrument d'aide de pré-adhésion), en vigueur pour la période 2007-2013.
- la deuxième opte pour une libéralisation du commerce entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux.
- la troisième vise une adhésion à venir avec la signature d'accords de stabilisation et d'association (ASA).

À chaque étape, l'UE est libre de suspendre l'aide financière d'un pays si celui-ci ne remplit pas les critères requis, relevant principalement de la justice et des affaires intérieures. Les « progrès » des pays sont évalués par la Commission européenne et compilés dans des

rapports annuels dressant la liste des réalisations, échecs et tâches à accomplir. Dans cette phase de *monitoring*, le pays est dépendant de « l'avis » que la Commission émet à l'encontre de sa candidature potentielle.

Résultat des courses : la Croatie et la Macédoine sont des « pays candidats », alors que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie avec le Kosovo ne sont, actuellement, que des « candidats potentiels ». L'UE représente ainsi une force centrifuge, qui peut toutefois créer des écarts et des disparités entre pays passés d' « adversaires de guerre » à « concurrents » pour la course à l'UE.

Ainsi, le fait que les pays des Balkans occidentaux se rapprochent de l'UE ne signifie pas pour autant qu'ils se rapprochent entre eux. Dès lors, la tâche consiste à trouver l'équilibre entre le bilatéralisme, c'est-à-dire le développement des relations avec l'UE, et la régionalité, en l'occurrence celui des relations entre les pays eux-mêmes. À certains égards, le processus de transition peut provoquer des asymétries ou des tensions, et saper la cohésion régionale.

Ainsi, la Slovénie et la Croatie se sont méfiées de « l'approche régionale » de l'UE tout comme celle du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est. « Estimant avoir dépassé de loin leurs voisins en termes de démocratisation, de réformes économiques et de rapprochement avec les institutions euro-atlantiques, ces pays ont refusé d'endosser l'image négative des Balkans³⁰. Ils craignaient que le Pacte ne leur ferme la voie de l'adhésion à l'UE. »³¹

Néanmoins, la stimulation d'une perspective européenne est si importante qu'elle pourrait être en mesure de catalyser la coopération régionale, qui a été instrumentalisée en ce sens.

³⁰ Constellation changeante au gré des rapports historiques et identitaires mouvants, les Balkans renvoient à l'idée péjorative de fragmentation ou d'atomisation, comme l'expression de « balkanité » ou « balkanisation » des conflits. À l'origine, le terme « Balkan » (du turc signifiant « montagne boisée ») désigne une chaîne de montagne qui divise la Bulgarie d'est en ouest sur 500km. On parle également de « péninsule » balkanique, parce que le territoire est entouré par l'eau des trois côtés : à l'est, la Mer noire, au sud, l'Adriatique et à l'ouest, la Méditerranée. Dans le sens populaire, on donne aussi au mot « Balkan » le sens populaire de « miel et sang ».

³¹ Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-balkans/index.shtml>, consulté le 12 décembre 2007.

Celle-ci a d'abord été envisagée comme un moyen de rompre les cycles de violence après une décennie de guerres, avant de devenir un préalable majeur, taillé sur mesure pour les pays des Balkans occidentaux, désireux d'entrer dans l'UE, mais qui, avant tout, sont assignés à faire bonne figure avec leur voisins immédiats.

1.3 UN CHAPELET DE SIGLES

Ce « polaroid » des OI nous donne un aperçu des intervenants, dont les missions se déclinent sous la forme de plusieurs mandats, touchant autant le maintien de la paix (*peacekeeping*), le rétablissement de la paix (*peacemaking*), l'imposition de la paix (*peace enforcement*), ou la consolidation de la paix (*peacebuilding*). Puisque nous sommes en situation d'après-conflit, nous privilégierons la dernière catégorie, dont nous donnerons la définition dans le prochain chapitre.

Pour l'heure, il est surtout intéressant de noter la prolifération des mandats et des acteurs engagés dans la paix, dont le nombre des missions s'égrène en une explosion de sigles. En en faisant un survol rapide, bien qu'étourdissant, nous serons à même d'évaluer cette « floraison » militaire et diplomatique, qui répond en écho à l'éclatement des États balkaniques et y trouve son terreau fertile de prédilection depuis déjà près de quinze ans.

1.3.1 Sur le plan militaire

Incluant les formes d'interposition, de contrôle et de surveillance, les interventions se présentent globalement par pays comme suit :

- **En Bosnie-Herzégovine**, les forces de maintien de paix ont été déployées avec les Casques bleus de la FORPRONU, arrivés en 1992, puis remplacées en 1995 par les soldats de l'OTAN (IFOR puis SFOR), à leur tour changées pour les troupes européennes de l'EUFOR.
- **Au Kosovo**, après les bombardements de l'OTAN, les soldats de la KFOR (OTAN) ont été mis en poste en juin 1999, à la suite de l'adoption de la résolution 1244 des

Nations Unies et l'instauration du protectorat civil des Nations Unies (MINUK). Les bombardements du printemps 1999 ont été par ailleurs précédés par la présence sur les lieux d'une mission civile de « vérification » (du cessez-le-feu) initiée par l'OSCE (la KVM).

- **En Macédoine**, les troupes de l'OTAN ont été remplacées par une force militaire européenne, après la conclusion des accords d'Ohrid en 2001. Enfin, l'ensemble des « forces de paix » est accompagné depuis le début des conflits, par des observateurs militaires de l'Union européenne, sous la mission de l'EUMM (nommée au préalable ECMM).
- **En Croatie**, le sort de la Slavonie orientale, petite région multiethnique accolée à la Serbie, fut également décidé lors de la signature de l'accord à Erdut, le 12 novembre 1995. Après le siège violent de Vukovar en 1991 par des séparatistes serbes, la réintégration progressive de la région sous l'autorité croate de Zagreb fut supervisée pendant deux ans, de 1996 et 1998, par la mission civile et militaire de l'UNTAES, qui comptait jusqu'à 5000 soldats, 100 observateurs militaires et 600 policiers appuyés par du personnel civil.

1.3.2 Sur le plan diplomatique

Les acteurs de la communauté internationale sont tout aussi nombreux, comme nous avons pu le voir précédemment : l'ONU, et son agence spécialisée l'UNHCR, ainsi que l'UE, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, le FMI, la Banque mondiale, l'AER, le Groupe de contact, la Troïka russo-américano-européenne, ainsi qu'une multitude d'ONG.

Leurs interventions sont indivisibles des plans de paix qui ont été successivement amenés pour chacun des pays, afin de stopper les conflits armés. Nous nous attarderons plus particulièrement sur deux de ces accords, afin d'examiner l'impasse qui persiste encore aujourd'hui, malgré tout:

- en Bosnie-Herzégovine, les accords de paix de Dayton (1995);

- au Kosovo, la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU (1999).

a) Les accords de paix de Dayton pour la Bosnie-Herzégovine

Pour sortir la Bosnie-Herzégovine de son engrenage guerrier qui durait déjà depuis plus de trois ans, les dirigeants de l'ex-Yougoslavie entérinent, en novembre 1995, « l'accord-cadre pour la Bosnie-Herzégovine », sur la base militaire américaine de Dayton, en Ohio, sous la supervision de l'émissaire des États-Unis, Richard Holbrooke.

Les objectifs étaient clairs : « stopper le conflit le plus meurtrier sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale, maintenir une paix durable, assurer la viabilité d'un État hybride sous la protection de la communauté internationale et favoriser le retour des réfugiés dans leurs régions d'origine.»³²

Dès lors, l'ancienne province de la Bosnie-Herzégovine fut segmentée entre deux « entités » distinctes, sur une base qui s'avère être toutefois mono-ethnique pour chacune d'entre elles : la Fédération croato-bosniaque (comprenant les Croates et Musulmans) avec 51% du territoire et la République serbe (RS) avec 49%. Reprenant l'idée américaine d'un partage co-fédératif entre ses trois communautés majoritaires (Musulmans, Croates et Serbes), la Bosnie-Herzégovine devient par conséquent l'équation rationnelle de deux territoires devenus homogènes et dotés de larges compétences institutionnelles, en matière d'éducation, santé, police, armée et fiscalité.

b) La résolution 1244 pour le Kosovo

Après l'échec des pourparlers de Rambouillet en février-mars 1999, l'OTAN déclenche des frappes aériennes sur les infrastructures militaires et économiques de la République fédérale de Yougoslavie, afin de stopper le départ de centaines de milliers d'Albanais kosovars chassés par l'armée serbe. Pendant les 78 jours qu'ont duré les bombardements de l'OTAN,

³² Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 176.

plus d'un demi-million d'Albanais a ainsi continué à fuir le Kosovo (les chiffres officiels varient de 300 000 à 1 million³³), jusqu'à ce que ne soient signés les accords de Kumanovo, le 9 juin 1999, enjoignant le retrait des troupes serbes et l'entrée de celles de l'OTAN sur le territoire kosovar.

Le 10 juin 1999 est alors adoptée la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui prévoit une administration internationale provisoire du Kosovo (qui deviendra la MINUK), mais dans le cadre du « respect de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie (devenue la Serbie en 2006) ».

Les Nations Unies se sont par conséquent installées au Kosovo avec théoriquement comme objectif de bâtir un Kosovo *multiethnique et démocratique*. Néanmoins, l'été 1999 qui a suivi son installation, fut un chantier de vengeances à l'encontre des Serbes, des Roms et d'autres minorités, « qui se transformèrent en *nettoyage ethnique*³⁴ en retour, sous les yeux des soldats de l'OTAN³⁵ ».

Après l'exode massif des Albanais qui ont réintégré en majorité leur territoire quelques mois plus tard, le pendule s'inverse et 250 000 Serbes, Roms et autres minorités doivent fuir à leur tour le Kosovo, sans toutefois y revenir, malgré les programmes mis en œuvre par l'UNHCR et diverses ONG³⁶.

En soi, la résolution 1244 véhicule un malentendu aux lourdes conséquences. Alors que le protectorat onusien était considéré comme un compromis avec Belgrade pour faire cesser les bombardements de l'OTAN, la communauté albanaise le perçoit comme une transition vers

³³ *Ibid.*, p. 168.

³⁴ Dans *Les conflits yougoslaves de A à Z*, de Catherine Samary et Jean-Arnault Dérens (2000), le terme de « nettoyage ethnique » renvoie non pas « à la suppression physique d'un peuple (qui est de l'ordre de la *purification ethnique*, ou du *génocide*), mais à son expulsion par une violence pouvant impliquer diverses humiliations, dont le viol (...), ainsi que des meurtres sélectifs aux fins de réaliser *l'homogénéisation nationale du territoire* : en fonction d'un tel objectif, la peur de subir des violences « exemplaires » infligées devient un moyen pour faire fuir massivement une population récalcitrante, tandis que le résultat pour stabiliser cette fuite appelle l'exacerbation de haine interethnique ».

³⁵ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 185.

³⁶ *Ibid.*, p. 189.

une indépendance inéluctable. Nonobstant le cas, le rôle de la MINUK passerait aux yeux des Albanais, de « libérateur » à celui d'« occupant »³⁷.

1.4 UNE PAIX GRINÇANTE AU KOSOVO ET EN BOSNIE

Puisque nous sommes au Kosovo, restons-y et examinons maintenant les relations interethniques qui se vivent au quotidien entre les multiples communautés appelées à se polariser entre une majorité et une minorité - Albanais/Serbes -, au détriment du droit des « petits peuples oubliés³⁸ » (Turcs, Bochniaques, Rroms, Gorani, Torbesi, Croates...), totalement marginalisés dans les règlements politiques de la fin des conflits.

1.4.1 Le Kosovo, une mosaïque délavée

En dehors des Albanais et des Serbes, le Kosovo est peuplé d'une dizaine d'autres minorités représentant 10% de la population totale. Parmi elles, se trouvent des Turcs, des Bochniaques, des Rroms, des Goranis, des Ashkallis, des Égyptiens, des Croates, des Tcherkesses, entre autres. Prises en tenaille entre les deux principaux rivaux ethniques albanais et serbe, ces communautés ont eu à choisir leur camp et à définir leur allégeance à l'un ou l'autre des deux grands nationalismes.

Ainsi, les communautés musulmanes (turque et bochniaque³⁹) sont, depuis plusieurs années et plus rapidement encore depuis 1999, impliquées dans un processus d'« albanisation », notamment dirigé par les institutions religieuses. Les Turcs se sont vus obligés de « reconnaître leur albanité ». À l'automne 2006, la LDK (Ligue démocratique du Kosovo) a cherché à s'opposer à l'usage administratif de la langue turque dans la ville de Prizren⁴⁰.

³⁷ Le mécontentement est tel, qu'en 2005, apparaît le mouvement albanais Vetëvendosje (« Autodétermination ») qui dénonce la corruption, l'incompétence et le caractère jugé anti-démocratique de la MINUK.

³⁸ Expression empruntée à l'article de Jean-Arnault Dérens, « *Les petits peuples oubliés des Balkans* », *Le Monde diplomatique*, juillet 2003, p. 16-17.

³⁹ Le terme de *Bochniaque* est récemment utilisé pour désigner la communauté musulmane issue de la Bosnie-Herzégovine, afin de la différencier des *Bosniaques* serbes ou croates.

⁴⁰ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 197.

La situation des Rroms reste également bien peu enviable. Dans la Yougoslavie socialiste, les Rroms, et particulièrement ceux du Kosovo, avaient gagné une certaine reconnaissance sociale et culturelle, avec la création des premiers programmes de radio et télévision dans leur langue maternelle rromani, à Prizren et à Pristina. Jusqu'à la fin des années 90, ils avaient conservé leurs droits et gardé leurs emplois publics.

Depuis 1999, ils ont été victimes d'un « nettoyage ethnique », faisant passer leur nombre de 100 000 à 30 000⁴¹ pour le Kosovo. Accusés collectivement de « collaborer » avec les forces serbes, leurs quartiers (*mahale*) ont été détruits et incendiés⁴². Les Rroms restants se sont alors rabattus tantôt dans des grandes villes albanaises comme Prizren, tantôt dans des enclaves serbes. Les deux autres communautés albanophones, Ashkallis et Égyptiens, ne sont pas non plus épargnés dans le mouvement d'ostracisme qu'ils subissent de part et d'autre. Les Albanais désignent d'ailleurs les trois groupes sous le terme péjoratif de *magjup*; le terme employé par les Serbes est *ciga* (diminutif de « tzigane⁴³ »).

Le sort des habitants croates n'aura pas non plus résisté à l'exacerbation des nationalismes serbe et albanais. Demeurée longtemps à l'écart des conflits, cette petite communauté croate, installée dans la région centre-est, à Janjevo et Letnica, a subi de nombreuses pressions avant de finir par être évacuée. À l'automne 1999, les 293 habitants de Letnica sont escortés par des blindés de la KFOR, en direction de la Macédoine, avant de prendre l'avion pour la Croatie où ils seront réinstallés (ironie du sort) dans le village serbe déserté de Lika⁴⁴. Au début de 2006, il ne restait que 55 vieillards croates du Kosovo à Letnica, Sasare et alentours :

Oubliés de tous, y compris de la communauté internationale, des organisations humanitaires et même, semble-t-il de l'Église catholique, soumis à des actes

⁴¹ *Ibid.*, p. 198.

⁴² *Ibid.*, p. 197.

⁴³ Dans les qualificatifs dépréciatifs, pour les Serbes, les Albanais sont appelés péjorativement des *Siptari*; pour les Albanais, les Serbes sont appelés des *Shkia*.

⁴⁴ Boris Raseta, « Les Croates du Kosovo en route vers la Lika », traduit par Cécile Fisler, *AIM*, 11 novembre 1999, mis en ligne 18 novembre 1999 sur *Le Courrier des Balkans*, <http://balkans.courriers.info/article2518.html>, consulté le 20 février 2008.

permanents de violence et de rapine, ils ne souhaitent que mourir au plus vite. [...] Les maisons du village de Sasare sont construites en belles pierres que des pillards viennent enlever. Un vieillard impotent gisait dans sa maison, quand des « inconnus » ont ainsi commencé à la démonter.⁴⁵

Enfin, malgré le discours « multiethnique » de la communauté internationale, il est intéressant de noter que pas un seul représentant des communautés minoritaires ne participe non plus aux négociations sur le « statut final » du Kosovo, même si les Bochniaques en avaient fait la demande, mais se la sont vus refuser pour raison de « sécurité ».

1.4.2 Des enclaves étanches

La communauté serbe se distribue distinctement entre le nord et le sud du Kosovo. Au nord, les 40 000 Serbes vivent relativement groupés jusqu'à la « frontière symbolique » de la rivière Ibar qui traverse et sépare la ville de Mitrovica en deux parties; elle-même est peuplée au nord par les habitants serbes, et au sud par leurs voisins albanais. À cet effet, la patrouille de l'OTAN quadrille nuit et jour le pont de Mitrovica, symbole de la division ethnique et théâtre de manifestations violentes.

À partir de la rivière Ibar, plus au sud, les 60 000 autres Serbes vivent dans des enclaves de quelques centaines d'habitants, protégées par les soldats internationaux à l'entrée comme à la sortie du village. Toute liberté de circulation est bloquée et conditionnelle à une escorte véhiculée de la KFOR, comme c'est le cas des enclaves de Gorazdevac ou de Velika Hoca, ayant pour seule activité possible, l'agriculture à une échelle restreinte.

Une enclave centrale se trouve également autour du monastère de Gracanica, regroupant une vingtaine de villages essaimés, totalisant 15 000 habitants serbes. Des routes relient ces villages et une micro-société a pu se développer de façon relativement fonctionnelle. À l'est, autour des villes de Gnjilane/Gjilan et Kosovska Kamenica/Kamenicë, les villages serbes sont mieux intégrés dans la société albanaise, hormis quelques ghettos encore présents, comme

⁴⁵ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 313-314. Situation observée en terrain par l'auteur et son co-équipier Laurent Geslin, en février 2006.

dans la ville de Lipljan/Lipjan. La commune de Strpce (avec ses 8 000 habitants) constitue également un isolat serbe au sud, proche des montagnes du Shar.

Dans ce contexte tendu, la question de la sécurité est formellement assurée par la KFOR, secondée par une police internationale de l'ONU, ainsi que par le « Corps de Protection du Kosovo » (TMK), qui parachève le système de protection. Difficile, dans ses conditions, d'imaginer tout retour de réfugiés des communautés serbes ou autres.

1.4.3 Un partage controversé

À côté de cette situation qui nous apparaît comme celle d'une « séquestration », les négociations autour du statut final du Kosovo ont commencé officiellement depuis 2006 et vont bon train. Pourtant, une politique des « standards avant le statut » (2003) avait stipulé que le gouvernement du Kosovo se conforme à huit principes majeurs, avant que les procédures de négociation ne soient entamées. Parmi ceux-ci : le droit au retour des minorités et surtout la liberté de circulation... Depuis les émeutes de 2004, sous la pression des escalades de violences, le débat sur l'indépendance s'est pourtant brusquement amorcé, sans même qu'aucun des standards n'ait été encore rempli à l'été 2005, selon un rapport de l'émissaire spécial Kei Eide⁴⁶.

Devant un *statu quo* qui se fissure sous sa propre inertie, l'idée d'un partage du territoire refait surface : le sud du Kosovo deviendrait indépendant, tandis que le nord, à majorité serbe, serait rétrocédé et resterait dans le giron de la Serbie. Cette proposition est loin de faire l'unanimité et suscite de nombreuses oppositions tant du côté albanais que serbe.

De plus, la création de frontières sur la base de territoires ethniquement homogènes offrirait une logique de partage qui pourrait, à l'exemple du cas du Kosovo, s'appliquer aussi ailleurs : en Bosnie-Herzégovine, avec la séparation de son entité serbe; en Macédoine, avec la séparation de son bastion albanais au nord-ouest, dans la région du Sandjak de Novi Pazar,

⁴⁶ *Ibid.*, p. 290.

avec la scission de la communauté bochniaque; dans la province autonome de la Voïvodine, avec sa communauté hongroise... Jusqu'où cette logique de partage peut-elle ainsi prévaloir?

Alors que la perspective européenne prône un « dépassement » progressif des frontières balkaniques, l'état des lieux partiellement relevé dans l'actualité et dans les ouvrages de référence, ainsi que celui brièvement observé lors de notre présence en terrain, nous porte à croire que nous assistons à tout son contraire. En effet, les guerres récentes auraient plutôt amené « à simplifier la carte ethno-nationale des Balkans : réduction drastique de la communauté serbe de Croatie, transformation de la Bosnie-Herzégovine en un patchwork de micro-territoires mono-ethniques, etc.⁴⁷ ». Cette réorganisation des frontières pourrait-elle être alors une gageure de paix ou la voie ouverte à de nouvelles dissensions interethniques?

1.4.4 La Bosnie bicéphale

Depuis les accords de Dayton, la Bosnie-Herzégovine est partagée entre deux entités : la République serbe (RS), qui possède une administration centralisée, et la Fédération croato-bosniaque, qui est subdivisée en dix cantons à majorité tantôt croate, tantôt bosniaque. Très autonomes au niveau de leur gestion interne, ces cantons dépendent donc très peu de la Fédération, ce qui peut entraver toute tentative de réforme.

Ainsi, dans un pays qui possède moins de 4 millions d'habitants, on compte 11 ministères de l'Éducation (un pour la RS et un pour chacun des cantons de la Fédération croato-bosniaque); 13 ministères de l'Intérieur (existant aussi au sein de l'État central); 1200 juges et procureurs, 760 parlementaires, plus de 100 ministres et quatre niveaux de gouvernements.

Devant un tableau aussi foisonnant de structures étatiques, l'État central est facilement freiné dans toute tentative de changements, d'avancées ou de consolidation souverainiste, d'autant plus que les partis nationalistes au pouvoir continuent à instrumentaliser la peur du voisin.

⁴⁷ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 201.

« Pourquoi œuvrer à la construction d'un État commun, quand on peut garder le pouvoir en faisant fructifier les profits engendrés par le cloisonnement et en s'enrichissant par la pratique systématique de la corruption et du clientélisme? ⁴⁸»

À cause d'une paralysie incessante, le Haut Représentant de la communauté internationale s'octroie, dès décembre 1997, des « pouvoirs spéciaux de Bonn », lui confiant le droit de réagir à tout acte qu'il jugeait comme violant les engagements juridiques pris en vertu de l'accord de paix. C'est ainsi que Paddy Ashdown, le quatrième Haut Représentant, a imposé entre 2002 et 2004, 49 nouvelles lois et 82 modifications de lois existantes, intervenu auprès de 12 institutions, procédé à 80 suspensions ou destitutions de fonctionnaires et sanctionné à neuf reprises des partis politiques.

Même si un tel « assainissement » interne des institutions politiques pouvait se montrer nécessaire, comment ne pas ôter, dans la foulée, tout esprit de responsabilisation auprès des représentants locaux? Si du jour au lendemain, ceux-ci peuvent être gommés de la vie politique de leur pays, selon quelle logique accepteraient-ils de se porter garants de valeurs démocratiques?

De plus, malgré l'intention constitutive de garantir le « droit de tous les réfugiés et des personnes déplacées à revenir sur leur lieu de résidence initial », combien sont-ils parmi les 2,2 millions de personnes déplacées en Bosnie en 1995 à être rentrés chez eux? D'après les chiffres de l'UNHCR⁴⁹, un million de réfugiés sont parvenus à rentrer au pays, mais très rarement dans leur ville d'origine. Le climat interethnique reste tendu, et nombre de réfugiés ne rentrent chez eux que pour revendre leurs biens restitués, avant d'aller s'installer dans des régions où leur communauté est majoritaire. À ce sujet, le comité Helsinki parle de « phase finale du nettoyage ethnique ».

⁴⁸ *Ibid.*, p. 178.

⁴⁹ Source : <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/home>

Par exemple, la ville de Sarajevo, autrefois largement multiethnique, est aujourd'hui peuplée à 80% de Bochniaques. À Stolac, les enfants croates et bosniaques étudient dans les mêmes écoles, mais dans des bâtisses séparées et avec des programmes scolaires différents.

Les infrastructures de Sarajevo ont été majoritairement reconstruites grâce aux 8 milliards de dollars de l'aide internationale reçue entre 1995 et 2006. Cependant, le soutien financier n'aura pas suffisamment généré un système de création d'emplois ou d'entreprises; ce qui maintient le taux de chômage à environ 40% de la population active.

Par conséquent, malgré les efforts des protectorats internationaux, tout porte à croire que la paix demeure encore bien fragile plus de dix ans après le conflit, ce qui, en définitive, ne fait que devoir prolonger le mandat du Haut Représentant international, au sein d'une structure de tutelle appelée elle aussi à se renouveler continuellement.

1.5 CONCLUSION

Bien que le spectre de la guerre se soit éloigné depuis 1999, l'ex-Yougoslavie semble se remettre à peine de la crise qu'elle a subie. En théorie, les gouvernements des Balkans manifestent tous leur attachement au retour à la paix, au renforcement des valeurs démocratiques, à l'État de droit et à l'économie de marché, en vue d'une intégration européenne future de leur pays. Néanmoins, leur intégration est en butte présentement au contre-choc du processus de désintégration vécu au cours des années 1990 : discrédit de l'État, examen critique de leur passé récent, marasme social et radicalisation des relations interethniques. Ces facteurs ne favorisent guère dès lors qu'un « semblant de réconciliation ».

Même si l'on s'est éloigné du « baril de poudre »⁵⁰ des Balkans, il n'en reste pas moins que la paix, au demeurant assignée par les forces de l'ordre international, se heurte principalement à deux problèmes majeurs: la fonctionnalité des accords de paix de Dayton auprès des populations « homogénéisées » de la Bosnie-Herzégovine et la décision du statut

⁵⁰ Expression utilisée comme titre du film de Goran Paskaljevic, *Bure baruta* (Baril de poudre), 1998.

final du Kosovo. Celle-ci demeure en suspens comme une sorte de « bombe à retardement⁵¹ » quant à son issue, rouvrant la question délicate d'une redéfinition des frontières balkaniques.

Devant ce tableau rigoriste, nous assistons donc à une « étanchéité » toujours un peu plus marquée entre les groupes ethniques, si l'on s'en réfère à l'actualité courante. C'est à se demander jusqu'à quel point le label de la « multiethnicité » défendue par la communauté internationale ne relève pas donc, dans les faits, d'un mirage, ou d'un « exercice de style obligé »⁵².

Le voyage succinct que nous avons fait au cours de ce premier chapitre nous aura ainsi permis toutefois de constater trois choses : d'une part, la proximité des mandats et des acteurs internationaux œuvrant pour la consolidation de paix dans les Balkans occidentaux, depuis une quinzaine d'années; d'autre part, la radicalisation réaffirmée des relations interethniques depuis la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo; enfin, l'incapacité des organisations internationales à contenir une logique de partage entre les communautés. Si la poudrière interethnique semble toujours dormante et si proche de se rallumer, quel en serait donc son principal combustible?

⁵¹ Voir à ce sujet l'article de Jean-Arnault Dérens, « Indépendance du Kosovo, une bombe à retardement », *Le Monde diplomatique*, mars 2007, p. 6-7.

⁵² Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 289.

CHAPITRE II

PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS

2.1. PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS

Ce mémoire se définit comme un travail d'évaluation et d'analyse critique, d'une part, des stratégies de paix proposées à l'international pour les Balkans, et d'autre part, des points de résistance que les sociétés interethniques y opposent.

Les objectifs du mémoire consistent donc à :

- Identifier les programmes et les acteurs internationaux (OI) en matière de consolidation de paix pour l'ex-Yougoslavie;
- Décrire le phénomène récent de l'ethnonationalisme et de l'ethnicité et évaluer à quel modèle de fonctionnement il appartient;
- Évaluer à quel modèle d'application les objectifs de paix répondent;
- Analyser les points de divergence entre les deux modèles définis.

2.1.1. Questions et hypothèse

Les questions de recherche auxquelles l'analyse souhaite répondre s'articulent comme suit:

- Pourquoi les missions de consolidation de paix ne rejoignent-elles pas leurs objectifs auprès des sociétés multiethniques de l'ex-Yougoslavie?
- Quelle logique de résistance les sociétés y opposent-elles?

- La construction de la logique ethnique est-elle prise en compte par le modèle de paix proposé?
- Dans quel espace les deux « interlocuteurs » ne se rejoignent-ils pas et pourquoi?

Notre hypothèse de travail par conséquent peut se définir ainsi :

L'impasse de la consolidation de la paix en ex-Yougoslavie réside dans son modèle d'application de la paix : celui-ci y propose un modèle d'exportation d'une approche occidentale libérale, qui ne tient pas compte du processus constructiviste ethnique de différenciation et d'exclusion.

2.1.2. Stratégies d'analyse

La stratégie envisagée consiste en une recherche qualitative par étude de cas. De nature empirique, celle-ci répond à l'objectif visé, c'est-à-dire observer les interrelations possibles entre nos variables, qui sont l'application des stratégies de paix et le phénomène de radicalisation de l'ethnicité.

Selon le *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*⁵³, l'étude de cas nous permet ainsi d'étudier des « phénomènes contemporains (processus de consolidation de paix) dans la réalité (tensions ethniques), où les frontières entre le phénomène et son contexte ne sont pas toujours claires⁵⁴ ». En effet, la difficulté d'évaluer l'impact des stratégies de paix en terrain ne nous permet pas de généraliser facilement le phénomène observé. Par contre, cela nous permet d'en approfondir son analyse, tout en décrivant et en interprétant l'édification de deux systèmes construits en parallèle, qui répondent à leur propre logique de fonctionnement, sans pour autant sembler se recouper.

⁵³ Gordon Mace, François Pétry, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, 2^e édition. Québec, Les Presses de l'Université Laval, De Boeck Université, 2000, p. 80.

⁵⁴ *Ibid.*

L'étude consiste ainsi en une évaluation plus globale des objectifs et des limites rencontrées pour un système donné de médiation extérieure dans un type de cas précis : le rétablissement d'un climat de paix dans une société multiethnique.

Par ailleurs, pour la collecte d'information, la recherche fait appel à trois sources de collecte : l'observation documentaire, l'entrevue et l'observation directe. Il est à noter toutefois que notre source principale privilégie l'utilisation de l'observation documentaire, comme le requiert l'étude de cas⁵⁵.

L'observation directe et l'entrevue menée au préalable en terrain nous auront permis dans une première amorce, non pas de sous-tendre empiriquement le cadre théorique, mais de nous donner une intuition de départ quant à la problématique envisagée et d'ouvrir la recherche vers de nouvelles pistes exploratoires plus critiques.

Quant à l'observation documentaire, elle s'appuie à partir de trois sources d'information :

- l'information officielle des OI;
- des ouvrages critiques;
- l'actualité récente observée à travers les médias locaux.

Notre revue documentaire utilise donc tant une information officielle, qu'une information qui a subi une médiation critique, dont nous nous sommes approprié la direction pour appuyer en partie notre hypothèse de recherche.

a) L'information officielle concerne principalement la description des missions de consolidation de paix que nous avons recherchée sur les sites des principales OI étudiées : celui de l'ONU, et notamment de la MINUK et de l'UNHCR, celui de l'UE, et notamment de l'OSCE et du Pacte de stabilité, et pour finir celui l'OTAN.

⁵⁵ *Ibid.*

<http://www.un.org/french/peace/kosovo/pages/kosovo1.htm>

<http://www.osce.org/>

<http://www.nato.int/issues/balkans/index-f.html>

<http://www.stabilitypact.org>

<http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/home>

Ces informations ont aussi été aussi consultées à partir d'un site de référence, qui regroupe l'ensemble des initiatives de paix dans les Balkans. Il s'agit du site de la Documentation française :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-balkans/index.shtml>

ainsi que l'ouvrage de référence de :

- Dérens, Jean-Arnault, et Catherine Samary. 2000. « Plans de paix », Chap. in *Les conflits yougoslaves de A à Z*, p.270-275. Paris : Éd. de l'Atelier, 427 p.

b) L'information commentée a été saisie à partir d'ouvrages critiques très récents sur l'actualité, l'histoire et la géopolitique des Balkans :

- Dérens, Jean-Arnault. 2007. *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*. Paris : Non Lieu, 362 p.
- Dérens, Jean-Arnault. 2006. *Kosovo, année zéro*. Paris : Éd. Paris-Méditerranée, 379 p.
- Troude, Alexis. 2006. *Géopolitique de la Serbie*, Paris : Ellipses, 285 p.

ainsi qu'à un ouvrage spécialisé dans l'analyse du phénomène de l'ethnicité dans les Balkans :

- Gossiaux, Jean-François. 2002. *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris : Presses Universitaires de France, 217 p.

c) Enfin, puisque notre sujet est très lié à l'actualité récente, nous avons tenu à rester au plus proche de l'information actuelle, en allant la chercher à la source des médias locaux et indépendants (tels que *Danas, Vreme, Oslobodenje, Slobodna Bosna, Nezavisne Novine, Jutarni List, Gazeta Express, Forum Plus, Novi Reporter*, etc.), ainsi que des périodiques provenant de la communauté internationale présente sur place (*Osservatorio sui Balkani* et *BIRN – Balkan Investigate Reporting Network*). Tous ces articles sont traduits en français et ont été consultés sur le site du *Courrier des Balkans* : <http://balkans.courriers.info/> . À cela s'ajoutent une dizaine d'articles tirés du *Monde diplomatique*.

En tout, ce bassin représente une soixantaine d'articles, touchant en priorité le sujet de l'ethnicité (groupes ethniques, frontières, identité, société, culture, éducation, langue), ainsi que les développements récents de la socio-politique en ex-Yougoslavie. Par ailleurs, ils s'étendent sur la période de l'après-guerre, au centre de notre problématique, située donc entre 1999 et 2008.

Pour finir, nous avons aussi utilisé la synthèse thématique d'articles portant plus spécifiquement sur l'éducation et l'interprétation de l'histoire dans les Balkans. Ces articles regroupés autour de ces deux thèmes se retrouvent dans des cahiers spéciaux édités par le *Courrier des Balkans*, qui sont : *Éducation, le grand défi pour les Balkans* et *Batailles de l'histoire dans les Balkans*.

2.2. APPROCHES THÉORIQUES ET CONCEPTS-CLÉS

Les trois approches théoriques utilisées relèvent de l'approche ethnique et l'approche politique. Les concepts-clés se regroupent donc sous la forme de:

- consolidation de la paix;
- ethnicité;
- mémoire;
- mythes nationaux.

2.2.1. L'approche ethnique

Le cadre théorique de l'ethnicité se construit autour des théories de l'ethnicité, pour lesquelles nous nous sommes référés, d'une part, à l'ouvrage synthétique de Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, et d'autre part, au collectif *L'imbroglio ethnique en quatorze mots clés*, où nous avons privilégié l'analyse de Mondher Kilani et d'Annamaria Rivera.

Nous avons voulu ainsi positionner notre recherche dans le débat contemporain de l'ethnicité où l'emphase est mise sur le caractère relationnel et dynamique plutôt qu'essentiel des identités ethniques. Nous avons choisi de privilégier l'aspect relationnel, car il accorde une importance à la compétition et au conflit ethnique, qui est au cœur de notre recherche. En ce sens, l'ethnicité y est perçue comme un phénomène politique, s'appuyant sur une construction symbolique et une croyance subjective à la communauté d'origine, comme l'avancait à l'origine Max Weber.

En épousant le tournant du succès grandissant du concept de l'ethnicité dans les sciences sociales américaines des années 70, nous avons donc voulu mettre en évidence la « connexion entre le système international de communication du monde moderne et

l'universalisation des sentiments nationalistes et ethniques⁵⁶ », favorisant l'émergence d'identités particularistes.

Notre étude s'appuie donc à définir cette notion en termes moins essentialistes que dans une perspective constructiviste, qui repose sur des critères volontaristes et subjectifs, à travers des processus d'identification et de catégorisation. En faisant ressortir quelques points de saillance dont le culte des mythes d'origine, la transmission de la mémoire à l'école et la langue, nous analyserons, dans les prochains chapitres, la construction de nouveaux marqueurs identitaires qui contribuent au maintien des catégories ethniques et de leurs frontières.

2.2.2. L'approche politique

Parallèlement, le cadre théorique que nous utiliserons pour analyser les missions de paix s'appuiera sur l'ouvrage de synthèse de Charles-Philippe David, *La Guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*⁵⁷. Voici la définition que l'auteur donne d'un de nos concepts clés portant sur la consolidation de la paix (*peacebuilding*) :

La consolidation de la paix représente un effort concerté de l'ONU et de l'ensemble des acteurs de la communauté internationale, pour développer des infrastructures politiques, économiques et sécuritaires telles que les conflits puissent être jugulés ou résolus de manière durable. La consolidation de la paix favorise ainsi les fondements d'une réconciliation et d'une reconstruction puisqu'elle veut éviter tout recours à la violence armée pour régler (de nouveau) les différends.⁵⁸

Selon les théories des politiques de sécurité et de paix, le défi qui se pose aujourd'hui concerne la prévention et la résolution des guerres de nature intra-étatique : les hostilités ne se manifestent plus entre les États eux-mêmes mais à l'intérieur de l'État lui-même. Renvoyant à des conflits « identitaires » ou « ethniques », ces guerres, appelées aussi

⁵⁶ Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*. [Suivi de] *Les groupes ethniques et leurs frontières de Fredrick Barth*. Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 28.

⁵⁷ Charles-Philippe David, *La Guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 307.

« guerres pré-modernes » dont celles de l'ex-Yougoslavie font partie, sont caractérisées par des poussées ethnonationalistes qui visent surtout à affranchir la minorité par la voie sécessionniste.

Même si elles renvoient à une certaine forme d'archaïsme, ces guerres n'en suivent pas moins la logique de l'équation, selon la formule de Arnsen et Zartman (2005), du *Need, Greed and Creed*, soit la survie, le profit et l'identité. Puisque nous voulons analyser la dynamique qui entretient les tensions ethniques, nous allons en examiner tout d'abord les causes profondes, d'après le schéma de trois courants de pensée proposés dans cette approche: le courant réaliste, le courant libéral et le courant constructiviste.

a) Pour le courant réaliste, les conflits armés intra-étatiques relèvent de conditions inhérentes et objectives, propres à l'ethnoréalisme. Adoptant une vision primordialiste, l'ethnoréalisme envisage les divisions naturelles entre ethnies comme normales, qui, sur cette même base normative, entraînent des tensions.

b) Pour le courant libéral, les conflits armés intra-étatiques obéissent à la logique de la guerre « pour le profit ». Participant à l'exploitation des ressources d'un pays dans le but de financer ultimement l'entreprise guerrière d'un gouvernement ou de factions para-militaires (armement, recrutement des combattants, etc.), certains conflits contribuent ouvertement à une dilapidation des ressources – pétrolières, minières, forestières ou aquifères (particulièrement présents en l'Afrique de l'Ouest et Centrale).

c) Pour le courant constructiviste, les conflits intra-étatiques trouvent leur fondement dans l'« identitarisme » ou la crise identitaire, qui repose sur une dynamique psychologique. Renvoyant à des blessures narcissiques construites, ces crises correspondent à des déséquilibres cognitifs provoqués et alimentés par une peur, chez le groupe, de disparaître ou d'être diminué⁵⁹.

⁵⁹ François Thual, *Les Conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, p. 45; cité par Charles-Philippe David, *La Guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 159.

Dans ce dernier schéma conceptuel constructiviste, trois éléments apparaissent :

- Ce n'est pas l'identité qui mobilise les individus, mais les individus qui mobilisent l'identité. La violence des conflits intra-étatiques n'est pas inhérente (école réaliste) mais « apprise » et inculquée individuellement et collectivement par des structures sociales et des acteurs qui véhiculent le sens de l'identité et de la survie de l'ethnie. L'ethnicité en soi n'est pas porteuse de conflits naturels, et les dichotomies identitaires qu'elle génère, « entre le Soi et l'Autre, s'exercent à travers des actes de langage, un processus de différenciation et d'exclusion de l'Autre perçu comme une menace à Soi.⁶⁰ »
- Les conflits ethniques sont le produit de crises identitaires et de discrimination. Grâce à l'édification de menaces et au processus de victimisation qui l'accompagne, les identités sont appelées à se redéfinir et à modifier l'équilibre ethnique, par la force.
- Pour mobiliser l'appui populaire, les activistes ethniques font référence aux symboles ethniques, à l'imaginaire collectif et à la résurgence des mythes historiques. L'identité devient dès lors le dernier rempart de rattachement de la population, dans un contexte d'affaiblissement des institutions. Les discours politiques donnent ainsi une compréhension unique et très subjective des différences ethniques, destinée à réorienter les populations vers de nouvelles identités.

À la lumière de ces trois courants théoriques appartenant au champ politique, ainsi que du cadre des théories de l'ethnicité, nous allons donc décrire et observer le phénomène qui se produit en ex-Yougoslavie. Il s'agit de l'ethnonationalisme, que nous décortiquerons à travers la vision théorique de Jean-François Gossiaux. À la suite de l'observation de ce phénomène, nous serons donc plus à même d'évaluer ultimement dans quel courant il s'inscrit le mieux.

⁶⁰ Charles-Philippe David, *La Guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 159.

2.2.3. L'approche communicationnelle

L'approche communicationnelle vient à son tour chapeauter et mettre sous tension deux concepts clés qui devraient s'allier mais semblent se heurter, ce que nous chercherons à vérifier : celui de la paix et celui de l'ethnicité.

En voulant creuser dans cette voie, nous avons donc souhaité mettre côte à côte deux domaines qui, à prime abord, ne se rejoignent pas : les stratégies de consolidation de paix et l'ethnicité qui prend appui sur une symbolique effervescente, et qui instrumentalise la mémoire comme porteuse des mythes fondateurs. Dans cette optique, le champ de la communication est venu spontanément se poser comme le cadre maître au niveau de l'approche globale visée, puisqu'il s'est agi d'observer si, pour notre cas d'étude, il pouvait exister un lien entre deux champs épistémologiques (ethnologique et politique), qui ressortaient le plus ici.

La recherche proposée puise ainsi dans des cadres théoriques, qui empruntent d'autres voies que la communication *stricto sensu*, puisqu'elle recourt aux champs connexes de l'anthropologie et des relations internationales. Néanmoins, la recherche s'inscrit définitivement dans une approche communicationnelle sur une base plus globale : dans un cadre plus large issu de la communication, dont le but ultime serait de comprendre et d'analyser le choc d'interaction de deux charpentes de construction (de l'ethnicité et de la paix), qui semblent se croiser, sans réellement se rencontrer.

a) Tension entre macro et micro

Notre démarche de recherche se définit comme l'étude d'une *tension* et d'une *transformation*, au sein du modèle canonique de communication de Shannon-Weaver, entre émetteur - message - récepteur. Pour faciliter la lecture de notre observation et son analyse, nous souhaitons poser d'emblée les catégories communicationnelles relatives à ce triptyque, dans un schéma que nous proposons *a priori* comme suit:

- l'émetteur se définirait comme l'ensemble des organisations internationales;
- le message regrouperait les discours de consolidation de paix;
- le récepteur représenterait les groupes ethniques.

En plaçant notre étude au sein de ce schéma, nous souhaitons par conséquent mettre en lumière et comprendre la nature de l'échange entre Émetteur et Récepteur. De là, nous pourrions observer l'éventuelle *tension* qui s'opère entre un modèle d'application *macro*, provenant des acteurs internationaux qui cherchent à promouvoir une réconciliation interethnique, et un milieu *micro*, issu des groupes ethniques locaux appelés à se radicaliser.

Dans cette dynamique communicationnelle, nous serons donc à même d'évaluer la relation et possiblement la réaction, ou encore les points de résistance, que produit l'acheminement des politiques de paix auprès des communautés visées. En mettant en relief l'aspect constructiviste de l'ethnicité, nous pourrions ainsi observer comment procède la négociation entre ces deux « interlocuteurs » dont le discours de chacun s'oppose, au sein de l'aporie émergente entre, d'un côté, cosmopolitisme, démocratisme ou modernisation et d'autre part, particularisme, nationalisme et fragmentation des sociétés.

En questionnant le rôle des macro-sujets, tels que les organisations internationales présentes en ex-Yougoslavie, nous chercherons à observer les mouvements de repli identitaire et ethnique qu'ils entraînent, ou du moins qu'ils ne parviennent pas à contenir, ainsi que les causes et enjeux afférents.

Dans *L'histoire des théories de la communication*, Mattelart explique par ailleurs que les années 70 ont d'abord proposé l'étude sur des logiques de *déterritorialisation*, en priorisant l'analyse des stratégies des grands ensembles, tels que les États-nations, les grands organismes internationaux ou les firmes multinationales.

Les décennies suivantes ont été ensuite plus axées sur les logiques de *reterritorialisation*⁶¹, où l'accent a été placé cette fois-ci sur les processus de médiations et de négociations entre le macro et le micro. Ceci a eu pour effet de faire entrer, dans l'arène paradigmatique, de nouveaux joueurs issus d'autres domaines :

En témoignent les études anthropologiques sur les cultures transnationales et sur les identités aux prises avec les flux de la modernité globale, qui, en Asie comme en Amérique latine, s'interrogent sur les processus complexes d'appropriation et de réappropriation, de résistances et de mimétismes.⁶²

Puisque nous cherchons justement à évaluer les points de résistance des sociétés en conflit face aux stratégies de paix proposées, ceci nous fait prendre conscience de deux principes de base, qui orienteront grandement notre travail :

- l'hybridation de la communication avec d'autres domaines épistémologiques, dont deux seront particulièrement pertinents pour notre champ d'étude, à savoir l'anthropologie et plus précisément l'ethnologie, ainsi que les sciences politiques, et plus précisément les relations internationales.
- l'intérêt marqué pour le « récepteur », en tant que sujet ou « usager », et son rôle actif dans la construction de sens du message, voire dans son détournement, son appropriation ou sa réappropriation, que nous mettrons, pour le moment, à l'enseigne plus générale de la « transformation ».

b) Pleins feux sur le récepteur

L'emphase que nous souhaitons mettre sur le récepteur, en l'occurrence les groupes ethniques en ex-Yougoslavie, provient d'une transposition directe de la théorie des « usages et gratifications » issue de la sociologie fonctionnaliste du courant des années 70-80, qui

⁶¹ Ces mêmes concepts de « déterritorialisation » et « reterritorialisation » seront incidemment repris dans le chapitre suivant, avec l'étude qu'en fait Jean-François Gossiaux, dans le contexte de l'ethnonationalisme montant des Balkans.

⁶² Armand et Michèle Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2006, p. 98.

questionne la *lecture négociée* des audiences par rapport aux médias, à celle, recontextualisée ici, des audiences par rapport aux politiques de développement de la paix.

Même si cette approche communicationnelle peut nous sembler éloignée a prime abord dans son objet de recherche initial (le décodage différent d'une même émission de télévision selon les différentes cultures des récepteurs), ce qui nous préoccupe principalement c'est la place prioritaire accordée au pôle de la réception, et, de façon plus particulière, la mise en valeur des capacités de *réappropriation* des audiences.

Dans notre cas, le choix de situer notre approche dans le cadre préférentiel de la réception se justifie pour deux raisons :

- premièrement, notre schéma d'analyse repose foncièrement sur le travail de *déconstruction/ reconstruction* des barrières sémantiques qui agissent comme frontières « invisibles » entre les groupes ethniques. Dans cette optique, l'examen de la « lecture préférentielle », que fait le récepteur des stratégies de consolidation de paix, devient déterminant pour tenter d'en analyser ses limites sous-jacentes. Celles-ci se situeraient davantage, selon notre hypothèse de départ, au point de réception, où il est ici intéressant d'explorer, ce que Michel de Certeau nomme comme étant les « réseaux de l'anti-discipline »⁶³.

- deuxièmement, dans l'observation participative, dont a fait l'objet cette analyse de type inductif (observation de faits particuliers menant à des conclusions plus générales), il mérite de souligner « l'empreinte de l'observateur dans la construction de l'observation »⁶⁴. En ce sens, ma position de chercheur s'est retrouvée très souvent confondue entre l'observateur et l'observé ou encore entre la position allant de l'émetteur vers celle du récepteur. Alors que je pensais faire partie *a priori* du côté

⁶³ Cité par Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, p. 90.

⁶⁴ Michel Proulx, Delphine Maillet, « La construction ethnographique des publics de télévision », chap. in *Accusé de réception, le téléspectateur construit par les sciences sociales*, sous la direction de Serge Proulx, en collaboration avec le Centre d'études sur les médias, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 146.

occidental et des acteurs de paix, mon regard s'est aussi tourné, de façon alternée, vers l'intérieur, pour adhérer à celui des sujets interrogés, sous un effet « caméléon ». Au fur et à mesure que de mon observation et mon interprétation avançaient, ma position s'est rangée, non pas sur celle de l'émetteur, mais bien de « l'intérieur », sur celle du récepteur, auquel je me suis parfois fortement identifiée. En cela, le partage de la langue et de la culture en fait sûrement partie prenante.

Dans le prochain chapitre, nous allons voir comment cette transposition progressive vers le récepteur s'est donc opérée au cours de notre démarche personnelle en terrain, étendue sur plusieurs années, et vers quelle direction de recherche nos résultats nous auront ensuite redirigée.

CHAPITRE III

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

3.1. INTRODUCTION

La direction de cette recherche a été construite paradoxalement à partir d'un « manque » : celui de trouver des exemples tangibles à mon objet de recherche, à savoir des projets internationaux de réconciliation interethnique en ex-Yougoslavie. Confrontée à cette lacune tout au long de mon parcours, en terrain comme hors terrain, l'étude a finalement été « détournée » de son but premier, qui avait une visée plus descriptive et interprétative, pour l'axer dans une tradition plus critique, visant à expliquer et analyser conséquemment les phénomènes pré-supposés et observés. Pour cela, l'enceinte universitaire demeurait, à mes yeux, une des rares tribunes institutionnalisées, permettant la réflexion critique et encadrée.

Ainsi, au lieu de chercher à dissimuler une « récolte infructueuse » en matière de consolidation de paix dans les Balkans, j'ai préféré, après réflexion, lui donner un sens et en faire un tremplin pour ouvrir les pistes de recherche dans des sphères moins perceptibles à l'œil nu, relevant du symbolique, de l'imaginaire, de la mémoire et du mythe. Intuitivement, j'ai crû bon de soulever l'objet de mon « malaise » et de le transposer à la lumière de l'étude critique, au sein d'un système conceptuel théorique, qui ira puiser ses sources dans les paradigmes ethnique, politique et communicationnel.

Mon intérêt de recherche s'est donc déplacé vers un phénomène, que je pouvais percevoir en terrain, sans réellement le nommer, ni encore le structurer théoriquement. Il s'agissait de cette impression de « clivage » ou de « décalage » entre les mandats de paix et la réconciliation effective entre les communautés appelées à vivre ensemble après la guerre, sur une base multiethnique.

Le domaine de la communication étant sans doute désigné pour nous aider à voir « ce qui ne se voit pas », c'est vers ce champ d'étude que la recherche s'est orientée, tout en ouvrant les portes à deux autres approches connexes : celle de l'anthropologie et celle des sciences politiques; l'une pour comprendre le phénomène de l'ethnicité; l'autre pour appréhender le mode de fonctionnement des stratégies de paix. Entre les deux observations, le pôle de la communication devenait alors le pont congruent pour nous aider ultimement, à examiner à quel niveau les deux logiques ne se rejoignaient pas, dans ce cas précis, et où pouvait se situer la fracture.

Ainsi, dans un premier temps, nous chercherons à élucider les mécanismes qui sous-tendent l'esprit de division ethnique, à savoir les blessures de la mémoire et la construction idéologique d'une réalité ethnique, somme toute, récente. Les théories de l'ethnicité, en ce sens, alimenteront l'analyse que nous avons choisie d'ancrer dans le débat critique entre essentialisme et constructivisme. L'apport théorique, entre autre, du sociologue Jean-François Gossiaux et du philosophe Paul Ricoeur nous donnera l'occasion de revisiter les mécanismes internes de l'ethnonationalisme, de l'ethnicité, ainsi que ceux de la mémoire.

Dans un deuxième temps, l'approche des sciences politiques, et plus précisément des relations internationales, nous amenera à observer de plus près les stratégies de paix à l'œuvre et à en comprendre les logiques de fonctionnement qui les légitiment. Pour cela, nous consignerons parallèlement notre démarche méthodologique au regard critique d'un spécialiste canadien en matière de consolidation de paix, Charles-Philippe David⁶⁵. Dans les approches contemporaines des missions de paix, l'auteur nous propose de considérer trois courants de pensée: la théorie réaliste, libérale ou constructiviste. Dans ce cadre donné, nous chercherons à analyser à quel courant théorique, l'étude de notre cas pourrait s'appliquer le mieux.

Enfin, dans un troisième temps, notre démarche consistera à confronter les schémas de fonctionnement entre un « problème » et son « remède » : un phénomène local, maintenant le

⁶⁵ Charles-Philippe David est professeur de science politique, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis, à l'Université du Québec à Montréal.

repli identitaire et à la radicalisation de l'altérité sur une base ethnique, qui répond ou « désobéit » à l'application d'un modèle extérieur de consolidation de paix, défini à partir d'un des trois modèles proposés. Le but visé consistera ainsi à mettre en relief ce que nous considérons comme une des « failles » du système, qui maintiendrait, en partie, l'impasse de la paix pour cette région des Balkans.

Cette dite « faille » ressurgissait instinctivement lors de notre observation; il s'est agi de la conceptualiser et de l'analyser ensuite, sur un plan plus théorique, ce que cette recherche se propose de faire. Toutefois, le point déclencheur à libeller ce mémoire aura été le moment où le « décalage » pressenti a été explicitement *nommé*. Dans un article du *Monde diplomatique* de 2005⁶⁶, l'historien et journaliste Jean-Arnault Dérens explique ainsi, que l'impasse de la paix dans les Balkans réside, en principe, du fait que nous avons à faire à une bataille d'un autre ordre et de longue date, en l'occurrence celle *de la mémoire*.

La paix entre les communautés semblait donc, pour l'auteur, inconciliable, car elle était freinée par les divergences d'interprétation, entourant notamment les mythes d'origine, dont la mémoire était porteuse. Voici ce que nous chercherons à explorer tout au long de cette analyse théorique et critique. L'observation directe en terrain, dont nous rendrons compte dans notre démarche personnelle, servira, non pas d'échantillonnage pour la collecte de données, mais de point d'ancrage, tout au long du développement de la réflexion. Elle aura donc été notre catalyseur et non l'objet de notre recherche.

Ainsi, au lieu de pouvoir observer « ce qui allait », j'ai essayé de comprendre « ce qui n'allait pas » et pourquoi. À défaut de procéder à l'observation d'application de projets de réconciliation sur une base multiethnique, je me suis donc tournée vers l'observation d'un système d'application à un niveau plus macro, à partir d'un « manque » irritant, devenu un tremplin de recherche. Celui-ci s'est incidemment révélé être comme une « faille », que j'ai donc cherché à élucider tout au long de cette démarche.

⁶⁶ Jean-Arnault Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

3.2. LA POSITION DU CHERCHEUR

L'observation en terrain s'est déroulée en plusieurs temps, principalement entre 2001 et 2006, en Serbie, à Belgrade puis au Kosovo, mais a aussi été précédée d'un pré-terrain qui a débuté dès 1997, puis en 1999, avec divers voyages à Belgrade pendant les bouleversements politiques de cette période (manifestations contre le régime de Milosevic et après-bombardement de l'OTAN). Au cours des multiples rencontres effectuées, l'idée de mon intérêt de recherche a commencé à germer et a eu le temps de mûrir, puis de s'affûter en fonction de la tournure des événements observés et des occasions qui se sont présentées (ou non) en route.

Le terrain a donc débuté plus concrètement en 2002, avec le tournage d'un documentaire portant sur un projet de réconciliation entre Serbes et Albanais du Kosovo⁶⁷, pour finir en 2006, avec la rencontre d'un responsable de projet multiethnique relié à la création. Avant de décrire le parcours, il est important toutefois de marquer un temps d'arrêt sur ma position de chercheuse, qui, bien souvent, s'est retrouvée à la croisée des chemins, *entre l'observateur et l'observé*.

Le fait que je partageais, avec certains sujets interrogés, une origine et une langue commune (le serbo-croate) a bien sûr facilité la prise de contact et l'ouverture à l'échange. Pourtant, cela a tantôt pu jouer en ma faveur, tantôt pu nuire aux fins de l'entrevue. Cette promiscuité de fait a pourtant imprégné ma démarche méthodologique, dont l'analyse aura constitué tout au long à démanteler, sur le plan théorique, les mécanismes intérieurs ethniques ressentis d'abord sur le plan intuitif.

Néanmoins, quelques points sont à souligner. Mes interlocuteurs se sont facilement sentis à l'aise de répondre et parler ouvertement, dépassant le discours de la « langue de bois », peut-être plus normative ou louangeuse, en matière de coopération internationale. Ainsi, certaines personnes m'ont exprimé spontanément leur désillusion ou leur désintérêt par rapport aux

⁶⁷ Catherine Aubry, Daniella Jovanovic, *Le Kosovo, une paix possible?*, Prod. CECI, MAECI, DV-Cam, 22 mn, couleur, 2002.

« principes internationaux » de réconciliation et du maintien de la multiethnicité. D'autres ont plutôt « évacué » le sujet comme ils l'ont pu, le jugeant peut-être « non avenu » dans les circonstances encore instables d'après-guerre.

Ce qui préoccupait davantage les gens interrogés, était, soit de se sentir en sécurité et d'avoir le droit de circuler librement (au Kosovo), ou de se trouver un emploi et de vivre décemment (au Kosovo), ou encore d'être en mesure de voir leur pays entrer rapidement au sein de l'Union européenne (à Belgrade). À ce titre, les entrevues réalisées avec les habitants d'une enclave serbe du Kosovo, ont été, je crois, très éloquents de sincérité.

Le glissement s'est fait, à d'autres moments, quand les sujets décidaient de parler de ce qu'ils voulaient, en sortant, tout aussi librement, du sujet principal; ce que j'avais plus de difficulté à contenir ou à interpréter comme tel. Bon gré, mal gré, je me trouvais ainsi littéralement conduite hors de mon champ de recherche (la conversation passait à des questions sur le Canada, à des projets de partenariat à envisager, etc.), à tel point que je m'empêchais parfois de revenir au sujet central, par précaution ou peut-être par gêne.

Ainsi, je me suis vue, tantôt confondue ou assimilée à mes sujets d'observation, tantôt tenue à distance avec prudence, selon le rôle qu'ils voulaient bien m'assigner (l'alliée ou l'adversaire, ou encore l'étrangère). Somme toute, ma position de chercheuse aura été bien moins confortable que je ne l'aurais pensé. Ce regard « de l'intérieur » aura eu sur moi un double effet qui s'annulait: celui de trop interpréter et de ne plus questionner. Je n'ai pas pu vraiment vérifier si malaise il y avait, de parler de réconciliation, mais il m'a semblé pourtant perceptible à plusieurs reprises.

3.3. DÉMARCHE PERSONNELLE

Tout au long de ces rencontres et écueils sur un parcours presque « initiatique », l'observation en terrain m'a fait prendre conscience de trois choses. D'abord, j'ai pu constater un écart entre les tenants et aboutissants d'une réconciliation interethnique. D'autre part,

après le tournage de ce projet de consolidation de paix, il m'a été difficile de retrouver d'autres exemples concrets de rapprochement entre les communautés : était-ce un hasard ou le résultat d'une recherche infructueuse? Le doute ne me permet pas d'en tirer des interprétations bien fondées. Enfin, le terrain effectué au cours de ces cinq dernières années m'a permis de découvrir, à mon grand étonnement, où se situait en définitive ma position de chercheuse.

3.3.1. « Alice au pays des corneilles »

Tentaculaire et insaisissable. Voilà comment je percevais la paix dans les Balkans. Me promenant virtuellement d'un portail à l'autre, d'un projet à l'autre, ou d'une organisation à l'autre, je me suis souvent demandée comment le développement de la paix pouvait être rétabli de l'extérieur, avec un essaim d'acteurs aussi nombreux.

Depuis ma visite en 1997 en République fédérale de Yougoslavie, la présence orchestrée de tous ces corps armés, issus des quatre coins du monde, de ces ONG, qui se comptaient par centaines⁶⁸, et d'importantes organisations de la communauté internationale, n'ont fait que piquer davantage ma curiosité. Qui étaient donc ces envoyés internationaux, chargés de rétablir la paix? Qu'avaient-ils à apporter ou à apprendre aux autres? Qu'étaient-ils donc venus faire ici « chez nous »?

D'un coup, je me suis retrouvée à passer de l'autre côté du miroir, comme Alice, mais cette fois-ci « au pays des corneilles »⁶⁹. Les « autres » étaient devenus « nous », et « nous » sommes devenus les « autres ». Je m'explique. Tant que nous nous rangeons du côté des pays développés, occidentaux qui ont une « aide » à apporter aux pays dits « en transition », le discours normatif l'emporte et la logique du développement peut être validée.

⁶⁸ Dans la base de données du CDRSEE (*Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe*), la liste des ONG pour les pays de l'ex-Yougoslavie, en répertoriait près de 500 en 2005.

⁶⁹ Référence au livre de Lewis Carroll, *Alice aux pays des merveilles*. Jeu de mot, qui évoque à la fois un pays dévasté en proie aux corneilles et clin d'œil symbolique au « Champ des merles » où s'est déroulé la bataille du Kosovo en 1389.

Pourtant, il suffit de se positionner « de l'intérieur », à partir de ces mêmes pays en développement, pour que le point de vue change et devienne étonnamment plus critique. Voici donc comment je suis passée de l'autre côté du miroir. D'un voyage à l'autre en ex-Yougoslavie, je suis sortie, à mon insu, des pays « développés » pour me retrouver parachutée dans des pays dits « en développement », où le sentiment d'appartenance n'allait que croissant.

Dès 1997, au tournant du jour de l'an, les rues bondées de Belgrade avaient remis du baume au cœur des gens, après l'embargo international de plusieurs années. Casserole en main, j'avais rejoint le cortège des manifestants tapageurs, sortis pour protester contre les résultats officiels du vote municipal sous Milosevic, et « siffler » leur mécontentement face à un régime répressif, qui les avaient mis en marge du monde.

Les syndicalistes, retraités, puis successivement toutes les couches de la population, étaient venus grossir les rangs des étudiants déjà très nombreux. Au total, 300 000 personnes se déplaçaient quotidiennement depuis des mois, au centre de la place de la République renommée, pour l'heure, place de la Liberté. La palpitation était à son comble et une lueur d'espoir semblait possible.

Deux années plus tard, je retourne sur ces mêmes lieux et découvre des bâtiments gouvernementaux détruits dans le centre-ville et un marasme social sans précédent, à la suite des bombardements de l'OTAN du printemps 1999. Le pays est à son plus bas, tandis qu'au Kosovo une résolution de paix est instaurée par l'ONU, pour mettre fin à la guerre.

Après le retour progressif des colonnes interminables de réfugiés albanais, c'est au tour des populations serbes de fuir le Kosovo et à la Serbie centrale d'accueillir les milliers de réfugiés dans des centres d'accueil. Que penser, que dire? L'irritation est omniprésente. En discutant avec mon entourage, j'entends que les gens ici se sentent floués et pris en otage entre politique intérieure et politique internationale, dont la population paye la lourde facture des accusations.

3.3.2. Un Québécois à Belgrade

Fin 2001, en me promenant aux abords du théâtre Atelier 212 à Belgrade, j'entends, parmi les groupes de passants, un accent québécois qui me surprend agréablement, là où je m'y serais le moins attendue. Trop rare pour être vrai, j'entame la conversation avec cette personne, qui vit et travaille à Belgrade depuis quelques années. Il s'agit du directeur d'une ONG irlandaise, Concern Worldwide, employé à venir en aide aux personnes les plus touchées par la guerre. D'emblée, l'énergie optimiste de Francis Lacasse me frappe et m'intrigue. Nous optons pour un restaurant chinois, nouveauté dans le quartier, pour discuter de son travail en Serbie au cours des trois dernières années et de ses impressions.

Voilà donc que j'étais en présence d'un représentant international, un porte-parole de cette partie tierce, venue en renfort pour une reconstruction d'après-guerre. Une confiance s'installe immédiatement. L'ONG de Francis Lacasse s'intéresse grandement aux couches sociales les plus marginalisées par la guerre. D'ailleurs, les Rroms sont, à ses yeux, pris en étau entre les rivalités ethniques souvent bipolaires et, la plupart du temps, exclus des programmes communautaires et des communautés auprès desquelles ils vivent.

Travaillant à la fois en Serbie centrale et au Kosovo, Francis m'explique également qu'un retour de balancier est en train de s'opérer contre les populations serbes minoritaires du Kosovo et qu'une réconciliation sera difficilement négociable entre les populations divisées. Enfin, il m'amène à réfléchir sur l'idée de rétablir et maintenir une multiethnicité sur ce territoire, qui, au-delà d'une reconstruction physique, doit investir dans une reconstruction sociale. Il évoque l'idée du dialogue, de la réconciliation et de l'importance de rebâtir le « tissu social » entre toutes les communautés déchirées par les conflits récents.

Un point essentiel est touché : à quoi cela sert-il de reconstruire des routes et des ponts si les populations qui les empruntent continuent de vivre séparément, sur une base hostile? Même

si les militaires de l'OTAN sont là⁷⁰, comment œuvrer à ramener un climat de sécurité et de confiance entre les gens?

Francis m'annonce qu'il essaye de mettre sur pied un projet de rapprochement entre Serbes et Albanais qui travaillent pour l'ONG Concern, qu'il dirige en Serbie et au Kosovo, sans jamais s'être rencontrés une seule fois; ce à quoi il souhaite remédier. Il me promet de me tenir informée si le projet fonctionne. En rentrant pour Montréal, je songe à faire un document filmé sur cette rencontre inespérée et commence à m'y préparer le cas échéant.

3.3.3. Tournage d'une mission de résolution de conflit

Six mois plus tard, coup de fil de Francis. La direction de son ONG a donné son aval pour le projet de résolution de conflit, en proposant un séminaire dirigé par des experts nord-irlandais (Tides), et destiné aux partenaires locaux serbes, albanais et roms, ainsi qu'au personnel de Concern de Belgrade et de Pec/Peja, au Kosovo. Le programme de trois jours se tiendra en « zone neutre », soit à la station balnéaire de Budva, au Monténégro. De Montréal, je pars les rejoindre, pour filmer le séminaire, accompagnée de deux co-équipiers⁷¹.

Les trois jours de rencontre sont chargés à la fois d'exaltation et d'appréhension. La présence de notre caméra est questionnée par les participants; visiblement, certains sont gênés par le témoignage visuel du séminaire, car ils s'attendaient à la confidentialité de l'événement. Il nous faut expliquer que nous comptons faire un documentaire pour le Canada, qui sera diffusé au Canada.

Je comprends dès lors qu'il peut être difficile de s'afficher aux côtés de la « partie adverse » ou de l'« ennemi », au cours des échanges et multiples activités proposées. L'appréhension ne vient pas uniquement de la rencontre avec « l'autre », mais aussi du jugement de la part « des siens ». Comme le souligne le responsable du programme Tides, Colin Craig: « The

⁷⁰ Pour 2001, on comptait environ 40 000 soldats internationaux en fonction au Kosovo, selon le directeur de l'ONG.

⁷¹ Jean-François Drapeau à la caméra et Catherine Aubry à la coordination et à la co-réalisation.

fear comes not just from the enemy *in front*, but the enemy *behind*.⁷²» (La peur ne vient pas seulement de l'ennemi en face, mais de l'ennemi à l'arrière).

Les activités du séminaire se déroulent par étapes réparties sur trois jours, pour ouvrir le dialogue et faciliter l'échange parmi la trentaine de participants : jeux de rôle, récits de vie (très chargé sur le plan émotif, que nous n'avons pas pu filmer mais auxquels nous avons assisté), et enfin proposition en groupes mixtes, de chartes de vie commune, basées sur le respect des droits de toutes les communautés du Kosovo.

Même si la confiance ne semblait pas gagnée au départ, nous avons pu observer au final, une certaine évolution dans la prise de contact entre Albanais, Serbes et Rroms. Ce qui semblait important pour eux, c'était d'abord d'être en mesure de voir, entendre et parler avec l' « autre partie », pour la « démystifier ». Comme le soulignait une participante: « The main problem is not in the quality of communication, but in the *lack* of communication.⁷³ » (Le problème majeur ne vient pas de la qualité de la communication mais du manque de communication).

Dans cet environnement balnéaire, le séminaire semble donc avoir été une mise en situation de rapprochement, somme toute, réussie; le dialogue s'est dénoué, du moins en apparence, loin de son contexte original. Reste à savoir si les personnes pourront continuer à garder cet esprit d'ouverture, une fois rentrés chez eux. C'est que nous souhaitons vérifier; nous nous mettons donc aussitôt en route pour le Kosovo.

3.3.4. Visite au Kosovo

Après une longue journée de route à travers le Monténégro, notre petite équipe arrive enfin au poste de barrage du Kosovo, protégé par des militaires de la KFOR et la police internationale. De l'autre côté, les « Montagnes Maudites »⁷⁴ nous lorgne à travers les fils

⁷² Extrait tiré du documentaire *Le Kosovo, une paix possible?*, réalisé par Catherine Aubry et Daniella Jovanovic, Prod. CECI, MAECI, DV-Cam, 22 mn, couleur, 2002.

⁷³ Intervention de Zorica Trikić, tirée du même documentaire.

⁷⁴ Traduction directe de *Prokljetije* en serbe, ou *Bjeshket e Nemuna* en albanais, pour désigner la chaîne de montagnes située au nord-ouest du Kosovo et faisant frontière avec le Monténégro et l'Albanie.

barbelés. Sur la voie de service, un autobus de réfugiés serbes attend, comme nous, de passer le barrage routier, pour rentrer après une longue absence.

Enfin nous redémarrons, avant d'être subitement happés dans l'enceinte de la vaste chaîne de montagnes verdoyantes. Le décor bucolique nous prend de court, avec ses couleurs printanières criardes, ses champs à perte de vue parsemés de moutons, et des nuages si bas, qu'ils viennent s'accrocher aux cimes des montagnes. Voilà donc à quoi ressemble le Kosovo, en début de ce mois de juin 2002, trois ans jour pour jour depuis la fin de la guerre.

Doucement, nous nous enfonçons sur les terres illyriennes de cette province limitrophe avec la Macédoine et l'Albanie. La réalité du conflit ne manque pas de nous rattraper rapidement en cours de chemin. En roulant, nous voyons défiler, à répétition régulière, des maisons détruites ou rasées, des bâtiments en ruines, ainsi qu'une église orthodoxe, entièrement mise en pièces, qui nous laissent interdits. Le décor d'après-guerre nous fait rapidement oublier la splendeur de la nature. Les fantômes du passé gisent à ciel ouvert, nous ramenant subitement à l'histoire récente. Serions-nous donc arrivés au « pays des corneilles »?

En tout, nous passerons quatre jours dans cette moitié nord du Kosovo, en visitant la ville de Pec/Peja à l'ouest, puis celle de Pristina à l'est, ainsi que de plus petits villages alentour. Dès notre arrivée, nous prenons le pouls de la région, toujours accompagnés avec le personnel de Concern et à bord de leur véhicule. En bordure des rues, des vendeurs de fortune sont installés contre des rampes de tôle, aux côtés de marchands de fruits improvisés, et des *trafike*, petits comptoirs en forme de boîtes carrées oranges, où se vendent journaux, cigarettes et autres babioles. Les chiens galleux sont rois et circulent en bandes parfois bruyantes, entre les passants impassibles. La nuit, leurs hurlements sont tonitruants.

Nous remarquons l'omniprésence de l'armée de la KFOR et de la police internationale, surtout dans les zones à populations mixtes. Proche de Gracanica, nous croisons un autobus scolaire jaune, avec un soldat, juché sur le pare-choc arrière, mitraillette en bandoulière. L'autobus est suivi et précédé de véhicules d'escorte militaire. Nous apprenons que les enfants du village serbe voisin se déplacent de cette façon pour aller chaque matin à l'école.

Nous partons ensuite visiter des villages albanais proches de Pec/Peja, où sont mis en place des projets communautaires de jardinage, couture, coiffure, artisanat et sport, pour les femmes et les jeunes de Pogestq et Krstovc. En parlant avec des habitants albanais dans les hauts-plateaux de la région, nous notons leur désarroi et leur colère, à l'idée d'une reprise de dialogue, ou de « réconciliation » avec leurs voisins serbes : « Comment pourrions-nous vivre ensemble? Il y a des gens qui ont perdu tous les membres de leur ma famille! Que feriez-vous si on vous tuait votre famille et vos enfants? ⁷⁵ »

Un peu partout, des hommes s'affairent à reconstruire comme ils le peuvent des murs et des toits détruits ou éventrés par les tirs d'obus. Quand il n'y a plus de maisons, les gens vivent entassés dans des abris de fortune, rappelant les favelas des métropoles sud-américaines. Nous rencontrons des familles albanaises logées dans des installations préfabriquées de baraques en tôle, don du gouvernement japonais. Construites provisoirement pour loger les rescapés de guerre, ces baraques sont devenues, avec le temps, les habitations fixes de ces gens.

À côté, dans le village albanais de Lubeniq, particulièrement visé par les affrontements armés, nous recevons les témoignages d'enfants ayant perdu des membres de leur parenté. Ceux-ci participent à des projets de réhabilitation post-traumatique d'après-guerre, initiés par Concern. Ils nous montrent quelques-uns de leurs dessins d'« enfants », où l'on peut voir des corps littéralement sectionnés et coloriés au gros feutre rouge, avec des tombes naïvement dessinées aux côtés d'avions de tir. Leur sourire et leur joie de vivre enfantine nous remuent.

À quelques kilomètres de là, nous stoppons notre véhicule, saisis par le paysage de néant qui s'offre à nous. Seule une plaque de tôle nous indique où nous nous trouvons : Belo Polje, un village serbe entièrement ravagé pendant la guerre. Sous un soleil de plomb, le lieu déploie un amas de maisons rasées et de carcasses de voitures calcinées. Silence de l'équipe. Ici et là, les mauvaises herbes ont déjà commencé à prendre possession des vestiges et des objets

⁷⁵ Traduit de l'albanais, puis de l'anglais et tiré du documentaire *Le Kosovo, une paix possible?*

ménagers laissés à l'abandon. On peut presque sentir les âmes errantes s'échapper des interstices des décombres.

3.3.5. L'enclave de Gorazdevac

La journée suivante, nous visitons l'enclave serbe de Gorazdevac, village de deux kilomètres carrés, protégé à l'entrée et à la sortie par un *check point* tenu par des militaires italiens de la KFOR, qui sont en poste depuis le 17 juin 1999. L'ambiance est lourde, tant sur les lieux que dans l'attitude des habitants. Nous y retrouvons un des chargés de projet serbe, qui travaille pour Concern et que nous avons déjà rencontré au Monténégro.

Après Budva, Drenko Todorovic se retrouve donc ici chez lui, mais il revient à l'oppressante réalité qu'il connaît depuis plusieurs années, c'est-à-dire privé de toute liberté de circulation en dehors de son village de 800 habitants. Par mesure de sécurité, nous explique-t-il, toute sortie de Gorazdevac se fait en autobus blindé escorté par la KFOR, avec une demande préalable officielle de 48 heures.

En deux ans et demi, il nous dit être sorti une seule fois pour aller à sept kilomètres de là, dans la ville la plus proche de Pec/Peja, où se trouvent les bureaux de Concern. Son visage semble beaucoup plus fermé que lors du séminaire. Il exprime son inquiétude par rapport à l'avenir, dans ce qu'il considère être comme un « ghetto ethnique ». Contrairement à ses propos à Budva, ici il exprime ouvertement son pessimisme, face à toute tentative de résolution de conflit :

Je me sens comme avant ce séminaire. Pour moi, comme pour tout le monde, ce séminaire n'a été qu'un bon divertissement (*a good fun*) et rien d'autre. Car la réalité est là. Là-bas, il y a une histoire, ici voilà l'autre histoire, et ceci c'est la vraie histoire. On peut dire ce que l'on veut à ce séminaire, ou ce que l'on aimerait voir changer, mais en réalité, ici au Kosovo, [...], rien ne change, et cela ne changera rien pour nous. Je ne suis pas optimiste à propos de ce séminaire, même si j'aimerais l'être. Nous voulons pouvoir circuler librement hors de Gorazdevac. Juste circuler...⁷⁶

⁷⁶ Traduit de l'anglais et tiré du documentaire *Le Kosovo, une paix possible?*

En entendant son désarroi, je saisis l'ampleur de l'impasse qui se joue ici. Loin de la réalité que les gens vivent chez eux, des programmes de résolution de conflit sont mis en œuvre à l'international, mais répondent-ils vraiment aux besoins des populations sur place? Les objectifs sont-ils atteints? Même si cela peut représenter un premier pas dans la bonne direction, comment parvenir à une réelle entente et au respect des droits de toutes les communautés? Pour l'instant, ce qui semble prévaloir, c'est la peur, l'impuissance et l'esprit de victimisation, que la majorité de nos entrevues fait ressortir.

Trois ans après la guerre, les blessures paraissent trop récentes pour faire accepter toute tentative de rapprochement entre les différentes communautés, même si certains programmes donnent des signes d'encouragement. Encore là, comment en mesurer vraiment l'impact? Faut-il attendre plusieurs années avant de voir se reformer un tissu social multiethnique viable? Est-ce un concept que l'on cherche à reconstruire artificiellement ou est-ce trop prématuré pour le mettre en œuvre dans certaines régions plus touchées par la guerre?

Beaucoup de questions sans réponses se bousculent dans mon esprit et le doute ne va que croissant. Nous continuons notre chemin vers Pristina, la capitale de la province, pour y rencontrer Shawn Barber, le chef du Bureau de liaison du Gouvernement du Canada pour le Kosovo. Le représentant canadien nous accueille courtoisement dans les bureaux de l'ambassade et accepte de nous donner à brûle-pourpoint une entrevue sur la situation, telle qu'il la perçoit aujourd'hui au Kosovo.

M. Barber nous explique qu'au-delà de toute initiative de paix et de maintien de la multiethnicité au Kosovo, les gens ont des préoccupations prioritaires. Ils veulent retrouver « une *vie normale* et sécuritaire, comme au Canada, en Amérique ou en Europe », aussi envoyer leurs enfants dans de bonnes écoles, et avoir un emploi décent ». Pour le représentant canadien, cela prendra en effet beaucoup de temps encore, avant de penser à une réelle réconciliation et d'effacer toutes ces blessures de guerre, une génération ou plus peut-être.

« Vie normale? » Derrière le calme apparent dans les rues et villages du Kosovo, les gens semblent s'être donnés une trêve à la guerre, mais les signes de non co-existence perdurent.

Preuves en sont ces enclaves serbes protégées par la KFOR, ou ces quartiers rroms que nous avons trouvés dans un état de délabrement et de pauvreté avancés, en marge des agglomérations. Les églises orthodoxes n'échappent pas non plus à la règle et sont placées sous haute surveillance militaire internationale.

Nous avons visité celle de Decani, datant du XIV^{ème} siècle. Les soldats de la KFOR qui patrouillaient l'enceinte du monastère semblaient plus nombreux que les ecclésiastiques qui y vivaient en communauté. Étrangement, cela donnait plus l'impression de la sauvegarde *in extremis* d'un bastion marginalisé, que du partage d'un territoire multiethnique et multiconfessionnel.

3.3.6. Le centre culturel de Kamenica

Le lendemain, nous partons visiter le centre culturel pour les jeunes de Kamenica, à l'ouest de Pristina. Là-bas, nous promet un responsable canadien du CECI⁷⁷, le centre est multiethnique et utilisé indistinctement par les trois communautés (rrom, albanaise et serbe). Nous sommes en effet accueillis chaleureusement par les trois responsables du centre, représentant chacun leur propre communauté. Ceux-ci sont fiers de nous présenter ce qu'ils considèrent comme étant une réussite pour rétablir une vie multiethnique et tolérante pour tous.

En parlant avec chacun d'eux, nous sentons une certaine complicité de travail pour cette direction à trois têtes⁷⁸ et un sentiment d'optimisme, qui nous surprend pour la première fois depuis notre séjour au Kosovo. En faisant le tour du centre, nous trouvons une salle d'ordinateurs, où les jeunes viennent s'initier à l'informatique tous ensemble, sans égards à leurs origines ethniques. Une discothèque et un café sont également aménagés pour eux.

⁷⁷ Stéphane Rivest, du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI).

⁷⁸ Ljiljana Aleksic est la responsable serbe, Faruk Krueziu, le responsable rrom et Sadullah Ahmeti, le responsable albanais pour le centre jeunesse de Kamenica.

L'atmosphère est étonnamment plus détendue que tous les autres endroits que nous avons visités jusqu'ici. L'idée d'une réconciliation semblerait-elle plus crédible dans cette partie de la province, parce qu'elle a peut-être été moins touchée par les conflits armés?

Juste en face du centre culturel, la station de radio communautaire *Radio Kamenica*, dirigée par ces trois responsables, est également un lieu d'échange effervescent, puisque chaque communauté y présente à tour de rôle des émissions dans sa propre langue. Nous avons la chance d'assister à l'enregistrement d'une émission en langue rromani, entièrement réalisée par une équipe de jeunes Rroms. Sous le regard de la caméra, les jeunes, enthousiastes de nous voir, ne rajoutent qu'un peu plus de panache et de rires à leur prestance au micro.

Notre séjour au Kosovo s'achève ainsi, sur une note plutôt joyeuse. Est-ce un cas isolé? Six ans plus tard, la question de l'indépendance réclamée par les Kosovars albanais est plus que jamais brûlante d'actualité et s'est transformée en véritable guerre d'usure entre dirigeants serbe, albanais et médiateurs internationaux. Loin d'éradiquer les formes de violence interethniques qui en ont résulté, les émeutes de 2004 auront lancé un avertissement de plus à la communauté internationale. La paix, avec tout ce qu'elle implique de droits pour toutes ses communautés, est-elle vraiment envisageable un jour au Kosovo?

Depuis cette visite et ce tournage au Kosovo, la question de la réconciliation en ex-Yougoslavie ne m'a plus quittée. Définitivement quelque chose me gênait entre ce bon vouloir de l'international à stabiliser les relations interethniques et l'observation en terrain, qui semblait dire tout son contraire. Pourquoi après tant d'années, il est encore impossible de parler à l'heure actuelle de paix durable?

3.3.7. Le monde du développement à « pas de crabe »

Après ce voyage, dès 2005, j'ai essayé de « traquer », à partir du Canada cette fois-ci, des projets de développement en matière de réconciliation interethnique. Je souhaitais donner une continuité à l'amorce de ce premier stade d'observation, tout en poursuivant la réflexion au

sein d'un milieu académique, que je considérais comme un « arrêt sur image » nécessaire, pour essayer de comprendre les rouages de ce malaise.

Constat tout à fait intéressant, il me fut très fastidieux de trouver des initiatives concrètes de paix portant sur des projets multiethniques, à partir du Canada. Mes essais pour me mettre en contact avec des projets de coopération se sont heurtés à plusieurs reprises à des silences radio ou des réponses officielles de « non conformité » par rapport à mes attentes. Le vent tournait, mais pas dans le sens où je l'aurais souhaité. Ceci m'aura néanmoins permis de faire un voyage inattendu dans les « forteresses virtuelles » des organisations gouvernementales.

L'implication du Canada en matière de paix dans les Balkans concernaient principalement un remaniement structurel d'après-guerre, certes, allant de la reconstruction des infrastructures, à un assainissement des instances gouvernementales, une aide matérielle, ou un soutien pour les personnes les plus touchées par la guerre, mais nulle part je ne trouvais concrètement de programme concernant des projets initiés sur une base multiethnique.

Ma recherche sur cette voie s'était surtout amarrée à l'ACDI (Agence canadienne de développement international). En visitant leur site, je me suis aperçue que les projets qui y étaient présentés touchaient davantage les aspects de la bonne gouvernance, l'économie de marché et l'égalité des sexes. Un projet avait toutefois attiré mon attention; il concernait un programme de développement pour les éducateurs en Serbie, au Monténégro et au Kosovo.

D'après les dates mentionnées sur leur site, le projet venait à échéance dans un an (en 2007); mais en contactant l'agence sous-traitante et la personne-ressource qui en était en charge⁷⁹, j'appris malheureusement par courriel officiel que le projet était déjà clos, en l'occurrence un an plus tôt. Je continuai néanmoins à arpenter d'autres sites dans l'espoir de trouver un autre type de projet toujours relié à la multiethnicité.

C'est ainsi que je suis entrée dans un dédale informatif virtuel où je découvrais, au fur et à mesure, un univers tout à fait nouveau du monde du développement et de la coopération

⁷⁹ Doris Zencovich, chargée de projet chez Universal Management Group.

internationale. Les liens tentaculaires des portails m'apparaissaient abondants et dotés d'un langage très riche et « corporatif », faisait la part belle aux missions entreprises, à venir ou passées; malgré toutes ces « vitrines » très prometteuses, je ne parvenais pas concrètement à y trouver mon compte.

Même si j'essayais d'entrer en contact avec des experts en matière de réconciliation et de paix pour les Balkans⁸⁰, il n'y avait aucun moyen de parvenir à un programme concret, ni au chargé de projet qui s'en spécialisait. Durant cinq mois, j'ai ainsi continué à longer « à pas de crabe » les plates-bandes chromées des sites de développement international sans jamais pouvoir y pénétrer. À un moment donné, une petite porte s'est ouverte, mais en dehors des organisations canadiennes.

3.3.8. Site multiethnique

C'est ainsi que mon attention fut attirée notamment par un projet multimédia, visant à rétablir le dialogue entre Serbes et Albanais du Kosovo. Celui-ci consistait en un forum d'information sur Internet, mis en place par le centre de réconciliation, l'ONG CDRSEE⁸¹. À ma surprise, j'établis aisément un premier contact avec son directeur exécutif, Nenad Sebek. Celui-ci m'apprit que l'organisme avait réussi, entre autres projets, à mettre sur pied depuis peu ce forum d'information⁸² tenu, en rotation, par des journalistes albanais du Kosovo (de l'agence de presse Kosova Life) et serbes de Belgrade (de l'agence Beta).

Les articles y étaient rédigés hebdomadairement en albanais et serbe, puis traduits en anglais et relataient les événements de l'actualité dans les trois langues. D'emblée, ceci m'apparaissait comme une plateforme d'échange tout à fait pertinente, par son aspect pluraliste et démocratique, et parce qu'elle s'adressait au triangle des principaux pôles

⁸⁰ Parmi les principaux contacts établis entre février 2006 et novembre 2007, il y a Jocelyn Coulon, directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix; Sarah Meharg, associée de recherche principale du Centre Pearson pour le maintien de la paix, Lauraine Clément, adjointe à l'administration du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa.

⁸¹ *Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe* (CDRSEE), basé à Thessalonique.

⁸² <http://www.kosovakosovo.com>

directement impliqués dans le rétablissement de la paix au Kosovo, à savoir la partie albanaise, serbe et internationale.

Dans le courant de l'été 2006, je rencontre M. Sebek à Belgrade, qui m'explique que le site en question est effectivement une initiative indépendante et audacieuse, surtout dans un contexte politique tendu, comme c'est le cas au Kosovo. Malheureusement, les fonds des donateurs sont devenus insuffisants et mettent en péril la continuation de ce projet multimédia, qui existe depuis un an seulement.

En allant visiter les bureaux de l'agence de presse privée Beta, où sont rédigés les articles serbes, j'entends le même propos de la part d'un des journalistes en chef. Le site, qui récolte jusqu'à 2000 visiteurs par jour, demeure précaire quant aux fonds pour assurer les frais de roulement et de traduction. Pourtant, ce site se démarque, selon lui, de beaucoup d'autres projets, car, d'une part, il ouvre la voie à une polémique « par les mots et non par les balles ». D'autre part, il demeure un outil d'échange constructif, multiethnique et multilingue, qui ne nécessite surtout aucune « supervision internationale ».

Depuis une semaine, lors de ma visite, le fonctionnement du site avait été suspendu, faute de fonds; et cela risquerait de se prolonger, selon lui, pour encore six mois ou plus. Un an plus tard, en 2007, en allant visiter le portail de *kosovakosovo.com*, je constate avec dépit que le site est devenu inactif, après avoir fonctionné en tout dix-huit mois.

3.3.9. Radio B92

Existait-il d'autres initiatives de ce genre? Cette aventure m'emmène d'instinct vers une station de radio, que j'avais visitée dix ans plus tôt dans les locaux étroits et vétustes du centre-ville de Belgrade. Il s'agissait de la radio serbe B92, qui avait vu le jour en 1989 et n'avait commencé alors qu'avec une licence de diffusion de quelques semaines seulement. Je la retrouvai aujourd'hui dans le quartier en pleine expansion du nouveau Belgrade, installée dans une bâtisse nettement plus spacieuse, avec un nouveau-né à son actif: un réseau de télévision, qui s'était hissé au 3^{ème} rang des chaînes nationales les plus écoutées.

Je gardais en mémoire une radio communautaire très engagée et active, qui ne manquait pas de mordant ni d'idées pour défendre le droit à l'information indépendante, sous les années Milosevic. Je me souvenais que, durant les manifestations de 1997, la radio indépendante B92 s'était activement impliquée dans la lutte à la désinformation.

À cette occasion, le réseau s'était fait suspendre sa retransmission à deux reprises, pour avoir suivi et couvert les attroupements massifs et impopulaires contre le gouvernement. Elle avait d'ailleurs été un catalyseur de tout un mouvement de contestation, et incitait à la mobilisation à travers, notamment, la transmission de chansons aux paroles utilisées comme paraboles⁸³.

Lors de son 10^{ème} anniversaire, elle se fait à nouveau interdire les ondes au premier jour des bombardements de l'OTAN, en mars 1999, mais parvient à continuer de diffuser ses informations via l'Internet grâce à la mise en place d'un consortium de diffuseurs indépendants⁸⁴. Luttant contre la suppression de la libre parole en temps de guerre, les journalistes réussissaient toujours à assurer l'arrière-garde d'une information indépendante à partir de chez eux, via un serveur d'Amsterdam, même dans les moments les plus répressifs.

Au fil des années, B92 s'est ainsi taillée une réputation de média engagé, oeuvrant à la défense de la liberté d'expression et des médias libres, si l'on se fie à la longue liste des prix et distinctions, décernés à ses journalistes et collaborateurs⁸⁵. Depuis, le réseau a réussi parallèlement à prospérer sur le plan commercial, en diversifiant ses ressources avec la création d'un site Internet, une maison de production de film et de télévision, une maison d'édition, un label de musique et son propre centre culturel alternatif, le Cinéma Rex.

Par un concours de circonstances, j'ai l'occasion de rencontrer, au cours de ce même été 2006, son directeur exécutif, Veran Matic qui se montre réceptif, malgré ses nombreuses

⁸³ Voir à ce sujet l'ouvrage de Matthew Collin, *This is Serbia calling : Rock'n Roll Radio and Belgrade's Underground Resistance*, Londres, Serpent's Tail, 2001.

⁸⁴ *Association of Independent Electronic Media (ANEM)*, regroupant une trentaine de diffuseurs indépendants à travers l'ancienne Fédération yougoslave.

⁸⁵ [http://www.b92.net/eng/about us](http://www.b92.net/eng/about_us), consulté le 09 janvier 2008.

obligations professionnelles. Selon lui, pour parvenir à une meilleure entente entre les communautés, il souligne l'importance de faire un retour sur le passé et de revisiter les événements qui ont jalonné l'histoire de la dernière décennie. C'est d'ailleurs ce qu'il me propose de faire en me donnant plusieurs copies de documentaires produits par B92, qui ont gagné, pour la plupart, des prix internationaux dans des festivals.

En repartant, je discute avec la directrice de production, Vanja Kranjac, qui m'invite à éventuellement établir des partenariats à plus long terme et à penser à des projets communs. Je suis loin d'être contre; je repars néanmoins bredouille quant à l'élucidation de mon questionnement.

La rencontre aura pris une tournure de coopération, à laquelle je ne m'étais pas attendue, même si cela peut sembler intéressant par ailleurs. Je comprends dès lors qu'en tant que chercheur, je ne suis pas un sujet neutre aux yeux de mon interlocuteur, et que je représente, à mon insu, aussi un pays ou une voie, que mon récepteur évalue puis ajuste en fonction du moment.

3.3.10. L'insoutenable légèreté de l'attente

Avant de quitter Belgrade, je fais une dernière rencontre avec l'organisateur d'un projet multiethnique de création de film. Il s'agit de Nenad Dukic, qui a décidé de produire un collectif de courts-métrages regroupant plusieurs réalisatrices issues de l'ex-Yougoslavie, c'est-à-dire de Macédoine, Bosnie, Serbie et Croatie. Le projet vise à donner la parole à quatre jeunes réalisatrices qui filmeront ainsi leur propre fiction séparément, imprégnées de la réalité qui les entoure, dans leur propre pays.

L'idée semble tout à fait intéressante et prometteuse, car elle consiste en un « patchwork » de voies féminines issues de l'ex-Yougoslavie, au sortir de la guerre, avec comme point commun la création libre filmée. En lisant les synopsis des fictions, je remarque à quel point les histoires sont, à première vue, chargées de pessimisme face à un avenir incertain. On y parle d'une réalité difficile à appréhender et d'une souffrance indélébile. Les thèmes abordés

traitent par exemple d'amours impossibles entre un couple issu de deux communautés adverses, ainsi que d'avortement et de suicide. Fait étrange aussi, les sujets se recoupent sans même que les réalisatrices se soient consultées ni rencontrées.

Le projet était alors dans sa phase active de financement. Presque deux ans plus tard, en contactant M. Dukic, j'apprends que le projet du collectif de film est toujours « sur la glace », faute de budgets suffisants, mais ni lui ni moi ne perdons espoir de le voir un jour sur grand écran. Toutefois, pensai-je, voici une autre occasion remise de voir aboutir un projet avant-gardiste de rapprochement multiethnique, par la voie de la création dans ce cas précis.

3.3.11. Le Courrier des Balkans

En repartant pour Paris, je décide de faire un arrêt dans les locaux du *Courrier des Balkans*, situé à Arcueil en banlieue sud, avant de rentrer définitivement pour Montréal. Depuis longtemps, je voulais connaître ceux qui avaient démarré dix ans auparavant, en 1999, un site d'information spécialisé dans les Balkans.

Toujours à l'affût de l'actualité, le site propose des articles d'information couvrant tout le territoire balkanique (ex-Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Turquie), tirés de la presse locale et traduits en français, avant d'être mis en ligne. C'est ainsi que je rencontre à pied levé le rédacteur en chef du site, Jean-Arnault Dérens et son associé, Laurent Geslin.

Historien de formation et journaliste impliqué dans les Balkans depuis plusieurs années, Jean-Arnault Dérens se rend régulièrement en Serbie et notamment au Kosovo, où il était présent au plus fort des conflits en 1998-1999. Souhaitant faire entendre une voie différente à la couverture médiatique occidentale des événements en ex-Yougoslavie, il décide de créer un site d'information spécialement conçu à partir de l'interface locale, offrant un autre support d'expression à la presse indépendante balkanique.

En discutant avec ce spécialiste des Balkans, je comprends que la réconciliation tant souhaitée pour la région demeure très précaire et que les protectorats internationaux qui sont

en place en ex-Yougoslavie depuis une bonne décennie pour certains, ont néanmoins peu contribué, selon lui, à rétablir le dialogue entre les communautés. À ses yeux, la multiethnicité demeure une « chimère » que la communauté internationale tente de maintenir, mais qui ne s'applique pas concrètement sur les lieux.

Forte de toutes ces rencontres et impressions diverses que j'ai glanées tout au long de ce terrain prolongé, je rentre quelque peu exaltée, mais perplexe quant à cette « chimère » après laquelle il me semble aussi avoir couru pendant quelque temps. Voilà comment s'est terminée cette aventure, qui a donné le point de départ à une réflexion plus critique et théorique, que j'ai poursuivie ensuite, de retour à Montréal.

DEUXIÈME PARTIE

L'ETHNICITÉ RÉVEILLÉE OU LA BATAILLE POUR LA MÉMOIRE

CHAPITRE IV

LES CENDRES RALLUMÉES DE L'ETHNICITÉ

4.1. INTRODUCTION

Alors que l'on pensait avoir évacué l'ethnie et l'ethnicité en termes antinomiques, voire archaïques, comparativement à l'idée moderne de la nation, il semblerait que ces catégories se posent aujourd'hui comme le modèle « dernier cri » de l'organisation du monde. Remis en question par ces nouveaux supports de construction nationale, « l'âge des nations » semblerait céder sa place à « l'âge des ethnies », pour reprendre l'expression d'Antony Smith (1994), dans un mouvement d'évolutionnisme inversé.

Nous nous retrouvons donc à la case départ de l'ancien modèle grec d'Aristote dans l'opposition entre *ethne* et *polis* : la *polis* représentait alors une cité-État, dotée de coutumes et de lois clairement définies (assimilable à l'État-nation moderne), tandis que l'*ethnos* correspondait à la forme sociale apolitique, avec une population aux institutions mal affirmées. En ce sens, les *ethne* étaient les sociétés « autres » ou « barbares », qui ne parlaient pas la langue « civilisée » du grec, et étaient considérées à ce compte, comme inférieures, car non abouties dans leur projet politique commun.

Encore aujourd'hui, dans le discours quotidien, le terme d'ethnie renvoie à l'idée de « tribal » ou encore à ces sociétés que l'on qualifiait autrefois d'« exotiques ». L'expression sous-entend aussi l'existence d'un pré-concept, assimilé à la prééminence des liens de sang, à l'originel, à l'ancestral. Le vocable n'en dissimule pas moins à l'occasion un usage euphémique qui fait allusion à la « race » sans la nommer, afin de contourner l'interdit qui pèse sur les classifications de type racial.

Dans tous les cas, l'utilisation de la notion d'ethnie reflète foncièrement l'idée d'une démarcation entre le Soi et l'Autre. Celui qui nomme n'est pas en général celui qui est « ethnique »; ce dernier est placé à l'écart de la norme sociale de la « majorité », et perçu comme marginal et périphérique. Ce qui rejoint l'idée de P-J. Simon : l'ethnicité est d'abord « l'humanité des autres » (1993).

Est-ce à dire pourtant que le contexte saturé du système international, marqué par l'intensification des flux transnationaux, tant sur le plan économique, culturel, religieux, migratoire et celui de l'information, appelle par réaction, une forme de « crispation » des sentiments nationalistes⁸⁶, ainsi que le renforcement des identifications culturelles?

Cette deuxième partie du mémoire ne vise pas à circonscrire les causes ni les effets de cette forme de « tribalisation » du monde, mais à analyser les mécanismes internes de l'ethnicité quant à sa construction sociale, en tant qu'*artefact* et produit conjoncturel de l'histoire. Pour cela, nous situerons notre réflexion, d'une part, non pas sur le groupe ethnique en soi mais, dans une tradition barthienne, au niveau des contacts entre les groupes, et plus précisément sur le maintien ou la création des *frontières* qui les régissent.

Notre objet d'étude privilégiera par conséquent quelques-uns des processus ou procédures mis en œuvre pour maintenir ces frontières symboliques, pour ainsi dire « invisibles », sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Pour ce faire, nous prendrons comme exemples la construction ou la « purification » des langues, comme récent marqueur ethnique, ainsi que la transmission de la mémoire et des mythes nationaux à travers l'enseignement à l'école.

Mais tout d'abord, dans un premier temps, nous y observerons l'évolution et la prise de pouvoir de l'ethnicité, ou encore ce que Jean-François Gossiaux appelle « la mise en ethnicité de la culture »⁸⁷. Dans son ouvrage *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, le sociologue

⁸⁶ Le nationalisme constituant le passage de l'ethnie à la nation, selon Smith; cité par Mondher Kilani dans les notes introductives de *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 19.

⁸⁷ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 65.

français observe la poussée du phénomène de l'ethnonationalisme, en tant que mouvement qui utilise le langage et l'imaginaire de l'ethnicité à des fins nationalistes.

Ici l'ethnicité est considérée comme « réveil d'une force ancienne qui sommeillait », ou comme « la renaissance d'un être collectif opprimé par l'histoire – un être collectif que l'on peut appeler ethnies »⁸⁸. Au-delà des définitions proposées, ce troisième chapitre nous permettra de présenter, pour commencer, la transformation du paysage national et identitaire de l'ancienne fédération yougoslave et d'en soulever dès lors les apories.

En tant que projection légitime de l'ethnicité, le concept de nationalité y sera largement débattu, pour nous permettre de cerner les jalons qui ont bâti puis démantelé l'identité yougoslave, à travers des schémas politiques reliés à son histoire identitaire. Nous comprendrons ainsi comment le passage du modèle austro-marxiste à celui des nationalités, et donc de l'ethnicité, aura accéléré le processus de différenciation allant jusqu'à la disparition de la catégorie de la nationalité yougoslave.

Enfin, à travers l'analyse de ce processus remodelant des nationalités appelées à se subdiviser et se « re-territorialiser », nous prendrons en compte un des points majeurs quant à son développement : celui de son contexte d'apparition, en l'occurrence le terreau démocratique dans lequel l'ethnonationalisme apparaît et croît.

4.2. LA MONTÉE DE L'ETHNONATIONALISME

Depuis la Seconde guerre mondiale, la guerre de la Yougoslavie aura constitué le premier conflit armé « inédit » sur le continent européen d'où sont nés de nouveaux États, à la suite d'une intervention militaire de la communauté internationale et sous l'égide de celle-ci. Touchant directement aux principes de l'ordre européen, l'éclatement de la Fédération yougoslave aura fait échec à la conception *austro-marxiste* pour intégrer celle de *nationalité*.

⁸⁸ *Ibid.*

Dans le premier cas, la nationalité, en tant que projection politique de l'ethnie, y était « déterritorialisée »; son postulat de base reposait ainsi sur le principe qu'il n'existe aucun lien de nécessité entre la nationalité et le territoire. Ce concept austro-marxiste aura soutenu le fondement même de la Fédération jusqu'à sa dislocation, faisant de la nationalité avant tout une « affaire de choix » et d'adhésion personnelle.

Or, dans le second cas et depuis la chute du communisme, le *principe des nationalités* prend l'exact contre-pied du concept de type austro-marxiste. Ici, les rivalités nationalistes cherchent à « re-territorialiser » les nationalités à l'intérieur de leurs frontières provinciales et d'en faire des pays, au nom de l'application du principe de l'État-nation, entraînant dans leur sillon les exactions et « épurations » que l'on leur connaît⁸⁹. Participant à un processus de rigidification de la structure ethnique, la nationalité devient dès lors, « tout sauf une affaire de choix personnel »⁹⁰, mais bien plutôt une injonction sociale.

Dans son chapitre « La Yougoslavie, du fédéralisme socialiste à l'explosion démocratique »⁹¹, le sociologue français, Jean-François Gossiaux, qui mène depuis vingt ans des recherches dans les Balkans, avec des travaux portant sur l'organisation familiale et les phénomènes du nationalisme, nous éclairera sur la transformation des identités en ex-Yougoslavie et les concepts qui sous-tendent donc cette récente « prise de pouvoir » de l'ethnicité.

En nous penchant sur le procédé de légitimation et d'accélération du *principe des nationalités*, nous serons ainsi plus à même de comprendre les mécanismes qui articulent la montée de l'ethnonationalisme, c'est-à-dire du « nationalisme qui utilise le langage de l'ethnicité et en manie la logique identitaire ».

⁸⁹ Voir à ce sujet Tommaso Di Francesco; Giacomo Scotti, « Soixante ans de *purifications ethniques* », *Le Monde diplomatique*, mai 1999, p. 10-11.

⁹⁰ Jean-François Gossiaux, « La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no1, 2002, p. 59.

⁹¹ Jean-François Gossiaux, « La Yougoslavie, du fédéralisme socialiste à l'explosion démocratique », chap. in *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p.87-105.

En posant le problème à la source (ou plutôt à l'une des sources que nous avons choisie), en le mettant pour ainsi dire « à plat », en pleine lumière, nous nous donnons ainsi l'opportunité de l'examiner sous un éclairage nouveau, soit non pas celui de l'accusation ou de la condamnation, mais celui de la déconstruction d'une charpente idéologique, que nous cherchons à mettre ici en relief.

4.2.1. « Nationalité et territoire ne font qu'un »

Relevant du *principe des nationalités*, appliqué à l'Europe au début du XX^e siècle, l'ethnonationalisme repose principalement sur le postulat de la nationalité comme *essence*. Celle-ci serait donc l'incarnation politique de l'entité *naturelle* ethnique et, selon ce même principe, il est stipulé que chaque nationalité doit avoir son propre État et son territoire.

Cependant, explique l'auteur, le problème majeur réside dans la concordance entre nationalité et territoire. Même si une « mise en État » peut paraître parfois forcée auprès d'une identité non accomplie, il n'en demeure pas moins que le principe porte en lui une aporie intrinsèque :

(Le principe) affirme que chaque nationalité a droit à son État et à son territoire, mais il ne dit pas – car il est clair que dès lors il ne serait pas applicable – que chaque nationalité doit être *tout entière* contenue dans son territoire. Il renferme donc en lui-même la notion de minorité, de *minorité nationale*. [...]

L'application du principe des nationalités engendre donc, de manière quasi automatique, des situations minoratives dans tous les sens du terme. La sortie de la contradiction peut être tentée, soit de façon conflictuelle et violente – le XX^e siècle européen en a multiplié les exemples –, soit de façon organisée et juridique, à coup de statuts particuliers et de protections *internationales*, c'est-à-dire de dérogations à l'un ou l'autre des deux principes – telle est explicitement la voie suivie par l'Union européenne⁹².

Le problème qui se pose actuellement en ex-Yougoslavie est ainsi directement relié à cette aporie majeure : les bouleversements politiques et la transformation de l'ancienne Fédération en plusieurs États-nations endossent directement le principe des nationalités, mais n'apportent pas d'autre solution à ses minorités que leur déplacement massif, forcé ou non,

⁹² *Ibid.*, p. 88-89.

vers leur mère-patrie (ce qui n'est pas sans rappeler les cas de nettoyage ou d'épuration ethnique rapportés pendant les guerres récentes).

4.2.2. « Nationalité et territoire font deux »

À l'inverse, la *conception austro-marxiste* des nationalités (Bauer, 1987; Haupt, Lowy et Weill, 1974) qui aura prévalu jusqu'à l'éclatement du pays, se situe diamétralement aux antipodes de la proposition selon laquelle les frontières d'État doivent correspondre aux démarcations nationales. En ce sens, elle repose sur trois postulats :

- a) la conception austro-marxiste *déterritorialise* la nationalité.

Dans cette logique, aucun lien n'est nécessaire entre nationalité et territoire⁹³. Ce qui lui donne une structure particulièrement adaptable auprès de sociétés à composition multiethnique, comme c'est le cas en Europe centrale ou orientale. On peut ainsi être un Croate de Bosnie ou un Serbe de Croatie, ou encore un Turc de Serbie et du Kosovo, sans que cela ne soulève de problème identitaire.

- b) La nationalité (au même titre que l'appartenance au groupe ethnique) est foncièrement une affaire de *choix* et non pas une essence ou une réalité intangible et immuable.

À cet égard, la conception austro-marxiste, à caractère plus mobilisationniste qu'essentialiste, rejoindra la vision ultérieure de Frédéric Barth, qui fait de l'appartenance ethnique une ligne que l'on peut « passer » à souhait, devenant l'objet de stratégies individuelles. « Si la nationalité est la projection politique de l'ethnie, le postulat austro-marxiste apparaît – nonobstant la chronologie – comme la projection dans le champ politique de la proposition barthienne. »⁹⁴

⁹³ Karl Renner, dans *État et nation* (1899) a développé sur la conception déterritorialisée de la nationalité; cité par Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, p. 89.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 89.

Cette séparation interrelationnelle entre nationalité et territoire, qui n'ont pas besoin d'être liés pour exister, a pour conséquence de rendre la nationalité plus « autonome », voire de la « réifier ». De plus, comme elle part d'une détermination personnelle, la nationalité se rend plus perméable à l'ouverture, au métissage multiethnique, donc moins rigide par rapport à la fermeture endogamique. Or, le principe d'endogamie est précisément ce qui régit la structuration ethnique d'une société et le système des nationalités. En n'étant pas reliée au sol, la nationalité dans ce cas-ci entérine idéologiquement la remise en cause de la fermeture endogamique et l'affaïssement de sa structure.

- c) La nationalité doit être périodiquement reconstatée, réaffirmée, par le biais des recensements.

Lors de ces recensements, les individus sont consultés sur la question de leur « appartenance nationale » et des points afférents (concernant la langue, la religion...). La régularité de telles consultations signifie à la fois périodicité, conformité aux règles et absence de dramatisation. En revanche, les recensements, lorsqu'ils sont soumis à un État fonctionnant sur le principe des nationalités (c'est-à-dire correspondant à *une* nationalité unique reconnue, avec des minorités additionnelles), peuvent devenir la source de dramatisation et « offrir le prétexte d'une remise en cause du *statu quo* sur lequel est fondé le statut de ces mêmes minorités⁹⁵ ».

D'ailleurs n'est-ce pas ce qui s'est passé dans le démantèlement des provinces yougoslaves? Dans chacune d'elles, les minorités ont voulu s'affranchir de leur statut minoritaire pour accéder à un statut de reconnaissance nationale avec la création de leur propre État-nation. À partir de cette logique de partage, le morcellement peut procéder à l'infini.

Par ailleurs, pour se donner une légitimité nationale, chaque ethnie doit prouver l'existence qui lui est propre de sa langue, sa religion, son histoire pour assurer le passage de « minorité » à celui de « nation ». D'où la résurgence des mythes fondateurs et la réactivation de la différenciation par la langue.

⁹⁵ *Ibid.*

4.3. LES RECENSEMENTS OU LE POULS DES NATIONALITÉS

Tous les dix ans, au cours de chaque année se terminant par le chiffre 1, la République socialiste fédérative de Yougoslavie procédait à un recensement pour interroger ses citoyens sur leur nationalité. Le dernier qui a eu lieu en 1991, au moment de la dislocation fédérative, a été une porte ouverte et un moyen d'affirmer la réalité statistique des républiques en cours de séparation. Deux visions s'opposaient alors dans les résultats : l'ambivalence entre la continuité de la Yougoslavie socialiste (avec la réaffirmation d'une supranationalité yougoslave), ou entre la revendication d'appartenances exclusives mises en concurrence, pour lesquelles il fallait se tailler une légitimité territoriale.

Déjà, les variations des résultats précédant les années plus chaotiques de 1990 commençaient à donner des indices d'un changement de mentalité ou d'une prise de conscience identitaire. Ainsi, entre 1971 et 1981, on n'a pu relever des écarts importants concernant les nationalités sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Les Rroms passent ainsi de 78 000 à 168 000. L'effectif des Albanais croît lui aussi de 32% au sein de la Fédération, se chiffrant de 1 310 000 à 1 730 000⁹⁶. Ceci laisse poindre dès lors une nouvelle tendance des citoyens à vouloir dépasser leur nationalité yougoslave pour privilégier leur identité ethnique.

Ces fluctuations statistiques ne pouvaient être expliqués par des changements politiques majeurs à l'époque (guerre, exode ou déplacements de populations). Il n'en reste pas moins, qu'à travers elles, s'exprime une volonté « qui relève de la déclaration, de l'affirmation »⁹⁷ nationale, à travers un jeu de rapports de force identitaire évolutif, jamais figé (comme l'avancait le concept austro-marxiste).

Au cours des quatre décennies et demie qu'a existé la Fédération socialiste yougoslave, ses institutions constitutionnelles ont été en perpétuelle restructuration avec l'établissement de quatre Constitutions (1946, 1963, 1974 et 1989), traversées de reformes et d'amendements

⁹⁶ Chiffres avancés par Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, p. 91.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 91.

constitutionnels (1953, 1968 et 1971). Tout cela a mené à une décentralisation et une dilution théorique sinon effective du pouvoir.

Peu surprenant dès lors de constater parallèlement une synchronicité dans l'évolution de l'architecture identitaire yougoslave. Profitant de cette perte de vitesse du pouvoir politique, la manne ethnique a par conséquent saisi l'occasion au fur et à mesure de se transformer, de prendre corps et de s'approprier le vide laissé par l'État. Tentons alors de reconsidérer la « mutation » profonde du système des nationalités.

4.3.1. Entre « narod » et « narodnosti », perdre le suffixe pour gagner sa reconnaissance

Dès l'origine, les principes de base sont posés suivant le modèle austro-marxiste, à savoir la distinction des dimensions territoriale et nationalitaire du fédéralisme. La Yougoslavie est à la fois une fédération de républiques et une fédération de peuples, ou de nations (ce qui peut être traduit en serbo-croate par « narod »), sans leur conférer pour autant une stricte coïncidence. Conformément à son étymologie (la « Yougo-slavie » signifiant littéralement le territoire des « Slaves du Sud »), le pays fédérait jusqu'en 1991, six peuples sud-slaves : les Slovènes, les Croates, les Serbes, les Monténégrins, les Macédoniens et les Musulmans⁹⁸.

À côté des six peuples fondateurs, la fédération englobait également des « narodnosti » ou minorités nationales, en l'occurrence des groupes pouvant être référés à un État extérieur ou à une « mère patrie ». Considérant l'importance numérique, la fédération a octroyé l'autonomie à des provinces peuplées en grand nombre par les « narodnosti ». Ce fut le cas notamment de deux provinces, rattachées à la province serbe : le Kosovo, comptant une forte minorité d'Albanais et de la Voïvodine, comptant une forte minorité de Hongrois (presqu'un demi-million au recensement de 1971) Par la suite, la notion de « narodnost » s'est étendue aussi à des groupes ethniques sans référence extérieure, comme les Rroms ou les Valaques.

⁹⁸ Le terme de *Musulmans* se réfère à la communauté musulmane de Bosnie-Herzégovine, reconnue officiellement sous Tito comme peuple fondateur en 1968 avec l'appellation confessionnelle précédée d'un *M* majuscule. Aujourd'hui elle est désignée sous le terme de *Bochniaque*.

Devant la connotation minorative que porte en lui-même le suffixe *-nost*, l'écart entre la notion de « narod-nosti », entendu comme *nationalité*, ou encore minorité, (même si le terme lui-même est d'ailleurs évité dès 1963 par les autorités gouvernementales) est significatif par rapport à celle de « narod », entendu comme *nation*, ou peuple fondateur de la Fédération.

Cependant, avec la Constitution de 1974, les statuts entre *narod* et *narodnosti* tendent à se rapprocher et la Fédération yougoslave est dès lors définie comme une communauté de « nations et de nationalités égales en droit », inscrites territorialement dans leurs républiques et régions autonomes. Cela demeure tout aussi vrai, quand bien même une grande partie de leurs membres putatifs se retrouvent en dehors de leur territoire de référence : Croates en Bosnie et en Voïvodine, Serbes en Bosnie ou en Croatie, Albanais en Macédoine ou au Kosovo, etc.

Apparaissant comme la réalisation de la conception austro-marxiste, la République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) enregistre ainsi, par les recensements auxquels elle procède à chaque décennie, le pouls des changements sociaux et avec eux, se profile la prise de conscience d'une réalité nationalitaire, sinon ethnique comme stade préalable :

Les mouvements profonds enregistrés par les recensements, les adhésions dont ils font ressortir les variations, les rapports de force qu'ils mesurent sont toujours en relation avec les évolutions ou les mutations de la politique yougoslave en matière de nationalités, soit qu'ils les anticipent et les annoncent, voire les provoquent, soit qu'ils les entérinent.⁹⁹

Ainsi, l'augmentation enregistrée de 32% du nombre des Albanais entre 1971 et 1981, qui n'étaient plus dès lors des Yougoslaves, reflète la conjoncture politique du moment, avec notamment l'avènement de la nouvelle Constitution ultra-décentralisatrice de 1974. Ceci a pour effet de réaffirmer l'émergence des nouvelles nationalités qui aspirent à passer au stade de nation. Ainsi, les violentes manifestations de masse de 1981 au Kosovo, tournant aux émeutes, font basculer le rapport de force entre Serbes et Albanais. Ces derniers commencent

⁹⁹ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 94.

alors à revendiquer « le statut de république, pour ce qui leur apparaît désormais comme *leur* région »¹⁰⁰.

4.3.2. « Yougoslave », naturellement

Si les recensements fournissent l'occasion de choisir entre les diverses appartenances ethniques, ils permettent également de récuser ce choix. Ainsi, plusieurs décident, au cours des recensements, de continuer à opter pour la réponse « Yougoslave » comme choix de réponse. Issus de couples mixtes¹⁰¹, ces personnes préfèrent ainsi se placer dans une catégorie métisse, où ils n'auront pas à trancher entre la nationalité de leur père ou de leur mère.

Même si la Fédération yougoslave y voit une manifestation d'« hyper loyauté » envers l'État, qu'elle ne voudrait pas contredire, la proposition de cette option porte toutefois en elle une ambiguïté de taille et le germe d'une autre aporie aux conséquences confirmées par la suite: la citoyenneté fédérale (ou encore la « supranationalité » dite yougoslave) y est placée au même niveau que les nationalités de base.

Et cette confusion de l'architecture identitaire constitue un problème d'autant plus crucial que la catégorie « yougoslave » apparaît en plein développement et menaçante à long terme pour l'existence même des différentes appartenances nationales. Faut-il y voir l'expression d'un rejet délibéré, proprement politique, du système des nationalités, ou simplement le reflet d'un phénomène démographique, à savoir l'accroissement du nombre de mariages mixtes?¹⁰²

À cette question, l'auteur y voit davantage le reflet d'un désir d'unification, où les enfants issus de couples mixtes ne font qu'accorder l'identité politique avec l'identité sociale. N'étant ni de telle ni de telle autre nationalité *stricto sensu*, puisqu'ils se considèrent issus de deux nationalités (ou plus), ils préfèrent délaisser le principe de l'identité ethnique pour adhérer au

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Dans les années 80, la Bosnie-Herzégovine comptait environ 12% de mariages mixtes, équivalent au pourcentage pour la Yougoslavie dans son ensemble; le plus haut taux se situait en Voïvodine (28%), puis en Croatie (17%). Voir à ce sujet Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, p. 87.

¹⁰² *Ibid.*, p. 95.

principe unitaire de la nation, au sens plus large, excluant toute considération ethnique trop réductrice par rapport à leur position.

4.3.3. Disparition des Yougoslaves

Avec l'arrivée des nationalismes rivaux, le fédéralisme yougoslave implose et prend l'exact contre-pied des principes de type austro-marxiste : « il s'est agi de *(re)territorialiser* les nationalités, qui désormais étaient tout sauf une affaire de choix personnel¹⁰³ ». Lors du dernier recensement de 1991, la catégorie « Yougoslaves » n'est presque plus cochée par ses citoyens¹⁰⁴. Par ailleurs, l'évolution des politiques nationales entraîne à son tour un revirement institutionnel dans la reconnaissance des nationalités : le choix de la réponse « Yougoslave » est assimilée par les autorités, ni plus ni moins, à un refus de répondre.

L'injonction ethnique commence à prendre plus d'importance avec l'arrivée de la guerre en 1991. Ainsi, on a pu noter dans une localité, située dans la Voïvodine orientale et peuplée à parité de Serbes et de Croates, que ses habitants avaient eu à se déclarer inopinément entre l'une ou l'autre des nationalités, alors qu'ils n'avaient pas connu de tensions interethniques depuis la Deuxième Guerre mondiale¹⁰⁵.

Les « frontières » entre les groupes, jusque-là non perceptibles, soit dans les apparences individuelles, dans l'espace ou les pratiques de sociabilité, prennent tout à coup un sens inattendu avec l'injonction extérieure du choix de sa nationalité ou de son ethnie. D'invisibles, les frontières n'en deviennent pas moins tangibles, comme le raconte une

¹⁰³ *Ibid.*, p. 96.

¹⁰⁴ Ceci à l'exception de la province autonome multiethnique de la Voïvodine qui affiche une légère progression passant de 8,2 à 8,4%, contrairement à la Croatie voisine qui chute de 8,2 à 2,2% du nombre de Yougoslaves se reconnaissant comme tels. Source : S. Mrdjen, « Le dernier recensement de la Yougoslavie », *Population et sociétés*, INED, décembre 1991; cité par Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, p. 96.

¹⁰⁵ B. Pétric, « Ethnicité et nationalisme en Yougoslavie. Le cas d'un village en Voïvodine », *Balkanologie*, no 2, 1997, p. 27-39; cité par Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans* p. 96.

villageoise : « Les problèmes ont commencé avec la démocratie et les meetings nationalistes. Tout le monde a commencé à se poser la question : qui suis-je et qui est quoi?¹⁰⁶ »

Chacun a dû alors déterminer sa nouvelle identité, sous peine de se la voir imposer; qui plus est, cela s'exerce sur un mode de classification binaire et patrilinéaire (nationalité du père prédominante) : on est soit Serbe, soit Croate, l'identité yougoslave n'étant plus tenable et vouée à périr sous le coup de la pression sociale. De plus, « la stigmatisation et les pressions hostiles – les dits et les non-dits, les accidents et les incidents qui un jour font prendre la décision, de quitter sa maison – s'exercent surtout à l'encontre des couples mixtes, du métissage.¹⁰⁷ »

Le principe des nationalités sonne ainsi le glas à l'avatar yougoslave du modèle austro-marxiste, pris dans son propre dépassement. Avec la disparition du système qui organisait jusqu'alors les rapports sociaux, l'heure est au durcissement de la structure ethnique et des phénomènes d'ascription, où l'identité est littéralement *assignée*.

De nouveaux marqueurs d'ethnicité se mettent dès lors en place, notamment ceux de l'obédience religieuse qui (re)devient essentielle pour se différencier les uns des autres. Les Serbes sont identifiés comme orthodoxes, les Croates comme catholiques. Ainsi, dans ce village serbo-croate de la Voïvodine, « le pope et le curé débordent d'activité. Tout le monde veut se marier à l'église. Le drapeau serbe est promené en tête des cortèges de noce orthodoxes, le drapeau croate flotte de même sur les mariages catholiques. Les baptêmes tardifs se multiplient.¹⁰⁸ »

Comment interpréter ce retour des manifestations religieuses? L'auteur les explique par ce qu'il définit comme étant une « affinité de structure » entre règles religieuses et classifications ethniques. Toutes deux procèdent d'une même identification et non-transgression de l'altérité, qui passe en premier lieu par un interdit matrimonial : on ne peut

¹⁰⁶ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 36.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 97.

¹⁰⁸ *Ibid.*

se marier avec un individu qui n'est pas *identique* à soi. Cette convention implicite dicte la structure ethnique et ses règles en sont explicitement appliquées par les religions.

Travaillant de pair, ethnicité et religion s'allient alors « naturellement », afin d'offrir la justification prétendument objective aux fondements de différenciation, au sein d'une structure où se mêlent volontiers les agents de la politique ethnique et les prêtres.

Dans ce schéma évolutif de résurgence du concept de l'ethnicité, une contradiction ne parvient pourtant pas à être résolue : celle qui existe entre le principe de la pérennité, fondamentalement liée à la nationalité assignée, et le principe d'adhésion personnelle, qui aura prévalu jusqu'à l'éclatement de la fédération yougoslave.

Ce qui ressort de cette première aporie, c'est donc le caractère changeant de l'ethnicité, qui pourtant tente de garder l'illusion de la pensée nationaliste moderne : « voir dans le caractère national une essence permanente au lieu de reconnaître la signification fondamentale mais changeante des frontières de l'identité humaine¹⁰⁹ ».

Autrement dit, l'ethnicité est à la fois pérenne et contingente : pérenne, puisqu'elle représente une donnée sous-jacente, toujours susceptible d'être activée ou mobilisée; contingente, puisque les conditions et les formes de son émergence sont historiquement déterminées.¹¹⁰

4.4. L'ETHNIE, « ORIGINE D'APPELLATION CONTRÔLÉE »

Ainsi, même si elle essaye de se faire passer pour une essence figée et pérenne, l'ethnicité n'en demeure pas moins une forme de catégorie de classement social entièrement construite et agissant comme « plan cognitif » pour se repérer dans l'enchevêtrement de rapports sociaux modernes, que nous cherchons à analyser dans sa relation d'identité / altérité. Au demeurant, comme le mentionne Max Weber, les groupes ethniques n'existent que les uns

¹⁰⁹ Armstrong, 1982, p. 4. Cité par Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 153.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 153.

par rapport aux autres, à travers un ensemble de variations de différences et de similarités culturelles : « L'identité ethnique repose sur la conscience des différences avec les autres groupes, ce qui vaut par conséquent également pour l'identité nationale.¹¹¹ »

Puisque c'est de conflit dont il s'agit dans l'embrasement récent des Balkans, nous creuserons davantage le terrain du côté miné des différences, soutenues ou créées par le biais de l'invention de bornes ou de marqueurs culturels, et décodées prioritairement à travers leur contenu symbolique et leur caractère instrumental. C'est d'ailleurs ce que Mondher Kilani définit, non sans ironie, comme étant le « narcissisme de la plus petite différence » :

Ce qui pouvait séparer les Serbes des Croates ou des Bosniaques ne relevait pas d'une différence culturelle fondamentale, mais leurs divergences politiques et idéologiques les conduisaient à mettre en avant, de façon exagérée, les quelques différences culturelles mineures ou jusque-là non pertinentes qui existaient entre eux (religion, alphabet, variante linguistique, etc.).¹¹²

Kilani définit ainsi les différences culturelles comme une variable tout à fait relative, sinon négociable, lors des conflits ethniques. Selon lui, la force de ces conflits est moins imputable à une incommunicabilité insurmontable qu'à une « proximité mal ou pas encore bien perçue »¹¹³.

Nous voici donc revenus à notre objet d'étude, orienté davantage sur l'édification de ces murailles d'incommunicabilité, autour desquelles les sociétés s'organisent et qu'elles regardent comme significatives pour se différencier des autres sociétés, que sur la somme des différences et des similarités objectives en elles-mêmes. Le contenant prime ici sur le contenu, et pour reprendre le postulat de Barth tel qu'il est présenté par Poutignat et Streiff-Fenart, le groupe ethnique n'est pas déterminé par des contenus culturels mais bien par ses frontières.

¹¹¹ Cité par Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 50.

¹¹² René Galissot, Mondher Kilani et Annamaria Rivera, *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 24.

¹¹³ *Ibid.*

Condamnant la lecture primordialiste qui est faite de ces différences, Kilani conclut dans ses notes d'introduction de *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, que ces « construits » identitaires conjoncturels se font finalement passer pour des « données » fixes et permanentes, nous faisant oublier que les références culturelles auxquelles on recourt pour s'identifier et identifier l'autre relèvent d'un usage sélectif et parfois contradictoire.

Reprenant le concept de l'invention de la culture¹¹⁴, il y juxtapose donc celui de l'« invention de l'ethnicité », comme catégorie construite, qu'il récuse dans son contenu primordial et intangible, pour y voir avant tout un modèle de perception et de classification cognitive. À travers ce modèle, des éléments d'identification, dont le contenu et le sens varient, sont choisis par les groupes ethniques, en vue de « construire des frontières qui jouent comme des barrières sémantiques entre les groupes » :

En ex-Yougoslavie, à la suite de la crise du système socialiste et de l'effondrement de l'équilibre politico-national, le facteur ethnique fut utilisé de façon partisane par ses différentes composantes. Le critère religieux aussi bien que le critère linguistique ont été exacerbés afin de manifester des oppositions qui relevaient généralement d'un autre ordre. Ici les identités respectives se sont nourries du mythe d'une réalité ethnique et se sont constituées les unes en opposition aux autres. En ex-Yougoslavie, chacun a cherché à supprimer l'autre en mettant en avant sa spécificité irréductible.¹¹⁵

Dotée d'une efficacité sociale que lui confère sa valeur performative dans un schème évolutionniste, l'ethnicité n'en agit pas moins donc comme *repère*. Au-delà de sa fonction mobilisationniste, elle en a une d'abord de classification ou de re-classification, en accord avec le « regard ethnicisant » du colonisateur. Avec le bouleversement des structures sociales que la modernité engendre, une distinction s'opère entre les sociétés fondées sur un système centralisé de pouvoir par opposition aux sociétés décryptées comme acéphales ou segmentaires, soutenant l'idée de la « mosaïque d'ethnies » et la renforçant.

¹¹⁴ Roy Wagner, *Symbols that stand for themselves* (précédé de: *The Invention of Culture*), Chicago, University of Chicago, 1986.

¹¹⁵ René Galissot, Mondher Kilani et Annamaria Rivera, *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 22-23.

Dans les conflits récents déterminés par une condition ethnique comme en ex-Yougoslavie, la dichotomie ancestrale entre *ethne* et *polis* réapparaît dans toute sa verve et les désignations ethniques s'emparent du discours politique et scientifique, renouvelant la fortune du paradigme ethnique. Elles coïncident d'ailleurs avec une période où l'Europe prend son envol en tant que puissance mondiale :

Si elle (l'Europe) veut être en mesure de contrôler et d'administrer les populations locales qui lui sont soumises, la politique coloniale doit nécessairement les classer, les diviser et les enfermer dans des définitions raciales, territoriales et culturelles univoques [...].

En ce sens, la désignation ethnique procède d'une appellation particulièrement pratique (et ethnocentrée) pour celui qui désigne. Celui-ci en fait une catégorie, un modèle de perception et de classement cognitif, dans le but non seulement de se définir soi-même, mais aussi de distinguer les autres, parfois en les stigmatisant, parfois en s'autovalorisant :

Le terme de nation sera donc « réservé aux États civilisés de l'Occident, celui de peuple, en tant que sujet d'un destin historique, est trop noble pour des sauvages [...], celui de race centré maintenant sur des critères purement physiques, est trop général » [...]. C'est la notion d'ethnie, comprise comme une somme de traits négatifs et dérivés d'une absence ou d'un retard de civilisation, qui va servir à désigner des populations ou des minorités dominées ou se prêtant à la domination.¹¹⁶

Cependant, il suffit que l'ethnie soit assimilée à une réalité empirique, pour qu'elle passe du stade de convention à celui de dogme (Nadel, 1947). Entendues comme des catégories immuables, les groupes ethniques glissent donc fâcheusement vers une « naturalisation » prétendument évidente, comme cela a été le cas pour les « races », sans que ce critère de classement ne soit plus interrogé, au bénéfice des querelles de dissensions ataviques qu'il légitime et perpétue.

Si l'appellation vient de l'extérieur, elle n'en est pas moins « intériorisée » par les populations colonisées ou en voie de redéfinition, acceptant d'être transformées, renommées et intégrées à ces nouveaux schémas de classification, sans perdre l'espoir de les faire valoir

¹¹⁶ Annamaria Rivera, « Ethnie-ethnicité », Chap. in *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 102-103.

toutefois comme stratégies de négociations, au moment opportun d'éventuelles revendications politique et sociale. L'ethnicité possède ainsi, de ce fait, une fonction d'intégration et de régulation des relations sociales, agissant comme « baromètre » de répartition dans le partage de pouvoir entre les groupes.

L'analyse de la notion d'ethnicité n'est par conséquent envisageable que dans sa structure *relationnelle*, par rapport aux autres, et bien plus souvent, par opposition aux autres, dans des schémas d'hétéro- et d'auto-identification socialement signifiants, que Frédrick Barth désigne comme étant les « frontières ethniques ».

Pour l'anthropologue norvégien qui a révolutionné la vision primordialiste avec le « revival » ethnique naissant de la fin des années 60, les ethnies, et à plus forte raison les groupes ethniques (unité englobant des individus définis par un héritage culturel commun) sont d'abord des catégories de classement et d'identification, qui auront fini par concurrencer la classe (unité englobant des individus définis par leur position commune dans le circuit de la production) comme catégorie fondamentale de la différenciation sociale.¹¹⁷

Pour se différencier, les groupes ethniques se construisent par conséquent des frontières ethniques agissant comme des « barrières sémantiques », qu'ils peuvent traverser, assouplir ou rigidifier, selon l'enjeu et la donne socio-politique de circonstance. Le sens investi dans ces frontières devient dès lors plus déterminant, pour légitimer les différences d'ordre culturel, que les différences elles-mêmes. C'est pourquoi Barth propose de « *ne pas* considérer le groupe ethnique comme déterminé par des contenus culturels. Ces derniers sont à l'inverse utilisés pour construire la frontière, et *par conséquent* pour *construire* la culture du groupe.¹¹⁸ »

Comme nous pouvons le constater, le contexte dans lequel apparaissent et évoluent ces « barrières sémantiques » est tout aussi important que la fonction de « taxonomie

¹¹⁷ Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 26.

¹¹⁸ Cité par Annamaria Rivera, « Ethnie-ethnicité », chap. in *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 107.

populaire¹¹⁹ » qu'elles s'octroient. Pour poursuivre dans l'exemple yougoslave, Gossiaux fait d'ailleurs du contexte ou du *momentum*, un point déterminant qui aura eu pour effet d'accélérer le processus de l'ethnonationalisme. Il s'agit de la collision entre le système existant et un autre modèle qui s'est imposé ostensiblement – comme cause ou effet - au moment de l'implosion de la fédération : celui de l'apparition de la démocratie.

4.5. DÉMOCRATIE ET DIVISION

La fin de la Yougoslavie et des Yougoslaves porte en elle le phénomène des nationalismes qui aura à la fois supporté sa création au XIX^e siècle et annoncé sa disparition un siècle plus tard. Dans le premier cas, il s'agissait d'un mouvement nationaliste de sécession ou de fission, pour se dégager de la tutelle des puissants empires austro-hongrois et ottoman, présents sur le territoire. Émanant d'une nécessité historique, ce projet de constituer une union des Slaves du sud comportait un caractère offensif, déterminé, et en un sens « progressiste ».

Dans le second cas, le nationalisme de la fin du XX^e siècle se caractérise en contrepartie comme « défensif, purement scissionniste, et apparemment contradictoire avec le contexte économique et technique, avec le développement des forces productives et avec les échelles de communication actuelles.¹²⁰ » Établissant un lien de causalité entre l'effondrement du communisme et le déchaînement des conflits armés, Gossiaux y introduit un autre élément significatif liant les deux premiers : ce qu'il nomme comme étant la « maladie infantile de la démocratie¹²¹ » :

De manière remarquable, la démocratie est la raison sociale de pratiquement tous les partis ayant conduit le processus de sécession : *Communauté démocratique croate*, *Parti du renouveau démocratique* (slovène), *Alliance démocratique serbe* (parti des Serbes de Bosnie), *Alliance d'action démocratique* (parti des Musulmans de

¹¹⁹ Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 151.

¹²⁰ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 98.

¹²¹ Jean-François Gossiaux, « Yougoslavie : quand la démocratie n'est plus un jeu », *Annales. Histoire sciences sociales*, no 4, 1996, p. 837-848.

Bosnie)... Le mot était d'ailleurs déjà entré dans le vocabulaire de l'institution communiste elle-même, dans le temps où elle se défaisait.¹²²

Le rapprochement entre nationalisme et « démocratisme » se présente de façon pertinente parce qu'il apparaît dans un contexte politique particulier. En effet, la fin du système du communisme laisse *ipso facto* une place vacante à la « seule idéologie universelle de substitution »¹²³, en l'occurrence la démocratie, clairement liée à l'Occident. Avec celle-ci se construit de pair l'idée de la nation en tant qu'*institution-zéro* des sociétés démocratiques, comme le propose le politicien slovène et sociologue Rastko Mocnik dans son analyse des guerres yougoslaves¹²⁴, tout en reprenant la notion introduite déjà par Lévi-Strauss¹²⁵.

Au sein de ces sociétés démocratiques, le système politique est structuré par l'individualisme démocratique, dont seule la nation « définit la limite extérieure du champ social » et permet à la société « de se poser comme totalité » :

De là découle l'importance majeure, proprement fondamentale, des frontières « nationales », définies précisément et précisément marquées dans l'espace, alors que dans les sociétés d'Ancien Régime les démarcations entre territoires étatiques sont relativement floues et mouvantes (c'est-à-dire susceptibles de changer souvent et sans drame, au gré des différents arrangements entre souverains).¹²⁶

Dès lors, le postulat démocratique fait apparaître des frontières à l'intérieur desquelles doit se construire un cadre de référence commun, où les individus (interchangeables) de la société auront à définir ensemble des buts et des stratégies, selon une procédure choisie constitutionnellement d'agrégation des préférences.

¹²² Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 98.

¹²³ *Ibid.*, p. 100.

¹²⁴ Rastko Mocnik, « Mécanismes idéologiques de la nation comme forme de domination », communication présentée au colloque *Les destins des nations de l'ex-Yougoslavie*, EHESS, 3 et 4 février 1992; cité par Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, p. 100.

¹²⁵ La notion d'*institution-zéro* est introduite par Lévi-Strauss dans son article « Les sociétés duales existent-elles? », *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1985; cité par Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, p. 100.

¹²⁶ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 100-101.

Ce cadre de référence, c'est la nation. Cadre, « institution sans propriété intrinsèque », la nation peut également être figurée par la métaphore de la coquille vide que la société démocratique remplit des référents, des modes de communication, des manières de voir partagées qui sont nécessaires à son existence « comme totalité ». ¹²⁷

Lors de la « transition » des pays ex-communistes, l'unité autour d'un seul parti politique cède le flambeau à la multiplication de partis et formations politiques qui se prêtent d'emblée au jeu démocratique. Dans le cas de la Yougoslavie, les partis se forment sur la base de l'appartenance ethnique, pour la sublimer institutionnellement en nationalité.

Se coulant dans le moule ethnique, « les dirigeants de ces formations à base *nationale* ont d'abord cherché à clôturer hermétiquement leur pré carré, avant de songer à l'étendre » ¹²⁸. Rendus plus rigides, les groupes ethniques se sont consolidés et leurs frontières raffermies.

Loin d'abolir la structure ethnique comme valeur politique, le processus de l'ethnonationalisme qui a participé au démantèlement de la Yougoslavie, s'est finalement nourri sur une contradiction, en juxtaposant deux principes concurrents : celui de nationalité (en tant que projection politique du groupe ethnique) et celui de nation (en tant que projection politique excluant toute considération ethnique). Encore une fois, nous nous retrouvons dans cette opposition compétitive entre nationalité et nation, *narodnosti* et *narod*, ethnies et peuples fondateurs...

En confondant les deux notions, l'issue politique a consisté à « remplir d'une seule nationalité tout l'espace national » ¹²⁹, entraînant des affrontements et épurations ethniques. Transformant les *narod* (ou peuples) en État-nation sur le territoire de la république nominalement correspondante, le nouveau système se pose à rebours du précédent et vise à *reterritorialiser les nationalités*. Malgré son effet radical, il ne parvient pas toutefois à dépasser l'existence et l'apparition des groupes devenus pour l'heure des « minorités » dans les États nouvellement constitués.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 101.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 102.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 103.

Par conséquent, le principe des nationalités aura, de plein fouet, emboîté le pas au modèle austro-marxiste sur lequel le fédéralisme yougoslave reposait. Sa consigne d'« une nationalité, un territoire, un État », qui régit globalement l'organisation géopolitique de l'Europe depuis les années 1920, se sera substituée à un mode de fonctionnement qui jusque-là parvenait à dépasser « par le haut » les contradictions internes des différences ethniques, pour les mettre à présent au pouvoir, en les érigeant en murs symboliques.

4.5.1. Toujours plus petit

Enfin, s'opposant au premier nationalisme du XIX^e siècle qui a engendré la première Yougoslavie fédérale, le « second nationalisme » est, lui, issu d'un désir de nature sécessionniste dont la spécificité réside dans son lien immédiat avec le mot d'ordre démocratique. Avec la démocratie vient l'idée de la nation, comme le proposait Mocnik, dans une relation structurelle qui les unit.

À cela il ajoute néanmoins un troisième élément commun aux deux premiers : l'individualisme de la société industrielle (ou moderne, ou encore capitaliste), transformé en individualisme démocratique : « Le fonctionnement de la démocratie implique l'abolition des anciennes allégeances et une atomisation de la société en individus électeurs dont les préférences doivent être régulièrement enregistrées et agrégées. ¹³⁰ »

Soudant les trois éléments dans le tryptique individualisme-nation-démocratie, Mocnik, tout comme Ernst Gellner, en fait un trait constitutif de la société moderne. Au cœur de celle-ci, chaque État ayant accédé nouvellement à l'indépendance tente de se reconstruire un nouveau « toit politique » plus ajusté, en tentant de trouver dans les « traditions » populaires les éléments justificatifs d'une culture nationale.

Ceux-ci s'expriment par exemple par la création d'une langue spécifique portant le nom de la nation qui l'abrite (dotation de la langue croate, bosniaque, serbe...). Le principe même du

¹³⁰ *Ibid.*, p. 104.

second nationalisme, apparu dans le tournant du siècle dernier en ex-Yougoslavie, procède ainsi du jeu de la spécificité qui est, plus que jamais, mis de l'avant, dans le but de survaloriser le « toujours plus petit » :

Lorsque, pour une raison ou pour une autre, la charpente du toit politique précédent (érigé par la première révolution nationaliste) s'effondre, on en construit un nouveau, plus étroit, et on retaille ensuite la haute culture de façon à ce qu'elle y soit entièrement abritée. Car tel est, peut-être, le principe caractéristique du second nationalisme : on reconstruit toujours en plus petit.¹³¹

4.6. FRICTION AVEC LA MODERNITÉ

Comme l'avance Gossiaux, construire en plus petit, construire pour soi, construire pour se reconnaître et être reconnu, ne naît pas en dehors du contexte. L'ethnonationalisme aurait donc à voir avec l'avènement de la démocratie, en tant que nouveau schéma de construction idéologique apparu avec l'industrialisation des sociétés. Avec le système démocratique moderne, s'instaure et se répand une nouvelle logique de pensée qui aura touché tardivement le dernier bastion des pays ex-communistes « en transition » des Balkans, réceptifs mais maladroits par rapport aux valeurs individualistes d'auto-détermination promues.

Cette même notion de modernité est avancée par Annamaria Rivera, qui la rattache dans une relation de cause à effet avec la réactivation de l'ethnicité. L'une ne va pas sans l'autre, et le feu attisé des revendications séparatistes dans les Balkans par les puissances européennes, n'a au fond « pas grand-chose à voir avec une quelconque identité ethnique atavique »¹³² mais plutôt avec le *choc du passage transitoire* vers un nouveau modèle de réorganisation sociale.

À ce titre, le conflit ethnique, comme celui de l'ex-Yougoslavie qui a très souvent été rapproché de cas africains de la même époque (Rwanda), aura été soumis à une lecture en termes « strictement ethnicistes, identitaires et tribalistes, qui a complètement laissé dans

¹³¹ *Ibid.*, p. 105.

¹³² Annamaria Rivera, « Ethnie-ethnicité », Chap. in *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 100.

l'ombre d'autres logiques tout aussi déterminantes, et négligé son caractère de conflit social et politique »:

[...] La tendance occidentale est encore plus forte à lire tous les phénomènes, processus, dynamiques et conflits qui surgissent selon une grille essentialiste; presque jamais on ne remet en question la pseudo-évidence de ce modèle d'un monde vu comme une mosaïque d'ethnies ataviques en perpétuels compétition et conflit les unes avec les autres.¹³³

Cité par Rivera, l'historien Alessandro Triuzli avance ainsi le caractère précurseur et moderne du déclenchement des conflits ethniques, en les expliquant avant tout comme « la résultante locale d'une recomposition complexe des ajustements sociaux et politiques [...] soumise aux poussées énormes et traumatisantes de la modernisation¹³⁴ ».

Cette notion prophétique, pour ne pas dire mythique, rejoint l'idée avancée par Kilani que les instruments de l'affirmation identitaire, constituent avant tout des *refuges imaginaires*. La lecture hyperculturaliste qui en est faite par répercussion, entraîne donc une « idéologie particulièrement retorse et pernicieuse », qui aurait pour effet de détourner en quelque sorte la nature manipulatrice de l'ethnicité considérée en tant que *fin*, alors qu'elle agit fondamentalement en tant que *moyen* :

Une fois débarrassée de ses connotations naturalistes, voire biologiques, l'ethnicité n'apparaît plus comme cette réalité primordiale qui aurait caractérisé les sociétés prémodernes [...] mais comme une réalité répondant dans la plupart des cas à l'émergence de la modernité, se nourrissant de ses catégories et fonctionnant selon sa rationalité. D'où la propension de l'ethnicité à être une catégorie manipulée et de manipulation.¹³⁵

Prenant racine dans un contexte résolument moderne et de ce fait déstabilisant, l'expression de l'ethnicité est donc liée aux événements politiques, historiques et sociaux du moment, donc conjoncturelle et non pérenne. Manipulable et remodelable à souhait par l'entremise de

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Alessandro Triuzli, « Ruanda perché. Guerra e pace a bassa intensità in Africa », *Giano* 24, p. 29-40; cité par Rivera, *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, p. 100.

¹³⁵ Mondher Kilani, « L'inhumanité de l'autre? Notes introductives sur quelques concepts clés », Chap. in *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 22.

l'imaginaire, elle est également un instrument mouvant et malléable, par conséquent non figé et immuable.

Ainsi, loin d'être le résultat de *résidus* d'appartenances ethniques primordiales et traditionnelles, les formes d'ethnicité sont « des créations liées à la colonisation, aux processus migratoires [...], enfin à l'insertion des sociétés traditionnelles dans des systèmes étatiques modernes »¹³⁶.

Elles seraient donc déterminées par une idéologie plus englobante qui les instrumentalise et les met au service d'une stratégie économique-politique latente, où chaque groupe ethnique entre en compétition pour le pouvoir dans la nouvelle redéfinition de son statut. Au sein de cette compétition masquée pour l'obtention des bénéfices, des ressources et des privilèges, l'enjeu concurrentiel des divers groupes ethniques a donc peu à voir avec la tradition mais beaucoup avec les dynamiques et transformations qui sont propres aux sociétés complexes (Melucci 1982 : 187).

4.7. LA CROYANCE COMME *CREDO*

L'idée de construire la culture du groupe apparaît équivoque si l'on se fie au courant classique des sciences sociales qui fait de l'ethnie une « entité discrète dotée d'une culture, d'une langue, d'une psychologie spécifiques ». Il s'est agi longtemps d'un groupe clos (Mercier, 1968), qui partage alors des valeurs, des croyances et des institutions culturelles de base, qui parle la même langue et a la même organisation sociale.

Or, un pavé est jeté dans la mare de la conception substantialiste, lorsqu'en 1922, Max Weber prend l'initiative, dans son ouvrage *Économie et société*, d'énoncer pour la première fois la perspective des « identités présumées » qu'entretiennent les groupes ethniques, à travers la *croyance subjective* en une ascendance commune : « Pour Weber, ce qui est décisif dans la

¹³⁶ Rivera, Annamaria, « Ethnie-ethnicité », Chap. in *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne, Payot Lausanne, 2000, p. 106.

définition des groupes (...) n'est pas la présence effective des liens de sang, mais le sentiment d'appartenance. »¹³⁷

L'accent que Weber met sur la nature parfaitement symbolique de l'appartenance ethnique sera repris par l'anthropologue britannique d'origine autrichienne, Siegfried F. Nadel qui soutient à son tour dans les années 40, que « la tribu n'existe pas en vertu d'une quelconque unité ou ressemblance objective, mais en vertu d'une unité idéologique et d'une ressemblance acceptée comme un dogme. »¹³⁸

Ceci donnera par la suite le coup d'envoi, à partir des années 60, au travail de déconstruction et à la révision critique du concept d'ethnie, rejeté dans sa réalité empirique objective. L'objet d'étude se transpose vers le processus d'échange et les formes de catégorisation et de distinction entre le Nous et le Eux, et la frontière qui opère dans les pratiques discursives et sociales de toute collectivité (Poutignat 1994).

De la notion d'ethnie, les chercheurs s'interrogent davantage sur celle d'ethnicité, c'est-à-dire au processus du fondement et de cohésion du groupe ethnique, selon un aspect plus idéologique que généalogique :

Ce qui constitue une ethnie, au-delà d'une quelconque unité généalogique ou culturelle de fait, c'est une *idéologie*, qui repose sur la revendication d'une culture commune et spécifique par un groupe ou une collectivité; c'est la *croyance* en une généalogie et en un passé communs, qui se trouvent parfois légitimés au moyen d'un mythe d'origine racontant comment les membres du groupe descendent d'un couple primordial ou d'un héros culturel.¹³⁹

Anthony Smith complète l'idée en y ajoutant l'hypothèse de la « continuité historique » qui existe entre l'ethnie et la nation moderne, en soulignant que la cohésion du groupe passe fondamentalement par la référence « aux mythes, aux souvenirs, aux valeurs et aux symboles ». Le mythe fondateur, qu'il définit comme un ensemble de « prétentions particulières ayant trait aux origines et aux lignes de descendance du groupe », est toujours

¹³⁷ *Ibid.*, p. 105.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ *Ibid.*

soutenu par des racines politiques, même s'il apparaît sous une forme religieuse (Smith 1986).

4.8. CONCLUSION

En conclusion, l'analyse du processus de transformation de l'identité yougoslave, telle que Gossiaux nous la présente, nous aura donc permis de constater plusieurs points que nous aurons mis en exergue grâce à la dimension réactive, constructiviste et stratégique dans laquelle nous avons délibérément voulu nous situer. Pour cela, nous avons donc choisi de l'arrimer aux visions de Kilani et de Rivera, appuyées par ailleurs par les théories de l'ethnicité synthétisées par Poutignat et Streiff-Fenart.

Ces points se résument ainsi : l'ethnicité est non pérenne mais contingente à l'histoire; le groupe ethnique est une catégorie de classification et de différenciation relié à un contexte de modernité et de démocratie; enfin, l'ethnicité relève d'une croyance subjective et mouvante en une appartenance ethnique qui fait référence aux mythes.

Si nous avons décidé de privilégier cette direction conceptuelle, c'est parce que nous considérons qu'elle se situe dans un courant résolument contemporain et critique, que nous cherchons à mettre de l'avant. Elle sort de la grille de lecture essentialiste du concept d'ethnie qui prévalait encore jusque dans les années 60, pour en proposer une plus dynamique et interactionniste, à travers la vision avant-gardiste de certains auteurs comme Weber, Smith ou Barth. C'est indéniablement à partir de cette révision critique que notre réflexion cherche à puiser sa substantifique moelle.

Par conséquent, l'ethnicité ne peut être envisagée en dehors de son aspect idéologique, qui en fait un outil de classement, de régulation, et de promotion sociale, à travers le maintien d'une croyance subjective, érigée en dogme, mais non moins investie d'une grande charge affective... C'est de cette croyance subjective dont il sera question dans le prochain chapitre, dans son aspect le plus passionnel, c'est-à-dire en l'observant dans l'espace sacré de la mémoire.

CHAPITRE V

LES FRONTIÈRES INVISIBLES DE LA MÉMOIRE

5.1. INTRODUCTION

Souhaitant continuer dans la même veine de l'observation de l'identité ethnique comme « construit social », nous chercherons à observer, dans ce nouveau chapitre, comment s'érigent les différences nées du sentiment ou d'une croyance en une appartenance ethnique commune, et comment elles se communiquent. À ce titre, nous nous plaçons directement dans les approches dites « culturelles », où la différenciation et l'identification ethniques sont au cœur de l'analyse. En d'autres termes, notre question est bien plus de savoir comment ces processus de différenciation fonctionnent (théories interactionnistes), plutôt que de savoir dans quels buts extérieurs ils sont mobilisés (théories mobilisationnistes).

Pour cela, nous chercherons à approfondir les exemples décrits sous l'angle du processus organisationnel, en observant comment les dichotomisations entre membres et *outsiders* sont produites et maintenues, selon le modèle de Barth, à travers la constitution d'espaces scéniques hautement symboliques, comme sont ceux du mythe fondateur, faisant office de *frontières* ou de « barrières sémantiques », tel que nous l'avons mentionné.

En situant notre recherche dans un système d'opposition, nous chercherons ainsi à mettre en évidence la « communication culturelle qui permet de tracer des frontières entre les groupes à travers des symboles compréhensibles à la fois par les *insiders* et les *outsiders*¹⁴⁰ », tout en utilisant l'approche cognitiviste du « modèle indigène » de l'ethnicité.

Par conséquent, l'étude se concentrera sur la production et l'utilisation des labels ethniques, tels que le mythe des origines, la religion et la langue, au moyen desquels les groupes

¹⁴⁰ Schildkrout (1974), cité par Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 135.

s'orientent et se différencient dans leurs interactions. Puisque nous cherchons à mettre en évidence la « bataille de la mémoire », ceux-ci relèveront directement de l'histoire, en tant que ressource mobilisable pour entretenir ou créer le mythe de l'origine commune, subsidiairement transmise par la mémoire, ou *les mémoires*.

En effet, en observant ce que nous nommons comme étant une sorte de « crise de l'ancienneté », nous verrons ainsi d'une part, qu'il n'existe pas une histoire, mais *des* histoires, tout comme il n'y a pas une mémoire mais *des* mémoires au sein des Balkans, et plus particulièrement dans ce petit espace qui fait actuellement, plus que jamais, la manchette des journaux, en l'occurrence le Kosovo. L'exemple kosovar nous donnera ainsi l'occasion d'examiner à quel degré d'intensité peuvent s'entrechoquer, s'opposer, se contredire et se heurter les mémoires qui sont rattachées à l'histoire et donc à l'appartenance de ce territoire; ou plutôt nous y verrons leurs interprétations divergentes, qui en font néanmoins des mémoires blessées ou en lutte constante, dont le but ultime est la légitimation du pouvoir.

Conséquemment, ceci aura pour résultat d'étayer, en partie, la théorie de Weber qui place le trait caractéristique de l'ethnicité sous la bannière, non pas dans *le fait de* l'origine commune mais dans la *croyance en* l'origine commune. D'où la multiplicité des voies dissensionnistes, que l'on peut voir également sous un aspect créatif ou du moins dynamique, dans le sens où l'ethnicité y est perçue comme un principe de division *variable* selon les époques et les situations.

Comme nous sommes à une époque où l'enjeu politique est de taille pour le Kosovo (l'exclusivité étatique entre deux principales communautés concurrentes sur un même territoire), il devient intéressant à ce propos d'observer comment cette croyance en une généalogie ethnique commune, qui repose sur la référence de mythes, de valeurs et de symboles, est érigée en dogme, en vertu d'une unité idéologique du Nous par opposition au Eux.

5.2. DES MOMIES MUETTES

Comment illustrer les tensions et rebondissements dans les relations en perpétuel changement entre les communautés ethniques? Comment saisir l'apparition de ces « frontières invisibles » qui contribuent à diviser les groupes, tout en régnant dans le royaume du symbolique? Des histoires et des péripéties, baignant dans le surréalisme de situations cocasses qui ont mené à des tragédies ou des comédies humaines, il en existe en cascades dans la presse, la littérature ou le cinéma local¹⁴¹.

L'une d'elles a particulièrement retenu notre attention, parce que l'anecdote véridique, dans tout l'éclat de son apparente légèreté, rend compte de deux constats importants. Premièrement, le passé, l'histoire et la mémoire sont omniprésents et font partie intégrante du présent. Deuxièmement, de la lecture de ce « même » passé (qui n'est finalement pas toujours le même pour tous), et de ses interprétations kaléidoscopiques, dépend le maintien plus ou moins stable des relations entre les groupes ethniques en présence.

L'exemple, que nous avons tiré d'un article d'actualité¹⁴², nous permettra d'illustrer concrètement les rebondissements déclenchés par un incident qui a failli mettre en péril le retour de la relative entente entre la communauté albanaise et macédonienne d'un petit village de Macédoine. Même si les tensions interethniques entre ces deux communautés s'étaient apaisées à la suite des Accords de paix d'Ohrid en 2001, la mèche semble restée bien courte dans le lieu-dit de Kisela Voda (signifiant littéralement « eau gazeuse »).

À noter que cette bourgade est située dans une zone mixte, peuplée en majorité d'Albanais, aux alentours du village de Lipkovo, près de Kumanovo, précisément là où le conflit a fait rage durant six mois, au cours des émeutes de 2001 entre les rebelles, la police et l'armée. La

¹⁴¹ Un exemple est le documentaire truculent, réalisé par l'ethnomusicologue bulgare Adela Peeva, « À qui est cette chanson? » (*Chia e tazi pesen?*). Filmé en 2003, la vidéo présente les tribulations autour de l'origine d'une chanson. Chaque pays balkan en revendique formellement son origine, accusant les autres versions des pays voisins de n'être que des plagiat.

¹⁴² Suzana Nikolic, « Momies en conflit en Macédoine », traduit par Jacqueline Dérens, *BIRN – Balkan Investigate Reporting Network- Skoplje*, 24 mai 2006, publié dans les Cahiers du Courrier des Balkans, no 3, *Batailles de l'histoire dans les Balkans*, p. 16-18.

méfiance entre les villageois et envers les autorités macédoniennes persiste et a touché un plafond pour le moins insolite au cours de l'été 2005.

Lors de travaux d'excavation sur le terrain privé des frères Vejseli, prospères agriculteurs qui possèdent un moulin et des greniers, un bulldozer a frappé une boîte de cercueils en chêne sans clous, d'où dépassaient les corps, parfaitement conservés par l'argile et les minéraux, de deux momies presque intactes. Leur âge, variant selon les experts entre le III^e siècle avant JC et le VII^e siècle de notre ère, fait encore l'objet de spéculations, puisque toute analyse archéologique a dû être bloquée.

Malgré la singularité et l'émoi provoqué par une telle découverte (l'excellent état de préservation des momies serait plutôt rare selon l'avis des archéologues), les habitants et les autorités ne s'entendent pas sur la suite à donner à l'investigation des vestiges exhumés. L'enjeu est crucial car il touche aux racines et aux origines des ancêtres de cette terre, à laquelle chaque communauté se défend d'appartenir sur une base plus ancienne que celle des autres, s'octroyant à qui mieux mieux des droits de primauté.

Même si cela n'est pas scientifiquement prouvé, les Albanais se revendiquent en effet de souche illyrienne, peuple antique de la péninsule balkanique qui était installé bien avant l'« arrivée tardive » des Balkans au VI^e siècle. Ils craignent à ce titre que les résultats archéologiques ne répondent à leurs attentes historiques. Si elles sont examinées, les momies ne feraient que confirmer ou infirmer ce « label d'ancienneté » réclamé par l'une ou l'autre des communautés. Ce qui pourrait être ensuite récupéré politiquement, pour faire valoir des droits particuliers sur le territoire et faire pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre des groupes ethniques.

En effet, les villageois albanais redoutent que les autorités macédoniennes n'officialisent des résultats erronés, leur ôtant la primauté de leur ancestralité. Ils demandent à cet effet que les fouilles soient poursuivies par des équipes mixtes, en présence d'archéologues macédoniens mais aussi d'experts venus de la capitale albanaise de Tirana. Comme le mentionne le maire, Bejsat Iseni : « Depuis le conflit de 2001, les Albanais n'ont plus confiance dans les autorités

macédoniennes. Il y a des gens qui ont perdu des proches et ils ne peuvent accepter que les Macédoniens viennent faire des fouilles sur leurs terres. La présence d'archéologues albanais rendrait les choses beaucoup plus faciles. »¹⁴³

Devant la montée du mécontentement et de la méfiance des habitants, les préambules et propositions administratives sont toutefois restés lettre morte; les momies ont été tenues au silence et sont retournées dans les profondeurs abyssales de l'irrésolu. La famille Vejseli (signifiant littéralement « Joyeux ») aura finalement exigé qu'on ré-enfouisse les dits ancêtres (il ne faut pas réveiller les morts) et « clôturé son pré carré », selon l'image de Gossiaux, en le recouvrant de gravats et en interdisant quelque autre exhumation que ce soit. L'identité des vivants serait-elle trop fragile pour investiguer celles des morts?

L'impasse sur cette affaire a pris une ampleur sociale inattendue (digne d'une nouvelle de Dino Buzzati ou de Gabriel Garcia Marquez¹⁴⁴); l'issue aura été donc de geler toute tentative d'avancement pour une recherche scientifique, prise littéralement en otage par les fantômes du passé. Dans ce cas précis, le poids des ancêtres est vécu comme tel, qu'il peut à tout moment devenir la source de discordes entre ses présumés descendants. C'est dire à quel point la mémoire joue un rôle prédominant dans les rapports de force entre les groupes actuels, qui ne se forment et ne se maintiennent qu'en assumant de « l'histoire sédimentée¹⁴⁵ ».

La quête et l'obsession des origines rend compte finalement de ce que Paul Ricoeur considère comme étant la « fragilité de l'identité », puisqu'il établit un croisement entre la problématique de la mémoire et celle de l'identité, érigeant, sur la théorie de Locke, la mémoire en critère d'identité :

Le cœur du problème, c'est la mobilisation de la mémoire au service de la quête, de la requête, de la revendication d'identité. Des dérives qui en résultent, nous

¹⁴³ Tiré du même article « Momies en conflit en Macédoine ».

¹⁴⁴ Nous pensons ici aux nouvelles de Dino Buzzati (*Le K*) et de Gabriel Garcia Marquez (*Douze contes vagabonds*).

¹⁴⁵ Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 180.

connaissons quelques symptômes inquiétants : *trop* de mémoire, dans telle région du monde, donc abus de mémoire – *pas assez* de mémoire, ailleurs, donc abus d'oubli. Eh bien, c'est dans la problématique de l'identité qu'il faut maintenant chercher la cause de fragilité de la mémoire ainsi manipulée. [...] Le problème est ainsi reporté d'un degré, de la fragilité de la mémoire à celle de l'identité.¹⁴⁶

5.3. MYTHES FONDATEURS

C'est de cette identité fragilisée et réclamée à grand cri que nous souhaitons traiter, en observant, non pas la nature de l'identité revendiquée en tant que telle, mais ses leviers d'opération et de gestion, où s'enchâssent, entre autres, les mythes fondateurs et la croyance en une origine commune, qui caractérisent le groupe ethnique, comme le stipule Weber.

Deux éléments ressortent de cela, qui seront au centre de notre analyse, et que Ricoeur place d'ailleurs à la même enseigne, à savoir la mémoire et l'imaginaire, déjà évoqué plus tôt : « Cette fragilité s'ajoute à celle proprement cognitive résultant de la proximité entre imagination et mémoire, et trouve dans celle-ci son aiguillon et son adjuvant.¹⁴⁷ »

L'une des causes qui régit la fragilité de l'identité, explique Ricoeur, consiste dans l'héritage de la violence fondatrice, puisque toute communauté historique est née d'un rapport « originel à la guerre ». Le philosophe français explique ainsi que les événements fondateurs que nous célébrons ne sont en fait que des actes violents, légitimés par la suite par un État de droit précaire ou par leur ancienneté :

Les mêmes événements se trouvent ainsi signifier pour les uns la gloire, pour les autres l'humiliation. À la célébration, d'un côté, correspond l'exécration, de l'autre. C'est ainsi que sont emmagasinées, dans les archives de la mémoire collective, des blessures réelles et symboliques.¹⁴⁸

Éternellement confrontés à des guerres récidivistes de libération, les Balkans portent en eux l'étendard d'une mémoire douloureuse, tantôt comme libérateurs, tantôt comme martyrs, où

¹⁴⁶ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éd. du Seuil, 2000, p. 98.

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

les rapports d'opresseurs à opprimés ont amplement nourri l'imaginaire des populations, surtout entre la fin du Moyen Âge et le début du XX^e siècle, période historiquement marquée par l'occupation de deux grands empires, habsbourgeois et ottoman.

La vision victimisante et pessimiste de ces peuples éternellement oubliés ou sacrifiés constitue ainsi, selon Gabriel Beis, « le fond de cet imaginaire du passé sur lequel ces nations d'Europe centrale et surtout d'Europe balkanique ont construit leur identité. ¹⁴⁹»

Le Moyen Âge et la fin de son ère auront fourni à l'histoire de la péninsule balkanique un échantillonnage glorieux d'événements érigés en mythes nationaux, dans lesquels pourront aller puiser, au fil des siècles, les dirigeants politiques désireux de légitimer leur pouvoir et de faire avancer l'idéologie ethnonationaliste, dont l'implosion récente de la Yougoslavie a été le théâtre.

5.2.1. Le mythe du Kosovo ou la bataille de la mémoire

Parmi les mythes les plus popularisés, le « mythe du Kosovo » remporte haut la main le « rameau d'or »¹⁵⁰ au sein des politiques dissensionnistes internes. Le balancier historique séculaire entre Serbes et Albanais du Kosovo continue à osciller depuis des millénaires, et les politiques de division en ont fait leur métronome familier, réactivant périodiquement la mémoire « bafouée » de cette terre « intouchable ».

Considérée comme la « Jérusalem serbe », elle est aussi assimilée à la terre sacrée des Illyriens dont les Albanais se revendiquent les descendants. Au droit historique des Serbes est opposé le droit démographique des Albanais nettement plus nombreux (à 90%, la population

¹⁴⁹ Gabriel Beis, « Les mythes : pièges de l'histoire et pièges de l'esprit », chap. in *L'ex-Yougoslavie en Europe : de la faillite des démocraties au processus de paix*, sous la responsabilité du Comité d'organisation du Colloque "L'ex-Yougoslavie en Europe" (Paris, 15-17 décembre 1995), Paris, Montréal, L'Harmattan, 1997, p. 274.

¹⁵⁰ Expression que nous avons tirée du titre de l'article d'Ivan Colovic, « Le rameau d'or de la politique serbe », *Transeuropéennes*, no 12/13, décembre 1998/ janvier 1999. Source : <http://www.ceri-sciences-po.org>, consulté le 25 février 2008.

albanaise se désigne comme une « minorité majoritaire »). Statu quo, impasse... bataille, bataille au nom d'une mémoire, ou « bataille *de* la mémoire »?

La charge affective y est d'autant plus grande car soutenue par le symbolique; et si l'on meurt pour des idées, on tue tout autant *pour des idées*. À ce compte, la réconciliation touche ici ses limites : la symbolique reliée à l'appartenance ethnique, et érigée en frontière sémantique, en serait-elle l'une d'elles?

C'est ainsi que les conflits vernaculaires deviennent la norme de la péninsule balkanique (dans l'ancienneté et la régularité du cycle conflictuel). Les peuples des Balkans invoquent souvent le « mythe de la fatalité » des haines entre communautés locales, où l'irruption des grandes puissances a cristallisé les rivalités, chaque peuple devant choisir, ou se voir imposer, son camp et son Empire (hasbourgeois, ottoman ou russe).

L'histoire des occupations et libérations alternées des peuples s'est donc faite par intermittence. Il n'est donc pas surprenant de voir apparaître dans le discours historique, repris par la manne politique, le « mythe de l'autochtonie » ou des origines, ainsi que celui « de la continuité », où le cours de l'histoire ne ferait que rétablir la souveraineté anciennement perdue d'un peuple, et lui accordant par le fait même une dimension messianique.

Les politiques sécessionnistes l'auront bien compris : c'est en touchant la corde sensible de l'imaginaire historique, de la mémoire de ses batailles et de ses événements fondateurs, qu'il sera possible de se maintenir au pouvoir et justifier une idéologie de résistance entre nations concurrentes sur un même territoire. Le Kosovo en est un exemple frappant, pour l'impasse historique que vit cette minuscule région, d'une superficie à peine plus grande que trois fois la ville de Montréal, en proie aux obsessions délétères de son passé, à l'image d'une « petite Palestine » au cœur de l'Europe.

Mais c'est également grâce à cette concurrence sans issue ou à cette bataille de l'imaginaire qu'est mis à profit, depuis la dernière décennie au moins, l'arbitrage à « contrat indéterminé »

d'un protectorat international qui perdure. Néanmoins, ce que nous chercherons à observer dans un premier temps, ce sont les mécanismes symboliques sur lesquels repose en partie cette division, analysée à travers le prisme des mythes nationaux dont elle se sert pour justifier et pérenniser son existence tautologique.

5.2.2. La bataille du Champ des Merles

Une de ces blessures « archivée dans la mémoire collective » du peuple serbe, pour reprendre les termes de Ricoeur, est celle de la bataille du Champ des Merles de 1389 (ou bataille de Kosovo Polje, *kos* signifiant « merle » en serbe) Élevée au rang de mythe national pour les Serbes à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'événement fondateur marque la défaite des troupes chrétiennes contre les Turcs et devient le point de départ d'une nouvelle ère d'occupation des Ottomans, qui durera plus de 500 ans.

Le Kosovo, dont la ville de Pec/Peja abritait alors le siège de l'Église serbe orthodoxe depuis le Moyen Âge, devient dès lors l'espace mystique d'une nouvelle résistance contre l'occupant et l'islamisation. Le patriarcat de l'Église orthodoxe se forge alors comme le seul foyer religieux et politique, capable d'endosser le rôle garant de l'identité serbe; ce qui vaut, encore aujourd'hui, à la région kosovare l'appellation de « terre sacrée » ou « berceau mythique de la Serbie ».

De nos jours, la région continue d'être auréolée d'un halo nationaliste, et ce n'est pas un hasard si 600 ans après la bataille mythique, jour pour jour, sur ce même site historique, au pied de la tour commémorative de Gazimestan, le défunt président serbe Slobodan Milosevic y prononçait un discours de mobilisation, devant près d'un million de Serbes réunis, le 28 juin 1989 à quelques kilomètres de Pristina. C'est aussi à cette date précise que l'arrêt de mort de la Yougoslavie y fut prononcé.

Dix ans plus tard, exactement à la même date, le patriarche de l'Église orthodoxe serbe, Mgr Pavle y célébrait une messe commémorative (office des morts) pour le prince Lazar, tombé héroïquement sur le champ de bataille en 1389, aux côtés de ses troupes chrétiennes (qui regroupaient des Serbes, des Bosniaques, mais aussi des Albanais catholiques). Les fidèles orthodoxes, présents à cette messe du 28 juin 1999, étaient nettement moins nombreux qu'une décennie plus tôt, et étroitement protégés par les militaires de l'OTAN, qui venaient d'entrer au Kosovo.

Cette bataille symbolique est restée gravée dans la mémoire des peuples slaves et a inspiré de nombreuses chansons populaires et des poèmes épiques serbes. Les chroniqueurs y ont relaté l'héroïsme des douze chevaliers qui pénétrèrent dans le camp turc, pour tuer le sultan Murad Ier, sous les ordres de Milos Obilic. Le prince Kraljevic Marko, ainsi que les neuf frères Jugovic, qui périrent sur le champ de bataille, appartiennent également à cette lignée de héros glorifiés par la tradition :

Selon la légende, le prince Lazar aurait été visité par un ange à la veille de la bataille. L'ange l'aurait mis devant le choix suivant : gagner la bataille ou bien gagner le royaume des Cieux; gagner la royauté de ce monde, ou la royauté céleste. [...] Par son choix christique, le prince Lazar a engagé tout le peuple serbe, selon la tradition véhiculée par l'Église. En se sacrifiant pour la défense de la chrétienté, les Serbes auraient ainsi accepté et mérité leur dimension de peuple céleste.¹⁵¹

Régulièrement commémoré, le site de Kosovo Polje n'a cessé d'incarner un lieu symbolique des martyrs de guerre, tombés sur le célèbre champ de bataille, à un tournant clé de l'histoire des Balkans. Non loin de là, le tombeau du sultan Murad Ier continue aussi à être un lieu de dévotion traditionnel. À l'intérieur de l'édifice, reconstruit en 1859 et rénové en 2005, grâce au financement du gouvernement turc, se dresse l'arbre généalogique de la lignée des sultans osmanlis, à la mémoire d'une puissance révolue.

Par superstition, les personnes aveugles ou qui ont des problèmes oculaires viennent toucher la tombe du sultan, pour se soigner. Dans le petit jardin de la *turbe* (tombeau), le 6 mai, jour

¹⁵¹ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 25

de la Saint-Georges (fête traditionnelle des Rroms¹⁵²), selon l'usage, les Rroms accrochent à titre votif des morceaux de tissu aux branches des arbres, en guise de porte-bonheur. Le lieu saint est gardé depuis des siècles par un *turbetar* turc, qui transmet la charge, de père en fils.

5.2.3. Le berceau serbe

Le mythe de la bataille ne se transformera en revendication territoriale serbe qu'au milieu du XIX^e siècle, avec la montée du nationalisme moderne, depuis l'accession de l'autonomie de la Serbie en 1830. Après la longue « parenthèse » représentée par la domination ottomane, le nouvel État serbe essaye donc de rétablir le centre de gravité de son champ d'action politique et national, dans son berceau médiéval du Kosovo.

C'est là en effet que le noyau territorial des Serbes y avait été constitué et contrôlé dès le XII^e siècle par la dynastie princière des Nemanjic, puis par l'empire du tsar Dusan en 1331, dont les possessions s'étendaient du Danube jusqu'à la Grèce. C'est aussi au Kosovo que le fils cadet des Nemanjic, moine du Mont Athos et connu sous le nom de Sava, y fonde l'autonomie de l'Église serbe, reconnue en 1219. Le patriarcat, installé à Pec/Peja, symbolise l'autocéphalie, c'est-à-dire l'indépendance ecclésiale, et fait construire dans la région, dès le XIV^e siècle, de nombreux monastères, dont les plus réputés sont ceux de Visoki Decani, des Saint-Archanges de Prizren et de Gracanica¹⁵³.

Pendant des siècles, les Serbes gardèrent ainsi leur point de référence spirituel au Kosovo et ce, jusqu'à la suppression en 1766 du patriarcat de Pec. Sous le joug de la Sublime Porte, celui-ci dut se déplacer à Sremski Karlovci, en Voïvodine, alors territoire autrichien :

¹⁵² La fête des Rroms est tantôt désignée sous son nom turc, *Ederlezi*, selon que la communauté vive dans un environnement albanophone, tantôt par son nom slave *Djurdjevdan*, dans un environnement slavophone. Les Rroms, autant musulmans qu'orthodoxes, la célèbrent ensemble et participent aux mêmes cérémonies religieuses, dans une pratique typiquement syncrétique.

¹⁵³ Les Serbes désignent encore aujourd'hui la région sous la double appellation de « Kosovo et Métochie » (*Kosovo i Metohija*), ce dernier terme signifiant « terre des monastères » en ancien grec.

Le pouvoir ottoman ne reconnaissait pas de « nations » dans son empire, mais il accordait sa « protection » aux communautés religieuses reconnues, dont les chrétiens orthodoxes. L'Église orthodoxe fut donc durant plusieurs siècles la seule institution « nationale » du peuple serbe et, puisqu'elle était centrée à Pec, le Kosovo se retrouvait au cœur de cette nouvelle configuration du peuple serbe¹⁵⁴.

Au milieu du XVII^e siècle, au cœur d'une lutte acharnée entre empires autrichien et ottoman pour conquérir le territoire des Balkans, le Patriarcat de Pec est accusé de collusions avec les Autrichiens et devient la cible d'attaque de l'armée turque, qui procède à une vague de vengeance et de destructions sur tout le Kosovo. S'ensuit en 1690, la « Grande migration » de Serbes qui décident de fuir le Kosovo, où viendront s'installer par la suite en majorité les habitants limitrophes de l'Albanie, mais aussi du Monténégro.

Dès le XVIII^e siècle s'enclenche alors une dynamique d'islamisation du Kosovo par les ordres des derviches dans la tradition de l'islam chi'ite. Les conversions affectent les Albanais et les Serbes (appelés des *Arnautasi*, ou ceux qui « se sont fait *Arnauti* », signifiant Albanais en turc, car ils adoptèrent aussi la langue albanaise), ainsi que les Slaves vivant dans les montagnes du Sar au-dessus de Prizren (les Goranci ou « Montagnards »).

Les envahisseurs turcs, conformément à la tradition musulmane de respect et de tolérance pour les « peuples du Livre », n'imposèrent pas de conversions massives à l'islam. L'adhésion à la nouvelle religion dominante entraînait cependant de nombreux avantages sociaux et fiscaux.¹⁵⁵

Il est intéressant de noter que les conversions à la religion musulmane se sont d'abord effectuées sur les territoires situés au plus près des limites mouvantes entre catholicisme et orthodoxie¹⁵⁶, dans les zones de grande « incertitude confessionnelle », là où les structures religieuses ne s'étaient pas encore consolidées, c'est-à-dire en Bosnie-Herzégovine, au

¹⁵⁴ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 42.

¹⁵⁵ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 80.

¹⁵⁶ Cet axe de partage est apparu dès 395 avec la scission entre les Empires romains d'Occident et d'Orient (l'un de langue latine et gouverné par Rome, l'autre de langue grecque et gouverné par Constantinople). Le Grand Schisme de la chrétienté consommé en 1054 finit de séparer les Balkans entre le catholicisme occidental (auquel appartiennent la Slovénie et la Croatie) et l'orthodoxie orientale (incluant la Serbie, la Macédoine, la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie).

Monténégro et en Albanie. Aussi, l'islam n'arriva que tardivement au Kosovo, puisque l'Église orthodoxe de Pec, passée provisoirement à Ohrid, en Macédoine, se révéla un facteur de résistance à la conversion :

L'identification entre identité nationale serbe et appartenance orthodoxe se « solidifia » durant l'époque ottomane, permettant de passer du paradigme confessionnel au paradigme « national » : les Serbes sont ceux qui se différenciaient des populations tentées par la conversion.¹⁵⁷

Dès les années 1850, la principauté serbe, devenue autonome après de nombreuses insurrections entamées en 1804 et conduites par Karadjordje dans la région de Sumadija, cherche à s'élargir et retrouver son territoire ancien. Ses perspectives d'expansion vers le nord et l'ouest sont bloquées par le veto de Vienne de l'Empire des Habsbourg.

Aussi le ministre Ilija Garasanin (surnommé comme le « Bismarck serbe » par David MacKenzie) se tourne vers le sud, avec l'idée de reconquérir la « Vieille Serbie » (le Kosovo), à travers une nouvelle orientation stratégique définie dans sa fameuse Esquisse (*Nacertanje*). Dès lors, le Kosovo devient un point de mire incontournable pour la politique de Belgrade, qui s'appuiera sur la tradition littéraire, mystique et religieuse rattachée au Kosovo, pour justifier ses revendications territoriales.

Les guerres balkaniques de 1912-1913 finirent d'arrimer le Kosovo à la Serbie et le Patriarcat orthodoxe serbe, restauré en 1920, renouvela l'occasion d'élever la région au rang de « mythe sacré de la nation ». Promu comme symbole de résistance et de sauvegarde du patrimoine serbe, le Kosovo est surinvesti idéologiquement encore aujourd'hui comme la pierre angulaire, qui incarne les luttes et sacrifices contre le joug ottoman, la sécularisation, la « pression démographique » albanaise et après 1945, le régime communiste...

Force est de constater que le Kosovo est aussi à la « croisée des mémoires antagonistes des Balkans », non seulement la mémoire serbe et la mémoire albanaise, mais aussi « celles de

¹⁵⁷ Jean-Arnault Dérens, Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 86.

tous les empires et de tous les peuples qui s'y sont croisés.¹⁵⁸». Les divergences de perception et de lecture historique qu'entretiennent les nationalismes serbe et albanais continuent d'entretenir une mémoire manipulée par les uns et les autres, au nom d'un mythe survalorisé. Le « mythe du Kosovo » n'hante pas seulement le peuple serbe (ou sa politique); il est aussi le cheval de bataille idéologique du peuple albanais (ou de sa politique) :

Toutes les nations ont besoin de mythes racontant leur passé pour prendre conscience d'elles-mêmes et se projeter dans l'avenir. Il se trouve que le mythe central de la nation serbe plonge ses racines dans une terre qui est également revendiquée par un autre peuple.¹⁵⁹

Pour comprendre pourquoi les positions demeurent inconciliables sur la question du Kosovo (le demeureront-elles encore longtemps si elles touchent à la mémoire?), nous allons explorer maintenant de quelle façon l'histoire et la mémoire de la région sont interprétées par la nation albanaise cette fois-ci.

5.2.4. La souche albanaise

Parallèlement à l'éveil du nationalisme serbe, le nationalisme albanais se développe au XIX^e siècle en réponse au développement des mouvements des peuples chrétiens des Balkans, Serbes, Grecs ou Bulgares. Avec les nouvelles réformes de l'Empire ottoman, les relations de pouvoir furent redéfinies et l'autonomie des pachas locaux albanais plus limités, alors qu'un nouveau système fiscal s'instaurait. Des insurrections de *beys* (chefs de clan) albanais éclatèrent dans les années 1840 à Prizren, à Pristina (dans l'actuel Kosovo) et à Skoplje (en Macédoine).

Plusieurs projets politiques commençaient à se mettre en place pour la sauvegarde de l'autonomie de l'ensemble des terres albanaises à l'intérieur de l'Empire ottoman, incluant les tribus montagnardes, catholiques ou musulmanes, du nord de l'Albanie, de

¹⁵⁸ Jean-Arnault Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

¹⁵⁹ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 46.

Metohija/Dukagjini (Kosovo) et du Monténégro, ainsi que la confédération tribale catholique des Mirdita.

Pendant la crise d'Orient en 1876, les équilibres régionaux sont bouleversés, tandis que les révoltes des peuples chrétiens font vaciller l'Empire ottoman, faisant de plus en plus figure d'«homme malade de l'Europe». Le nouveau partage des Balkans fut dessiné lors du Congrès international réuni à Berlin. Les puissances européennes y reconnurent l'indépendance de la Serbie et du Monténégro, ainsi que leur expansion territoriale vers le sud, pendant que l'idée d'une «renaissance nationale» (la *Rilindja*) continuait à se développer auprès des milieux intellectuels et culturels albanais.

En 1878, la création de la Ligue de Prizen marque la première manifestation ouverte du nationalisme albanais contemporain, qui réclame à l'Empire la constitution d'un *vilayet* albanais autonome (circonscription administrative découpée en *sandjaks*¹⁶⁰), réunissant les quatre *vilayets* de Vucitrn, Shkodër, Janina et Monastir. L'affirmation concomitante des deux nationalismes, albanais et serbe, aboutit à l'éclatement des premières violences interethniques du Kosovo, à la suite d'une confrontation dans le sandjak de Nis (sud de la Serbie), d'où furent chassés vers le Kosovo 50 000 Albanais, dans les années 1877-1878.

Dès lors, la roue infernale de la vengeance séculaire fut enclenchée et les règles traditionnelles de «bon voisinage» (*komsiluk*) balayées, après de longues années de co-habitation plutôt stable entre paysans serbes et albanais du Kosovo. Une nouvelle Ligue albanaise fut constituée à Pec/Peja en 1889, accentuant une position plus radicale, pro-ottomane et très traditionaliste, basée sur les lois du *Kanûn*¹⁶¹.

L'agitation dans la région se poursuivit et devint le théâtre de rivalités de plus en plus exacerbées. À la suite de pogroms dont furent l'objet les populations serbes au nord-ouest du Kosovo¹⁶², des unités volontaires serbes sont armées (les *Ceta*, signifiant «bande»¹⁶³) et

¹⁶⁰ Le nouveau *vilayet* de Prizren comprenait dès 1864, quatre *sandjaks* : Prizren, Debar, Skoplje, Nis.

¹⁶¹ Code de droit coutumier médiéval auquel se réfèrent encore certains clans des territoires albanais du Kosovo. Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Kanun_\(droit\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Kanun_(droit)), visité le 12 mars 2008.

¹⁶² Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 57.

s'opposent aux rebelles albanais (les *Kaçak*). La Première puis la Deuxième Guerre mondiale finiront de marquer le point de rupture entre les deux communautés, qui, depuis, revendiquent des relectures contradictoires de l'histoire de la région, en prônant l'argument des origines ou de l'« autochtonie » pour justifier des droits sur le territoire.

5.2.5. Le Kosovo illyrien des Albanais

Autant le Kosovo occupe une place mythologique dans l'imaginaire national des Serbes, perçu en quelque sorte comme la « terre des héros », autant il occupe une place généalogique déterminante auprès des Albanais, perçu comme la « terre des ancêtres ». En effet, à la question nébuleuse de savoir quels furent les premiers occupants du Kosovo, plusieurs hypothèses tout aussi nébuleuses furent proposées.

Avant d'aller plus loin, il est intéressant de constater que le « droit du sang » (dans la tradition allemande du *Volk*¹⁶⁴) supplante et justifie le « droit du sol » (de tradition plus française), dans le discours socio-politique actuel. Néanmoins, la question de la véracité de l'ancestralité n'a pas lieu d'être questionnée ici. Le débat qui nous préoccupe plutôt est celui entourant la surenchère idéologique des groupes ethniques autour de la mémoire, où ils puisent des marqueurs identitaires, érigés en « barrières sémantiques », pour se différencier ou s'exclure entre eux.

Dans le cadre des montées nationalistes du Kosovo, la théorie des racines illyriennes du peuple albanais a été mise de l'avant et cultivée dans les milieux politiques et intellectuels pour justifier leur dimension de « peuple autochtone ». Tribu antique, les Illyriens ont habité une vaste part de la péninsule balkanique bien avant l'arrivée des Balkans aux VI^e et VII^e siècle. Présents également dans les régions côtières de l'Albanie, du Monténégro et de la Dalmatie, le substrat illyrien ferait donc partie de plusieurs peuples des Balkans, dont la formation résulte d'un brassage ethnique permanent.

¹⁶³ De *Ceta* est dérivé le terme de *Cetnik* (« Tchénick »), qui étaient durant la Seconde Guerre mondiale les résistants monarchistes et nationalistes serbes de Draza Mihajlovic.

¹⁶⁴ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 49.

Rien ne permet cependant d'affirmer un lien privilégié entre les Illyriens de l'Antiquité et les actuels Albanais. Ce lien, mis de l'avant par les historiens militants, a surtout pour but d'exalter l'« autochtonie » des Albanais, qui peuvent de la sorte se présenter comme « le plus vieux peuple d'Europe », tenant même la comparaison avec les Grecs.¹⁶⁵

Des savants albanais ont avancé plusieurs suppositions sur les origines des Albanais, dépassant la théorie illyrienne, pour la transposer vers celle des Thraces, dont ils seraient les héritiers, selon des linguistes et archéologues, partisans de l'une ou l'autre théorie. Les Thraces vivaient dans les régions correspondant aujourd'hui à la Roumanie et à la Bulgarie, alors que les Illyriens peuplaient l'ancienne Yougoslavie et l'actuelle Albanie. Le débat demeure toutefois confus, puisque, tant les Illyriens que les Thraces, ont en point commun qu'ils seraient restés fort mal connus dans leur culture et leur langue¹⁶⁶.

La saga des origines reste pourtant au cœur du débat. Dans ses *Conversations avec Staline*, l'ancien dirigeant albanais Enver Hoxha avait décidé de jeter alors son dévolu sur une autre tribu issue des Illyriens, celle des Pélasges, pour expliquer au maître du Kremlin que cette tribu serait la ligne descendante directe des Albanais¹⁶⁷. Il se trouve que les Pélasges ont la particularité d'être plus anciennement implantés dans les Balkans que les Grecs doriens, ce qui placerait les Albanais au rang de peuple le plus vieux de l'Europe, avant même celui de l'implantation des Grecs.

Par la suite, l'intérêt d'« ancrer ses racines » s'est déplacé vers une autre tribu appartenant à la famille illyrienne, celle des Dardaniens, dont l'ancien territoire correspondrait partiellement à l'actuel Kosovo. Certains cercles proches de l'ancien dirigeant Ibrahim Rugova avaient soumis l'idée de rebaptiser le Kosovo par le nom antique de la « Dardanie », mais la proposition est restée arrimée à la problématique non validée des origines illyriennes. Lors de l'enterrement d'Ibrahim Rugova en janvier 2006, un drapeau d'une représentation de la « Dardanie » fut hissé symboliquement à côté du drapeau albanais. De plus, les enfants des

¹⁶⁵ Jean-Arnault Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

¹⁶⁶ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 35.

¹⁶⁷ Enver Hoxha, *Conversations avec Staline*, Tirana, 1979; cité par Dérens, *Kosovo, année zéro*, p. 35.

écoles albanaises du Kosovo continuent d'apprendre par cœur le nom de « leurs ancêtres dardaniens »¹⁶⁸.

5.4. UNE TOPONYMIE LOQUACE

Les racines s'expriment aussi dans les noms. Aussi, lire une carte du Kosovo ou citer ses lieux géographiques relève parfois d'une haute voltige toponymique ou d'un acte amnésique délibéré. En effet, le nom slave des lieux a été récemment doublé de sa variante albanaise. Mais le procédé fait l'objet d'une controverse car il puise ses racines dans l'histoire. Le problème est de choisir à laquelle adhérer... Pour trancher la question, les Nations Unies ont voulu officialiser depuis 1999, une double dénomination « politiquement correcte », incluant la version albanaise juxtaposée à la version serbe.

À une toponymie séculaire largement slave, une tendance inverse propose donc de nouvelles formes « albanisées » des noms de lieux : par exemple, l'appellation serbe de Pec a son versant albanaise sous la forme de Peja, celle de Pristina / Pristine, Djakovica / Gjakova, etc. Le principe de changer la toponymie pour sa forme albanaise viserait à inverser la tendance slave instaurée dès le Moyen Age, et considérée comme « coloniale » par les milieux nationalistes albanais¹⁶⁹.

Le nom « Kosovo » même se décline sous deux formes : le « Kosovo » pour les Serbes se lit comme la « Kosova » pour les Albanais. Les Serbes distinguent d'ailleurs le Kosovo *stricto sensu* et la plaine de Metohija, qui court de Pec à Prizen au nord, en les réunissant sous le double terme de « Kosovo et Metohija » (utilisé dans le langage courant sous la forme abrégée de « Kosmet »).

Cette appellation est doublement controversée pour les Albanais : d'une part, parce que le terme de Metohija, issu de l'ancien grec, renvoie au patrimoine monastique ancien de la

¹⁶⁸ Denisa Kostoviceva, *Kosovo. The politics of identity and space*, London, Routledge, 2005, p. 139; cité par Dérens, *Kosovo, année zéro*, p. 36.

¹⁶⁹ Rexhep Qosja, *La question albanaise*, traduit de l'albanais par Christian Gut, Fayard, Paris, 1995; cité par Dérens, « Mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

région, et d'autre part, parce que le choix d'une double appellation sabote en soi l'idée de l'unité du territoire. À cela, les Albanais préfèrent remplacer Metohija par le nom de Rrafsh e Dukagjinit (plaine de Dukagjin).

D'autres noms, portant la marque des héros de guerre serbes, tendent à trouver leur « équivalent » en albanais. Par exemple, la bourgade d'Obilic (guerrier serbe tombé à la bataille du Kosovo) est rebaptisée du nom du héros albanais Kastriot. La ville de Suva Reka (« rivière sèche » en serbe) a été renommée Theranda, alors que la prononciation albanaise s'était longtemps contentée de modifier la forme serbe en Suha Rekë. D'autres noms sont carrément différents : les Albanais parlent de Ferizaj pour nommer la ville que les Serbes appellent Urosevac; ils appellent Skendëraj la ville à consonance définitivement trop serbe de Srbica, etc.

Le nom des rues aussi est devenu matière à changement (la Bosnie connaît le même phénomène), surtout depuis l'instauration du protectorat international en 1999. Renommer les lieux est devenu un marqueur identitaire capital, mais ô combien révélateur d'une fragilité identitaire, et participe du principe de « réappropriation » des lieux, en les investissant d'une nouvelle mémoire. Aussi, des noms de rues se sont vus rebaptisés, à trois reprises, au cours des dix dernières années depuis 1990. Des noms emblématiques de l'ère communiste ont été remplacés par des noms de héros serbes de la bataille du Kosovo, puis par des noms albanais.

Ainsi, l'artère centrale de Pristina a-t-elle successivement porté le nom du maréchal Tito, puis celui de Vidovdan (jour de la Saint-Guy dans le calendrier julien, c'est-à-dire le 28 juin, anniversaire de la Bataille de Kosovo), et finalement celui de mère Thérèse. Les nouveaux noms sont ceux de soldats abattus de l'UCK (Armée albanaise de libération du Kosovo), comme Daut Haradinaj, ou de grandes figures nationales albanaises, comme Skenderbeg, Naim Frashëri ou Bjaram Curri.

La variation symbolique des noms porte en elle une mémoire qui semble tout aussi changeante, pour ne pas dire chancelante, croulant sous le propre poids de sa vulnérabilité. Mais elle dénote aussi une altérité mal tolérée, dont Ricoeur en fait une autre cause de la fragilité de l'identité :

Deuxième cause de fragilité (de l'identité), la confrontation avec autrui, ressentie comme une menace. Ce sont bien les humiliations, les atteintes réelles ou imaginaires à l'estime de soi, sous les coups de l'altérité mal tolérée, qui font virer de l'accueil au rejet, à l'exclusion, le rapport que le même entretient à l'autre.

5.5. LE LABEL RELIGIEUX

Pour rester dans cette « course à l'ancienneté », un autre marqueur identitaire est mis de l'avant, celui de la religion. La présence des monastères et églises orthodoxes n'atteste pas, aux yeux de la partie albanaise, une légitimité atavique de droits au territoire. Certains politiciens albanais avancent que ces monuments auraient été construits sur les ruines d'églises catholiques, naturellement plus anciennes, rappelant que les Albanais, avant d'être convertis à l'islam, étaient de religion catholique.

La reprise officielle de cette théorie nationaliste par le diocèse catholique du Kosovo bloque toutes les perspectives de dialogue œcuménique. Pour les moines serbes, parqués dans des monastères transformés en camps retranchés, protégés par les soldats de l'OTAN, les extrémistes albanais poursuivent une double stratégie de dénégation : tandis que près de 150 lieux de culte orthodoxes ont été vandalisés, profanés ou totalement détruits depuis juin 1999, les Albanais remettraient même en cause l'identité orthodoxe des monastères encore intacts...¹⁷⁰

Dans cette construction idéologique, la conversion à l'islam serait en fait la résultante d'un « accident de l'histoire », qui aura néanmoins touché 95% de la population albanaise. Le Kosovo compte aujourd'hui 5% d'Albanais catholiques concentrés dans les régions de l'ouest de Prizren et Djakovica. Une autre petite communauté de tradition « cryto-catholique » se trouve à Vitina et Gnjilane. Celle-ci pratiquerait un islam de façade pour échapper aux discriminations, tout en restant catholique.

Cependant, depuis 1999, la communauté catholique, ainsi que les derviches, subissent de nombreuses attaques d'intolérance de la part de partisans pour un sunnisme rigoriste. « Des dizaines de *turbe* (tombeau de l'ère ottomane) ont été détruites dans l'indifférence générale,

¹⁷⁰ Jean-Arnault Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

alors qu'elles représentaient une part essentielle du patrimoine historique et spirituel du Kosovo »¹⁷¹.

La réactivation de l'argument catholique permet dès lors à certains courants intellectuels, comme la Ligue démocratique du Kosovo, de répondre à une logique d'affirmation d'une identité nationale spécifique aux Albanais Kosovars, par opposition à celle des Albanais d'Albanie. Certains activistes, regroupés autour de la revue *Javá*, professent même un anti-islamisme militant. Son rédacteur en chef, Migjen Kelmendi, mène à lui seul une véritable croisade pour la réhabilitation de la forme guègue de la langue albanaise, standardisée selon la norme tosque du sud de l'Albanie, sous le régime communiste.

Toutefois, la résistance au régime répressif serbe de Milosevic aura fini d'accélérer l'organisation d'un contre-courant plus radical de guérilla albanaise, née d'un mouvement de contestation, d'émancipation et de renaissance nationale, à la suite de la création de l'université de Pristina en 1968¹⁷² :

Les intellectuels regroupés autour de la Ligue démocratique du Kosovo ne poursuivaient pas en effet, l'objectif de « Grande Albanie », dont sont beaucoup plus proches les courants issus de la guérilla de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Ce projet est pourtant en train d'être balayé par les revendications d'unification des terres albanaises des Balkans et l'affirmation d'un islam sunnite normalisé, qui essaie d'affirmer son emprise sur la société.¹⁷³

Par ailleurs, héros sorti de ses cendres, le mythe de Skenderbeg (1408-1465) se retrouve également à l'avant-scène et sa représentation, parfois usurpée de façon contradictoire par les politiques nationalistes, outrepassa son histoire. Figure symbolique de la résistance albanaise à la conquête ottomane, Skenderbeg était plutôt reconnu, à la fin du XIX^e siècle, comme un héros de la chrétienté, en rupture avec le pouvoir turc et l'islam. Sa position hégémonique

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Christophe Chiclet, « Aux origines de l'Armée de libération du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, mai 1999; cité par Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

¹⁷³ Jean-Arnault Dérens, *ibid.*

dans l'imaginaire national albanais, activé sous le régime communiste de Hoxha, l'a toutefois fait passer plutôt au rang d'héros national que catholique.

Le 28 novembre 2001 (jour de fête nationale des Albanais), une statue équestre de Skenderbeg, tout droit acheminée par camion de Tirana, est installée dans le centre de Pristina, sans faire toutefois l'unanimité de tous les Albanais Kosovars. La venue de cette réplique créait d'emblée un lien, sans équivoque et en grandes pompes, entre le Kosovo et l'Albanie, ce qui a déclenché des manifestations de grande ampleur. Cinq ans plus tard, une autre réplique prendra place à l'entrée de Cair, le quartier albanais de Skoplje, la capitale macédonienne.

5.6. LE DROIT DU NOMBRE

Autre argument ou barrière érigée en outil de revendication est celui de la démographie. Enjeu idéologique majeur au Kosovo, les nationalistes serbes et albanais tentent de « faire parler » les statistiques démographiques en leur faveur. Tout se jouerait à un moment crucial où la balance démographique aurait basculé « naturellement », donnant l'avantage à la population albanaise, c'est-à-dire au tournant du XX^e siècle.

Naturellement, les Serbes essaieront de démontrer que ce basculement s'est produit le plus tard possible, et qu'il résulte de phénomènes « artificiels », comme l'exode imposé à leur peuple et la « colonisation » albanaise. Les Albanais, au contraire, essaient de reculer ce basculement le plus loin possible dans le temps, pour étayer l'ancienneté de leurs droits de « peuple majoritaire ».¹⁷⁴

Puisque tout est affaire de perspective, le terme même de « majorité » est âprement disputé, car ni les Serbes ni les Albanais du Kosovo n'acceptent d'endosser la notion insatisfaisante de « minorité ». Au sens juridique, les Albanais ont été pourtant une minorité nationale à l'intérieur de la Fédération yougoslave et de la République de Serbie, même si, tout au long des années 1970 et 80, ils ont cherché à être reconnus comme « peuple constitutif » de la Fédération. En cela, ils se définissent comme une « minorité majoritaire » à l'échelle du Kosovo, pendant que les Serbes préfèrent évoquer plus habilement « les Albanais, les Serbes

¹⁷⁴ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 62.

et les minorités du Kosovo », même si l'administration internationale continue d'employer couramment le terme de « minorité serbe ».

Soulignons toutefois que l'évolution démographique des Balkans est loin d'être « naturelle » et qu'elle est le fruit de mouvements de populations, d'exodes et de migrations conséquents aux guerres successives et aux pressions politiques. Celles-ci se sont jouées tout au long des guerres balkaniques puis des deux guerres mondiales, contribuant à une « simplification radicale de la carte géographique des ces identités¹⁷⁵ ». Les guerres des années 1990 représentent aussi une « accélération tragique de ce processus séculaire, et la guerre du Kosovo constitue un moment majeur de ce phénomène d'homogénéisation nationale qui affecte les Balkans depuis la fin du XIX^e siècle¹⁷⁶ ».

Ainsi la donnée démographique devient une arme idéologique qui met de l'avant, tantôt les chiffres (les effets), tantôt les causes décroissantes des populations (en lien avec le concept de « nettoyage ethnique »), avec comme objectif, dans les deux cas, de ramener une justification de « colonisation » d'un peuple sur l'autre. Encore une fois, ce que nous cherchons à mettre en relief n'est pas d'avaliser une opinion sur une autre, mais de mettre en relief la vaine polémique qui les entoure.

Du côté serbe, l'avantage démographique, (chiffrée officiellement à la fin des années 90 à 90% de la population kosovare), est l'aboutissement d'un phénomène d'exode des Serbes du Kosovo, qui aurait commencé dès la fin du XVII^e siècle pour se poursuivre jusqu'au XVIII^e siècle, dû à l'histoire tourmentée de la région aux prises avec le pouvoir ottoman. Ceci se solderait par l'arrivée massive des Albanais venus du nord de l'Albanie et devenus dès lors majoritaires au début du XX^e siècle.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, le royaume yougoslave essaie de renverser la tendance en développant des politiques de colonisation avec l'installation jusqu'en 1939 de 60 000 Serbes et Monténégrins au Kosovo (ce qui représentait 9,3% de la population totale),

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 17.

¹⁷⁶ *Ibid.*

que la réforme agraire sous le régime de Tito privera ensuite de leurs terres. Par la suite, un décret de 1945 les empêchera de revenir dans la région proclamée « autonome ».

Sous le régime de Milosevic, la guerre du Kosovo se solda par l'exode massif en 1998 de 800 000 Albanais, qui trouvèrent principalement refuge en Albanie, avant de rentrer dans un désordre absolu de fin de bombardement en juin 1999. Durant ce même été, quelque 200 000 Serbes quittèrent à leur tour le Kosovo, sans toutefois rentrer. L'indépendance imminente du Kosovo laisserait supposer un nouvel exode probable de quelque 100 000 réfugiés serbes encore présents sur le territoire.

Du côté albanais, les politiques démographiques seraient le résultat de plans ourdis par des politiques serbes de centralisation et de « serbisation » du Kosovo, qui auraient été menées au détriment des populations albanaises, et ce depuis les années 1930 jusqu'aux années Milosevic. Les Albanais évoquent à cet effet, un projet intitulé « L'Expulsion des Albanais », rédigé par le professeur Vasa Cubrilovic en 1937, qui n'aurait toutefois pas été mis en application.

Dans les années 1990, d'importants mouvements albanais d'émigration, entamés dès les années 1950 et 1960, s'intensifient dû à des conditions économiques catastrophiques et des mesures répressives de Belgrade. Le régime de Milosevic tente alors, en 1995, de réimplanter les réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie au Kosovo, sans toutefois obtenir grand succès.

5.7. DOMINATIONS EN POINTILLÉ, MÉMOIRES DÉDOUBLÉES

Ce qui est intéressant de constater ici, comme le mentionne Julie Mertus¹⁷⁷, c'est que le Kosovo est un lieu où s'entrechoquent plusieurs vérités et qu'à la vérité des Albanais s'oppose celle des Serbes. « Espace carrefour », Dérens le définit aussi comme un espace périphérique, à la croisée des chemins idéologiques et des dominations alternées.

¹⁷⁷ Julie A. Mertus, *Kosovo. How myths and truths started a war*, Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press, 1999.

Ainsi, le jeu de balancier historique demeure en perpétuel mouvement : prédominance serbe de 1918 à 1941, prédominance albanaise de 1941 à 1945, prédominance serbe dans les premiers temps de la Yougoslavie socialiste, suivies d'un « âge d'or » d'émancipation albanaise entre 1974 et 1981, réprimé par une chape de plomb politique sous Milosevic entre 1989 et 1999, à son tour réprimée par une ordonnance internationale, qui se solde en un bombardement et l'instauration d'un protectorat durable...

D'ailleurs, au moment d'écrire ces lignes, la roue de l'histoire continue de tourner, puisqu'en ce 17 février 2008, le Kosovo vient de se proclamer indépendant unilatéralement. Si le projet d'indépendance est reconnu par les pays membres de l'ONU, il demeurera toutefois conditionnel à une supervision internationale encore une fois renouvelée.

L'histoire « contorsionniste » et coercitive du Kosovo s'accompagne à son image d'une mémoire qui se doit de suivre les « contorsions » de sa matrice. Comme chaque peuple a son histoire, chaque peuple a sa mémoire et celle-ci aura tôt fait de se « dédoubler », dans le cas du Kosovo.

Dans l'opinion publique, on ne craint pas d'avancer que la politique communiste fédérative visant à promouvoir le dogme officiel de « fraternité et unité » (*bratstvo i jedinstvo*) aurait en fait empêché l'éclosion de véritables débats sur l'état des relations interethniques. Ceci aurait contribué à faire passer sous silence les différends entre peuples « yougoslaves » et à développer des mémoires et histoires parallèles, demeurées dans l'espace privé de la famille :

La description des crimes commis par « l'autre camp » a été transmise de génération en génération aux petits Serbes et aux petits Albanais, de même que la glorification des hauts faits des « nôtres », qu'il s'agisse des *tchétniks* ou des nationalistes albanais. Ainsi, des mémoires parallèles se sont maintenues durant toute la période socialiste, dans les sphères privées, avant d'investir le domaine public à la faveur de la crise de la fin des années 1980 et 1990.¹⁷⁸

À l'apogée de cette période de crise, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) de Rugova répond à l'abolition de l'autonomie du Kosovo, par une « résistance non violente passive »,

¹⁷⁸ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 77.

en échafaudant une « contre-société » albanaise. Celle-ci se serait « accompagnée d'une intense propagande à l'étranger, visant à comparer le statut du Kosovo à une situation coloniale, où la population « indigène » (albanaise) aurait été opprimée par un pouvoir étranger ¹⁷⁹».

Ce à quoi les Serbes rétorquent en soulignant, à leur tour, le martyr qu'ils subissent au quotidien sur des siècles, se soldant notamment par un « nettoyage ethnique en retour » depuis 1999, qui aura presque vidé le Kosovo de toute sa population serbe. Les villes de Pec/Peja, Pristina ou Prizren sont ainsi devenues des espaces *serbenfrei*, sans présence serbe, contrairement à la norme « multiethnique » théoriquement défendue.

Avec l'édification de cette « contre-société » albanaise, tout un système d'éducation parallèle se met en place à partir de 1991 et 92, permettant d'officialiser une histoire parallèle qui avait été jusque-là conservée par la tradition. Mais cela aura permis de reproduire et fortifier des schémas de lecture contradictoire du passé, annihilant toute chance de réconciliation.

Les années 1990 ont parachevé le « décrochage » entre Serbes et Albanais. Une fois le discours « fraternel » de la Yougoslavie socialiste disparu, avec ses mensonges et ses omissions, chaque communauté veut trouver dans l'histoire les justifications de ses sentiments et de ses revendications du présent.¹⁸⁰

C'est ainsi que, depuis le début des années 1990, les enfants serbes et albanais apprennent séparément dans leur manuel scolaire respectif, « leur propre » histoire, différente et revisitée selon les critères d'un nationalisme radical, qui empêcherait toute possibilité de réconciliation, selon Denisa Kostovicova, spécialiste du système scolaire parallèle chez les Albanais kosovars¹⁸¹.

L'enjeu de l'histoire et de son enseignement est pourtant capital si l'on cherche à promouvoir la démocratisation des pays de la région des Balkans et leur véritable réconciliation. Pourtant,

¹⁷⁹ Jean-Arnault Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

¹⁸⁰ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 77.

¹⁸¹ Denisa Kostovicova a élaboré une étude sur les programmes d'enseignement au Kosovo, intitulée *Kosovo. The politics of identity and space*, London, Routledge, 2005.

comme nous le verrons, l'école demeure le « talon d'Achille » du Kosovo, puisqu'elle est devenue la gardienne d'une mémoire manifestement survalorisée et exacerbée par les nationalismes.

Or c'est en ce point de friction que le devoir de mémoire s'avère particulièrement lourd d'équivoque. L'injonction à se souvenir (en tant que mémoire enseignée) risque d'être entendue comme une invitation adressée à la mémoire à court-circuiter le travail de l'histoire. [...] La tentation est alors grande de transformer ce plaidoyer en une revendication de la mémoire contre l'histoire.¹⁸²

La réconciliation des communautés commencerait-elle par la réconciliation et l'intégration de ses multiples mémoires? Si c'est le cas, le désintérêt que démontre la communauté internationale vis-à-vis de ces creusets de sédimentation de l'enseignement, propices à construire une « culture de paix » comme une « culture de guerre », demeure paradoxal en regard des principes de réconciliation qu'elle prône.

Il faudra sûrement compter parmi les grands échecs du protectorat international sur le Kosovo l'absence de toute réforme réelle des contenus des programmes scolaires, ainsi que de toute initiative visant à amener les différentes communautés à dépasser leurs projections identitaires antagonistes.¹⁸³

En réponse à cela, un projet de grande envergure, portant sur une réécriture de l'histoire des Balkans, a été mené pour aplanir les visions parallèles et « nationalisantes » dans l'enseignement, qui grèvent toute possibilité de réconciliation entre les peuples. Avant d'y parvenir, nous nous attarderons d'abord à faire un survol de la situation telle qu'elle se vit dans les écoles du Kosovo, où deux systèmes et programmes d'éducation cohabitent. En 2003, le secrétaire général de l'ONU au Kosovo, Francesco Bastagli a dénoncé ouvertement le contenu des livres d'histoire en circulation qui, affirmait-il, contribuaient à « attiser la

¹⁸² Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éd. du Seuil, 2000, p. 106.

¹⁸³ Jean-Arnault Dérens, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

haine ethnique et à bloquer la voie vers une société multiethnique »; ce qui lui aurait attiré de violentes réactions de la partie albanaise.¹⁸⁴

5.8. LA MÉMOIRE REVUE ET CORRIGÉE SUR LES BANCS D'ÉCOLE

Depuis une quinzaine d'année, l'éducation des Serbes et des Albanais du Kosovo divise, plus qu'elle ne rapproche, les jeunes générations, qui n'ont ni les mêmes références historiques, ni les mêmes repères géographiques. Programmes et manuels scolaires distincts, écoles parallèles soutenues par les gouvernements respectifs, controverses au sujet d'ouvertures d'écoles mixtes, la règle de « deux écoles sous le même toit » (qui se vit aussi en Bosnie) continue à bonifier la ségrégation ethnique parmi les enfants.

Enseignante et chercheur à la *London School of Economics*, Denisa Kostovicova s'est penchée sur la question, en passant au peigne fin les programmes parallèles enseignés au Kosovo depuis les années 1990, et en est venue à la conclusion que l'école contribuait à forger le mythe et la nation tout en attisant la haine, car elle reprend, d'une communauté à l'autre, le culte des « victimes ».

Par exemple, elle explique qu'au nord du Kosovo, les manuels d'histoire serbes véhiculent l'image des Albanais perçus comme des « occupants qui veulent leur arracher le Kosovo ». À l'inverse, les livres albanais seraient conçus comme un instrument pour faire l'éloge et la promotion de la cause nationale et de la libération de son peuple.

Ils (les livres) retracent les aspects conflictuels de la longue co-existence des Serbes et des Albanais au Kosovo en utilisant un vocabulaire excessif, sans recul critique. En disant que les Albanais ont été trop souvent victimes de génocide, ils discréditent les réelles souffrances subies de la part des Serbes et ils alimentent le sens du martyr des Albanais.¹⁸⁵

¹⁸⁴ Alma Lama, « Kosovo : des manuels d'histoire qui attisent la haine », traduit par Jacqueline Dérens, *IWPR- Londres*, 5 décembre 2003, publié dans les Cahiers du Courrier des Balkans, no 3, *Batailles de l'histoire dans les Balkans*, p. 62-65.

¹⁸⁵ *Ibid.*

Pour bien comprendre le phénomène de ces écoles parallèles, il serait nécessaire de les situer dans son contexte d'apparition. En effet, les leçons d'histoire controversées, qui ont été vertement critiquées par l'essayiste albanais Arben Pula, (selon lui, au Kosovo « l'école enseigne la xénophobie »¹⁸⁶), sont apparues au début des années 1990, après la suppression de l'autonomie de la province du Kosovo en 1989.

Pour contrebalancer le contrôle du gouvernement serbe de Milosevic sur les écoles publiques, après toutefois une période d'émancipation qui aura favorisé la multiethnicité et le bilinguisme¹⁸⁷, la plupart des Albanais désertent les écoles gouvernementales serbes et mettent en place des institutions indépendantes, financées sur une base volontaire. Dès 1991/92, les dirigeants albanais décident d'instaurer un système scolaire « semi-clandestin », où les cours sont désormais donnés dans de nouveaux établissements parallèles, des appartements, des maisons, des sous-sols ou des magasins.

Pendant que l'éducation dans les maisons privées représentait l'essentiel de la résistance non violente au Kosovo, elle a en même temps servi de provocation non seulement face au pouvoir serbe, mais aussi face à la politique passive des dirigeants albanos-kosovars. Finalement, la bataille serbo-albanaise autour de l'éducation a été une métaphore de la bataille pour le Kosovo.¹⁸⁸

Alors que le système communiste pouvait passer comme une façon d'empêcher une « approche ethnique de l'éducation » au Kosovo, l'explosion du rôle de l'éducation qui a suivi a accéléré la formation d'identités nationales séparées. Selon la thèse de Denisa Kostovicova, l'idée de fonder un État albanais kosovar s'est dessinée plus clairement, à partir du moment où la communauté albanaise s'est montrée capable de gérer ses principaux secteurs sociaux, en l'occurrence l'éducation, la santé et le système fiscal.

¹⁸⁶ Arben Pula, « Kosovo : l'école et l'expérience de l'État », traduit par Belgzim Kamberi, *Javá*, 28 octobre 2004, publié dans les Cahiers du Courrier des Balkans, no 2, *Éducation, le grand défi pour les Balkans*, p. 9-13.

¹⁸⁷ Dans les années 70 et 80, chaque communauté du Kosovo avait quatre cours de l'autre langue officielle par semaine (le serbe pour les Albanais et inversement). Cette pratique a été abolie lors de la nouvelle Constitution de Serbie en 1991.

¹⁸⁸ Jelena Bjelica, « Au Kosovo, l'école construit le Mythe et la Nation », traduit par Persa Aligrudic, 12 janvier 2006, publié dans les Cahiers du Courrier des Balkans, no 2, *Éducation, le grand défi pour les Balkans*, p. 14-16.

C'est néanmoins sur cet héritage parallèle que l'école continue de « progresser » au Kosovo, puisque aucune réforme n'a encore été mise en place à ce jour, pour pallier cette fracture dans l'éducation kosovare. D'un côté, le système scolaire albanais continue à être géré par le ministère de l'Éducation de Pristina, qui s'inscrit dans le droit fil des écoles parallèles des années 90¹⁸⁹.

De l'autre côté, pour faire écho à la situation vécue par les Albanais, des structures parallèles serbes ont été mises en place dans les enclaves serbes, depuis juin 1999. On y utilise les programmes du ministère de l'Éducation et des Sports de Serbie, qui fournit les manuels, vérifie les diplômes, surveille et finance les enseignants. Dans un rapport de l'OSCE de 2003, les parents serbes disaient qu'ils refusaient d'envoyer toutefois leurs enfants dans des écoles mixtes, relevant du ministère de l'Éducation du Kosovo, de peur que leurs enfants « n'apprennent une histoire et une géographie qu'ils n'acceptent pas ¹⁹⁰».

Ce même rapport de l'OSCE indique ainsi que : « Dans la période d'après guerre, personne n'a fait preuve de tolérance, et il n'y a pas eu de tentative pour trouver des intérêts communs aux communautés albanaise et serbe du Kosovo, afin de consolider le système d'éducation. ¹⁹¹ »

Ainsi, dès l'arrivée des forces internationales de paix en juin 1999, la MINUK transfère les compétences de l'éducation aux institutions albanaises, estimant que ce domaine ne constituait pas un secteur « stratégique », comme l'étaient en revanche la sécurité ou l'énergie¹⁹². Néanmoins, comme le souligne Kostovicova dans son étude de 2005¹⁹³, le « paradoxe » des années 1990 aura amené par ricochet un double élan de nationalisme qui ressort dans l'enseignement actuel du Kosovo: « Les conditions de répression imposées par le régime de Milosevic ont amené les Albanais à créer un système parallèle, et donc, pour la

¹⁸⁹ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*. Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 287.

¹⁹⁰ Jelena Bjelica, « Écoles serbes du Kosovo : le lourd héritage des années Milosevic », traduit par Jasna Tatar-Andjelic, 3 février 2006, publié dans les Cahiers du Courrier des Balkans, no 2, *Éducation, le grand défi pour les Balkans*, p. 17-20.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 287.

¹⁹³ , Denisa Kostovicova, *Kosovo. The Politics of Identity and Space*. London, Routledge, 2005.

première fois, dans le domaine éducatif, une histoire revisitée selon les critères d'un nationalisme radical a été enseignée aux élèves. »

Au cœur de cette instrumentalisation de l'éducation à saveur idéologique, c'est tout un débat autour de cette « bataille de la mémoire » à laquelle se soustrait la communauté internationale, en laissant se développer et s'enseigner des versions nationalistes de l'histoire, où la figure de l'Autre n'est pas nécessaire :

De toute manière, la communauté internationale ne voulait pas engager de bataille politique avec la communauté albanaise sur les enjeux idéologiques essentiels qui touchent à l'histoire et à l'identité du Kosovo. Mais en refusant de livrer cette bataille, la communauté internationale a aussi montré la limite de son attachement réel à l'objectif d'un Kosovo « multiethnique ».¹⁹⁴

Pour finir sur une note plus optimiste, il est intéressant de souligner qu'un projet récent a vu le jour à l'initiative du Centre pour la démocratie et de la réconciliation d'Europe du Sud-est (CDRSEE)¹⁹⁵, au bout de six ans d'élaboration depuis 1999. Réunissant 60 historiens de onze pays du sud-est de l'Europe, ce projet, vise à enseigner une histoire plurilatérale des Balkans, tout en la sortant de ses schémas biaisés et irrédentistes. Ceci a ainsi abouti à l'édition de quatre manuels d'histoire, traitant des thèmes les plus douloureux des Balkans.

En cela, ce projet à grande échelle viendrait peut-être mettre un bémol aux émulations historiques entre peuples des Balkans, acculés à un irrédentisme atavique, qui les maintient dans un espace périphérique, ou comme le mentionne Dérens dans « une périphérie de la périphérie européenne, un espace du tiers-monde dominé par des empires puissants¹⁹⁶ ». À présent, il reste à défrayer les coûts de traduction de l'anglais dans toutes les langues des Balkans, car là aussi, le travail s'est multiplié, depuis la « création » de nouvelles langues sur l'ancien territoire de l'ex-Yougoslavie.

¹⁹⁴ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 288.

¹⁹⁵ Le CDRSEE, basé à Thessalonique, relève du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est. Le principal financeur qui a soutenu ce projet est l'ancien armateur et homme d'affaires grec Kostas Karas.

¹⁹⁶ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 18.

5.9. « JE PARLE, DONC JE SUIS »

« Le langage est l'une des plus importantes frontières symboliques permettant aux communautés de se construire¹⁹⁷ ». C'est ainsi qu'à l'éclatement des républiques yougoslaves des années 90, répond l'éclatement des langues pour chacune des républiques, dans le but de promouvoir sa spécificité linguistique mais aussi la preuve tangible de son existence vernaculaire. Aujourd'hui, l'ancienne langue du « serbo-croate » ou du « croato-serbe » est désormais évacuée du vocabulaire courant, pour dire que l'on parle, sur un mode plus puriste, soit la langue serbe, croate, bosniaque ou monténégrine.

Pourtant, créée à la fin du XIX^e siècle, la langue serbo-croate avait bien été le résultat d'un consensus linguistique de solidarité entre plusieurs populations vivant encore sous la coupe de l'empire habsbourgeois. L'élite intellectuelle des Balkans souhaitait alors instaurer un espace culturel rassembleur, en commençant par « négocier » le concept d'une langue littéraire unifiée, qui débouchera par la suite sur une idée étatique, puis une nation avec la création, au lendemain de la Première Guerre mondiale, du premier royaume unifié de Yougoslavie.

Fer de lance de l'« idée yougoslave », le serbo-croate devient ainsi la langue que parlent quinze millions de Slaves du Sud, sous la poussée de linguistes et grammairiens serbe et croate (Vuk Karadzic et Ljudevit Gaj) réunis au Congrès de Vienne de 1850, qui officialisent alors une langue normée commune et accessible à tous, née de la fusion des particularismes linguistiques de l'ensemble de la région.

Par ailleurs, en suivant le principe énoncé par l'écrivain Vuk Karadzic, la langue serbo-croate, devenue officielle pour la future Yougoslavie, s'écrit alors « comme elle se parle » en suivant à la lettre la consonance phonétique des mots et la prononciation spécifique à chacun des peuples (évakien, jékavien, iévakien, etc.), tout en s'appuyant sur la base de deux

¹⁹⁷ P. Burke, « Langage de la pureté et pureté du langage », *Terrain* 31, 1998, p. 103-112; cité par Mondher Kilani dans « Le préjugé de la langue », Chap. in *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, p. 161.

alphabets distincts : le latin pour les Croates catholiques et le cyrillique pour les Serbes orthodoxes.

Alors qu'elle se présentait, sur plus d'un siècle, comme une langue de *com-munication*, au sens large du terme de « mettre en commun », c'est-à-dire dotée de la volonté de rapprocher les spécificités culturelles de chacun, le croato-serbe est mis à mal depuis les dernières décennies et s'est fragmenté en deux langues distinctes, où il a fallu chercher à reconstituer les nouveaux fondements linguistiques. En cherchant à « épurer » la langue de tous ses empreints « étrangers » (serbisme, croatisme, turcisme, etc.), l'intelligentsia de chaque nouvel État-nation cherche ainsi à faire renaître de ses cendres la racine de la langue qui lui serait « propre ».

Tant le serbe, le croate que le bosniaque ou le monténégrin, chaque langue cherche ainsi à se démarquer de celle des autres, en se départissant, d'une part, des termes jugés hybrides et d'autre part, en se créant de nouvelles étymologies. Ce mouvement est appuyé par la publication de leur dictionnaire respectif et l'instauration de réformes linguistiques à l'emporte-pièce, qui entraînent parfois de graves tensions parmi les populations (par exemple, la grève de professeurs de littérature du Sandjak fin 2004), dont la finalité ultime consiste à réaffirmer sa différence avec l'autre, tout en la dotant d'un sens formalisé.

Ainsi, d'outil de communication, la langue passe à l'inverse, à un outil de non-communication et d'opposition puissant, par le biais duquel se met en marche l'« éveil » d'une conscience collective nationale :

L'important est de ne plus comprendre la langue du voisin, seule façon d'affirmer son Être collectif. La perte de l'intercompréhension des Serbes et des Croates n'est que l'écho le plus récent de cet élan de séparation des groupes en Europe [...].¹⁹⁸

Les éditeurs, les journalistes et les administrations adoptent des positions linguistiques radicales, en accord avec les idéologies politiques, d'où sont bannies les étymologies

¹⁹⁸ Patrick Sériot, « Inventer l'autre pour être soi : l'instrumentalisation de la linguistique en ex-Yougoslavie », Chap in *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie*, sous la dir. de Gabrielle Varro, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 195.

« impropres » des mots, auxquels les nouveaux manuels et ouvrages de référence linguistique (certains datant des années 70, mais plus manifestes depuis les années 90¹⁹⁹) allaient enfin redonner ses lettres de noblesse à chacune des langues, officialisée et transmise dorénavant dans sa « juste » particularité locale. Au « nettoyage ethnique » se succéderait-il dorénavant un « nettoyage linguistique »?

Cette conception où « être soi, c'est inventer la langue des autres » relève, selon le linguiste Patrick Sériot²⁰⁰, d'une angoisse identitaire, sur laquelle repose avant tout le symbolique d'une « altérité mise en discours », qui, même si elle est utilisée selon un mode de pensée essentialiste, n'en demeure pas moins liée à une revendication politique :

À chaque nation sa langue, et si le groupe n'en a pas en propre, ce n'est pas grave, on va lui en faire une. [...] Ce raisonnement, qui n'a aucun sens et aucun intérêt du point de vue de la linguistique, a un enjeu politique parfaitement clair : quelles élites intellectuelles vont jouir du pouvoir sur un espace territorial étatique, donc homogénéisé au nom de l'État-nation?²⁰¹

Ainsi, en créant la langue, le politique forge l'idée de création d'une nation, donc d'un peuple qui a aussi le droit d'avoir son État, après avoir accédé à sa langue. Pour cela, il puise à même ses ressources identitaires renaissantes ou inventées, en réactivant l'être mystique de l'identité dite « naturelle » et antérieure à tout projet politique (comme se définit l'ethnie), manifestée par la langue et la culture. « Mais si les langues littéraires/nationales sont des objets construits, rien n'empêche de les rapprocher, il suffit de faire bouger les limites

¹⁹⁹ En 1971 paraît le premier *Manuel d'orthographe croate*, épuré des termes serbes; au début des années 90, l'Académie de Croatie édite un nouveau *Dictionnaire croate*; à cette même période, un retour au cyrillique pur par la population serbe s'est aussi opéré avec une tentative en 1995 de retirer de la langue serbe tous les termes turcs, par ailleurs très nombreux; à cette même époque, en Bosnie-Herzégovine, la matrice de la langue « bochniaque » refait surface pour s'officialiser avec la rédaction d'un nouveau dictionnaire bochniaque, reprenant des mots issus du turc ou de l'arabe; en 2003, le Dictionnaire monténégrin fait aussi son apparition pour promouvoir la « langue maternelle » du Monténégro.

²⁰⁰ Patrick Sériot est professeur de linguistique slave à l'Université de Lausanne et directeur du CRECLECO (Centre de recherche en épistémologie comparée de la linguistique d'Europe centrale et orientale).

²⁰¹ Patrick Sériot, « Inventer l'autre pour être soi : l'instrumentalisation de la linguistique en ex-Yougoslavie », Chap in *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie*, sous la dir. de Gabrielle Varro, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 196.

imaginaires de l'être collectif²⁰² »; ce qui, dans le cas de l'ex-Yougoslavie, s'est présenté tantôt dans ce sens, tantôt dans son exact opposé par la suite.

5.10. CONCLUSION

Tout au long de ce chapitre, nous avons pu observer sur une base un peu plus perceptible quelques-unes des sources de différenciation qui maintiennent encore à l'heure actuelle les divisions entre les groupes ethniques, notamment au Kosovo. Parmi elles, la « bataille de la mémoire », évoquée par Dérens, est celle que nous avons cherché le plus à illustrer. Celle-ci nous permet surtout de prendre en considération un des mécanismes inhérents à cette « crispation » des sentiments nationalistes évoquée plus tôt, qui demeurent de véritables obstacles dans le maintien d'une paix interethnique, sinon dans l'instauration d'une « culture de paix ».

En effet, les symboles ou les labels ethniques mis à l'œuvre, comme l'origine commune, la religion ou la langue, deviennent dès lors des référents cognitifs manipulés dans des buts pragmatiques et mobilisés par les uns, pour valider leur comportement au cours de leurs interactions avec les autres.

L'ethnicité devient ainsi un moyen de construction, de manipulation et de modification de la réalité, qui est transmise au gré de ses interprétations et de l'évolution de l'histoire : comme c'est le cas pour le contenu variable de l'enseignement, la volatilité de la toponymie, la configuration de nouvelles langues en tant que nouveaux marqueurs identitaires, ou encore la redéfinition des identités yougoslaves, leur re-territorialisation, et enfin la ré-invention des frontières géographiques.

Tous ces indices nous prouvent à quel point l'ethnicité est une catégorie malléable, qui part d'un processus dynamique et variable, plutôt que statique. En tant que « structure sociale en réserve », elle ravive ainsi, au moment opportun de l'histoire, des « identités disponibles », ainsi que des « choix tactiques et des stratagèmes que les membres des sociétés pluri-

²⁰² *Ibid.*, p. 192.

ethniques mettent en œuvre pour tirer le mieux possible leur épingle du jeu des relations interethniques²⁰³ ».

Cette problématique pose ainsi l'ethnicité au cœur du débat contemporain entre le caractère relationnel et interactionnel, plutôt qu'essentiel des identités ethniques. Appuyée par les théories interactionnistes, l'approche relationnelle conteste ainsi l'idée de la qualité inhérente à l'appartenance ethnique, acquise une fois pour toutes à la naissance (primordialisme), que pourtant les politiques ethniques tentent de légitimer, pour faire valoir leur droit à la primauté du territoire.

L'exemple de la dualité de la mémoire historique transmise à l'école reflète parallèlement la dualité de la dimension contradictoire dans laquelle elle s'inscrit : à la fois essentialiste et objective, mais aussi subjective puisqu'elle procède d'un choix « éditorial » de la part des politiques d'enseignement locales.

Or, comme nous l'avons vu, les groupes ethniques se forment et se maintiennent en assumant avant tout de « l'histoire sédimentée », où les événements historiques sont « mis en intrigue, sous la forme d'une fidélité créatrice par rapport aux événements fondateurs qui les instaurent dans le temps²⁰⁴ ». Devant l'éventail si hétéroclite de la lecture des mythes fondateurs que nous avons pu voir, comment penser alors l'ethnicité comme une catégorie immuable? Néanmoins, c'est sur cette base immuable et supposément pérenne que repose le maintien des frontières entre les sociétés et que les politiques de paix avalisent, en ne remettant pas en question leur caractère constructiviste.

L'objectif de cette deuxième partie aura été de soulever ainsi les incongruences de la logique réifiante de l'identité ethnique. Telle qu'elle se présente dans le cas étudié, elle se trouve enfermée dans le leurre d'une révélation objective, qui mise sur son caractère généalogique plutôt qu'idéologique.

²⁰³ Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 129.

²⁰⁴ Ricoeur (1992) cité par Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, p. 180.

En récusant son caractère pérenne et immuable à l'aide du courant critique des théories de l'ethnicité, nous avons ainsi voulu nous interroger sur la variation des identités collectives et surtout mettre en évidence les ambiguïtés de la notion de différence ethnique. Interactive et circonstancielle, la différence ne semble pourtant aucunement interrogée dans la conception déterministe et totémique qu'elle tente de véhiculer pour justifier la radicalisation de l'altérité. Comment donc y répondent les stratégies de consolidation de paix ?

TROISIÈME PARTIE

EXPORTATION DE LA DÉMOCRATIE

CHAPITRE VI

CHOC DES MODÈLES D'APPLICATION

6.1. LA THÉORIE CONSTRUCTIVISTE

Si nous revenons au schéma de base conceptuel que nous avons établi plus tôt dans notre démarche méthodologique, nous nous rappelons que les causes attribuables aux guerres intra-étatiques se définissaient selon trois courants de pensée dans les approches contemporaines des politiques de paix.

Le premier, réaliste, explique ces guerres pré-modernes selon une vision primordialiste, où les divisions des identités ethniques relèvent d'un phénomène naturel et les conflits découlent de rivalités inévitables entre les ethnies mises en compétition autour de l'exclusivité étatique. Le deuxième courant, libéral, voit dans les conflits ethniques une guerre d'ordre plutôt économique, où l'enjeu se concentre autour de l'exploitation des ressources du pays et la course à l'attribution de leur monopole à un seul groupe maintenu au pouvoir par la force.

Enfin, le troisième courant, constructiviste, y voit l'expression de crises identitaires, nourries par une dynamique psychologique où les blessures narcissiques de l'identité des groupes sont surtout « construites » par les discours des politiques ethnonationalistes. Dans la thèse constructiviste, la violence et l'esprit de ségrégation ethnique n'est pas inhérent mais conditionné par « l'apprentissage individuel et collectif de la nature, socialement construite, de l'ethnicité²⁰⁵ » :

²⁰⁵ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 159.

Cet apprentissage est motivé et nourri par des structures sociales et des acteurs qui propagent une certaine vision de ce que signifient l'identité et la survie de l'ethnie. Ce n'est pas l'identité qui mobilise les individus, mais les individus qui mobilisent l'identité.²⁰⁶

Or, c'est ce à quoi nous en sommes venus comme conclusion en développant l'aspect spécifiquement dynamique et constructiviste de l'ethnicité telle qu'elle est apparue, s'est développée et s'est maintenue sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. La redéfinition de ses frontières aura appelé, en écho, une redéfinition de ses identités, qu'il s'agissait ensuite de valider par un contenu symbolique (langue, religion, histoire). Notre démarche de recherche aura ainsi consisté, tout au long, à mettre en relief la charpente idéologique de cette « prise de pouvoir de l'ethnicité », telle que Gossiaux nous l'a exposée.

Idéologique car variable et circonstancielle, mobilisable selon ses acteurs (ou communautés) et ses enjeux, et enfin, fortement reliée à son histoire : de yougoslave, les gens sont passés à une identité plus spécifique, ethnique puis étatique, qui leur a été assignée; d'une politique de dé-territorialisation, les nouveaux États-nations ont procédé à une politique de re-territorialisation, avec les graves conséquences de nettoyages ethniques, guerres et déplacements de populations, ce que Dérens désigne comme une « simplification de la mosaïque ethnique »; enfin l'artefact du principe de l'« unité-fraternité » d'un pays fédéré de six provinces a été remplacé par celui du « démocratisme » menant à la construction de six petits États-nations indépendants, aux prises toutefois avec leur aporie intrinsèque quant à l'issue politique de leurs minorités.

Dans ce même ordre d'idées, la thèse constructiviste stipule que les conflits ethniques procèdent à des dichotomies identitaires, à travers un processus de différenciation et d'exclusion de l'Autre perçu comme une menace à Soi. Produit de crises identitaires et de discrimination, ces conflits sont avant tout édifiés à travers un processus de victimisation.

Là aussi, nous avons cherché à mettre en relief ce fort jeu d'opposition et de construction de « barrières sémantiques » entre membres et *outsiders*, selon le modèle de Barth. Ainsi, dans

²⁰⁶ *Ibid.*

le cas yougoslave, tout devient matière à se différencier : culture, religion, langue, lecture du passé... La nationalité, en tant que projection légitime de l'ethnicité, qui n'était jusque-là pas considérée comme une catégorie pertinente de repère social, en est devenue une, impérativement, de classification et surtout de différenciation, menant à des divisions et à des exclusions mobilisées entre et contre les sociétés.

Enfin, ces différences, bien qu'ambiguës car négociables selon la conjoncture historique, ont été subitement créées puis réaffirmées, par la voie de la légitimation d'une appartenance commune, faisant appel aux symboles et aux mythes fondateurs ressurgis de leurs cendres.

Pour finir, la thèse constructiviste avance que l'identité ethnique est mobilisée à partir de la référence aux symboles ethniques, à l'imaginaire collectif et à la résurgence des mythes historiques, donnant une compréhension très subjective des différences ethniques.

Notre étude a finalement cherché, de la même façon, à mettre de l'avant la subjectivité inhérente des multiples lectures des mythes fondateurs, dont nous avons passé certaines en revue. Nous avons ainsi vu que les groupes ethniques se forment et se maintiennent en assumant de l'histoire « reconstituée », chacun à partir de leur propre mémoire, ou de leur propre « vérité » érigée en dogme essentialiste par le maintien du mythe des origines et au nom d'une continuité historique qu'il s'agit avant tout de reconstituer, tout en lui donnant une suite préconisée comme logique.

Grâce au support idéologique d'une mémoire survalorisée, les haines ancestrales ont été réactivées et transmises, sur la base d'un choix de souvenirs soit glorieux, soit douloureux du passé, répertoriés selon une grille de lecture appuyant la dynamique psychologique de la domination ou de la victimisation. Tout ceci aura amené la mise en place d'un modèle d'exclusion sociale, comme nous l'avons vu dans le cas du Kosovo, où une société à deux niveaux se bâtit et s'auto-reproduit, notamment à l'école, générant davantage une culture de haine qu'une culture de paix.

Tout ce développement nous conduit par conséquent à rapprocher le cas étudié sous l'aspect de « l'identitarisme » comme le suggère la thèse constructiviste des approches politiques de paix. Néanmoins, résultat de blessures narcissiques identitaires, la construction de l'identité ethnique n'en implique pas moins de lourdes impasses quant à la résolution de ses conflits, inéluctablement figés par les croyances de chacun des groupes.

Puisque nous sommes donc en face d'impasses reliées à une lecture ethnicisante et divergente du passé pour légitimer les acquis sociaux ou politiques du présent, est-ce à ce même schéma constructiviste que les stratégies de consolidation de paix se réfèrent pour prévenir et résoudre les obstacles à la paix interethnique?

6.2. PAIX IMPOSÉE ET PAIX CONSOLIDÉE

Pour vérifier à quel modèle d'application répondent les stratégies de consolidation de paix, nous allons examiner plus en détails les politiques d'intervention décrites au début de notre étude et les analyser à travers le cadre théorique proposé Charles-Philippe David, dans son guide de synthèse *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*.

Globalement, les missions de paix, que nous avons énumérées préalablement à travers l'implication des OI, se regroupent autour de trois pôles d'action : la reconstruction, la démocratisation et le développement. En ce sens, elles sont caractéristiques de la troisième génération des missions de paix déployées depuis 1994, qui consiste en une osmose entre *l'imposition* et la *consolidation* de la paix.

6.2.1. La paix négative

Si l'imposition de la paix connote l'idée de contrainte ou de force, c'est parce qu'elle fait appel depuis peu à un acteur nouveau sur la scène internationale de la paix, autre que l'ONU, qui perd *de facto* son monopole de garant mondial de la paix. Il s'agit de l'OTAN, qui réunit

une force armée envoyée en renfort aux Casques bleus de l'ONU. L'OTAN est présent, comme nous l'avons vu, en Bosnie depuis 1995 et au Kosovo depuis 1999.

En légitimant des normes d'ingérence qui confirment ses engagements de sécurité et d'aide humanitaire, les troupes de l'OTAN répondent ainsi à la définition de l'imposition de la paix (*peace enforcement*), qui consiste à : « décider d'une action coercitive en cas de « menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'acte d'agression ». Des forces multinationales, sous commandement onusien, doivent alors faire respecter des accords qu'elles sont supposées garantir, et entreprendre le cas échéant des actions armées²⁰⁷ ».

Cette intervention militaire des « soldats de la paix », très ostensible encore sur le territoire ex-yougoslave (18 000 soldats de la KFOR sont aujourd'hui au Kosovo), ramène pourtant le concept de la paix sous les auspices de la *coercition*, renvoyant à l'idée d'une paix interethnique précaire car imposée. Mais ceci nous amène aussi à la constatation que le concept de la « multiethnicité » n'est maintenue qu'artificiellement, car de façon coercitive. De ce fait, les politiques de paix seraient encore loin de l'objectif visé d'une multiethnicité souveraine, qui est maintenue pour l'instant par la force. En serions-nous venus à la même conclusion que l'ancien représentant onusien Nowicki, qui faisait de la multiethnicité une « formule de rhétorique de la politique internationale²⁰⁸ »?

La paix instaurée ici se retrouve donc sous la définition de ce qui est appelé, dans les études stratégiques, la « paix négative ». Celle-ci correspond *stricto sensu* à l'absence de violence organisée, en déployant des forces qui visent à retarder ou à éliminer certains facteurs stimulant les conflits armés. La paix devient donc l'équation antinomique de la « non-guerre ». En regard de la présence soutenue des militaires de la KFOR au Kosovo, il apparaît que la ligne reste encore mince, en effet, entre une paix fragilisée et des tensions prêtes à éclater. Par conséquent, si paix il y a au Kosovo, elle ne semble être principalement que « négative », d'après la définition donnée.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 306-307.

²⁰⁸ Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, Paris, Éd. Paris-Méditerranée, 2006, p. 9.

6.2.2. La paix positive

C'est dans cet environnement trouble et précaire, que le concept de « réconciliation » est pourtant préconisé par les politiques de consolidation de paix, qui s'appuient sur deux piliers clés : la reconstruction et la réconciliation. La reconstruction s'instaure sous un visage particulier, comme nous allons le voir. La réconciliation demeure, quant à elle, une notion difficilement applicable dans un contexte de paix négative.

Il n'est donc pas étonnant qu'à plusieurs reprises, durant mon terrain au Kosovo, j'ai été dérangée par le fait d'interroger les gens sur l'idée d'une réconciliation, concept peut-être trop abrupt et précisément « non avénu », tel que je le percevais dans les réponses ou les silences récoltés. L'environnement hostile, investi de soldats internationaux, de milices, et composé de sociétés désœuvrées ou meurtries par l'après-guerre récent, ne se prêtait tout simplement pas au vœu pieux de la communauté internationale de réconcilier les communautés entre elles.

Je me trouvais justement en face de ce décalage, entre un concept « importé » de l'international et son incongruence en terrain, qui en faisait un principe précisément « hors contexte ». Parler de « réconciliation » avec les habitants militairement protégés dans les enclaves du Kosovo par exemple, devenait un non-sens, tout comme avec ceux qui habitaient provisoirement dans des abris, depuis des années...

C'est néanmoins théoriquement autour de la réconciliation que l'action stratégique des missions de paix, et plus particulièrement de la consolidation de paix, s'articule, et ce nouveau courant est notamment mis de l'avant dans les récents défis posés par les conflits intra-étatiques. Misant sur un changement social pacifique, la notion de consolidation de la paix relève directement de la volonté d'établir une « paix positive », entendue comme une paix durable, encourageant la coopération entre les groupes ethniques, mais aussi, inéluctablement, une ingérence plus grande de la communauté internationale.

La paix positive passe ainsi par une « culture de paix », telle qu'elle est prônée dans le discours de l'*Agenda pour la paix*, avec entre autres objectifs d'« essayer d'extirper les causes les plus profondes du conflit²⁰⁹ ». Toutefois, le concept semble demeurer lettre morte, si l'on revient à l'observation, par exemple, du réseau éducatif parallèle du Kosovo, qui semble propager un état d'esprit plutôt xénophobe, tel qu'il a été analysé par les chercheurs Kostovicova et Pula, mais qui néanmoins continue encore à fonctionner actuellement sur ce mode.

6.3. SOLUTION LIBÉRALE POUR PROBLÈME CONSTRUCTIVISTE

Les stratégies de paix proposées pour les Balkans occidentaux répondent ainsi à ce programme double d'imposition et de consolidation de la paix, où alternent tantôt l'application d'une paix négative, tantôt celle d'une paix positive, même si la première apparaît plus efficiente que la deuxième.

Dans un cas comme dans l'autre, toutes deux s'inscrivent dans des courants qui, paradoxalement, n'appartiennent pas au modèle constructiviste, mais plutôt libéral et réaliste. Ainsi, alors que les constructivistes étaient les mieux placés pour débusquer les logiques de radicalisation ethnique, il est plutôt déconcertant de constater que leurs solutions proposées s'acoquinent avec celles, dominantes, du libéralisme et du réalisme. Celles-ci sont foncièrement tournées vers l'application d'une gouvernance démocratique, voire de marché, d'où la question du « construit ethnique » est cependant évacuée, parce qu'elle n'est tout simplement pas prise en considération par les discours stratégiques de paix.

En effet, ce schéma démocratisant implique la forte légitimation du rôle des institutions internationales sur du long terme, mais contourne aussi dramatiquement l'élaboration de solutions tangibles pour abolir ou assouplir les barrières construites de l'ethnicité, qui font obstacle à une paix positive, donc durable. Ainsi, constructivisme et libéralisme se rejoignent dès qu'il s'agit de proposer des mesures de consolidation de la paix :

²⁰⁹ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 324.

L'approche constructiviste sous-tend en quelque sorte l'agenda libéral, voire idéaliste, des missions onusiennes, particulièrement celles relatives à la consolidation de la paix. Les constructivistes « libéraux » estiment que ces missions renferment un potentiel important de transformation des normes (socialement construites), tant sur le plan de l'ingérence internationale que sur le plan de la reconstitution des États, vers des formes libérales de gouvernance démocratique – deux éléments essentiels pour bâtir une paix positive durable.²¹⁰

Ainsi, même si le modèle constructiviste parvient à mettre en lumière les causes imputables qui se rapprochent le plus de celles du conflit ethnique yougoslave, le remède proposé par les politiques de paix ne semblent pas pour autant les contenir, ni même les envisager dans ses stratégies de réconciliation, dans le but de renverser ultimement cette course parallèle et effrénée à l'exclusion sociale. Puisant à même le paradigme de l'internationalisme libéral, les solutions outrepassent manifestement le paradigme ethnique. Or, c'est peut-être dans la déconstruction des mécanismes ethniques que pourraient se trouver, en partie, les clés à une réconciliation à plus long terme.

6.4. CHOC DU MODÈLE D'APPLICATION

Comme nous l'avons vu, ce sont donc les stratégies libérale et réaliste qui se partagent les mesures applicables de consolidation et d'imposition de la paix. Or, d'un côté, les libéraux préconisent que l'État en crise soit démocratisé et reconstruit avec l'aide la communauté internationale, envisagée sur une longue période (dans notre cas, elle s'étend à ce jour sur presque dix ans pour le Kosovo). Ils considèrent ainsi que « la démocratisation et l'application de normes de *conduite internationale* représentent le meilleur espoir d'une prévention comme d'une résolution durable des conflits²¹¹ ».

De l'autre côté, les réalistes rejoignent également le précepte d'apporter la démocratie, mais ils affirment que celle-ci n'est envisageable que dans un contexte de paix imposée prioritairement par la voie de la force, et non de la négociation. La vision libérale demeure, selon eux, chimérique, puisque les conflits prémodernes restent difficilement influençables :

²¹⁰ *Ibid.*, p. 309.

²¹¹ *Ibid.*, p. 299.

ceux-ci s'alimentent résolument de haines ancestrales inventoriées et mobilisées sur la base d'une crise identitaire. Il reste dès lors illusoire d'essayer de vouloir « transformer les acteurs d'un conflit intra-étatique en apôtres de la justice et de la démocratie²¹² ». Pour les réalistes, le conflit peut à ce compte s'embraser « justement en raison d'une obstination à vouloir exporter l'approche libérale²¹³ ».

L'issue que les réalistes proposent consiste donc à appliquer des mesures coercitives durables, où « seule la mise sous tutelle par l'ONU d'États implosés ou un protectorat international sur des régions démembrées (comme le cas des Balkans) pourrait à long terme véritablement garantir la sécurité humaine²¹⁴ ».

Alors que les normes libérales s'opposent aux plans de partition des États implosés pour ne pas encourager la prolifération étatique, l'approche réaliste appuie au contraire la thèse de la séparation des groupes pour enrayer la montée de violence dans les guerres ethniques. Là encore, il y a contradiction entre les courants de pensée en matière de paix, qui n'auraient en soi aucune conséquence grave, si ce n'est qu'ils entraînent une définition, ou plutôt une *redéfinition*, exacerbée et continuelle des frontières de pays sortis de guerre, toujours en débâcle sur le plan politique et social.

C'est ainsi que la paix a été ainsi imposée *de facto*, tout en restant fragilisée, sur un principe de partition de la Bosnie-Herzégovine en plusieurs entités, suivi bientôt par le Kosovo et peut-être d'autres sous-régions. Jusqu'où cette logique de partage peut prévaloir? Ne contrevient-elle pas à la logique d'une paix durable et d'une unité sociale? Par qui est-elle appuyée ultimement?

En l'avalisant, les acteurs de la communauté internationale semblent miner le fondement même du principe de réconciliation qu'ils recommandent et, peut-être même celui de vouloir « extirper les causes les plus profondes du conflit ». Même si elle parvient à

²¹² *Ibid.*

²¹³ *Ibid.*, p. 301.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 327.

neutraliser temporairement les actes de violence interethnique, cette politique ne participe-t-elle pas aussi à l'homogénéisation et à la radicalisation des communautés entre elles?

L'ex-Yougoslavie constitue, à ce titre, un exemple remarquable de champ d'application expérimental entre libéralisme et réalisme, où se mêle l'instauration d'une démocratie à celle, concomitante, d'une tutelle durable. L'ancien pays se présente ainsi, encore à l'heure actuelle, sous une forme morcelable à l'infini, qui plus est, « assistée » durablement et dont plus de la moitié du territoire est placée sous la « protection » à long terme d'une constellation d'acteurs internationaux se relayant entre eux (ONU, OTAN, UE présents depuis presque quinze ans en Bosnie et dix ans au Kosovo).

Est-ce à dire pour autant que nous en soyons arrivés à une sécurité garantie et une résolution durable des conflits? Notre interprétation ne nous permet pas d'en être convaincu, en regard de la rigidification observée des frontières ethniques entre les groupes, toujours plus étanches.

Aussi, la problématique des barrières ethniques entretenues est donc abordée avec une solution soit « plaquée » de l'extérieur, soit « pavée de bonnes intentions », mais qui semblerait néanmoins contourner la dynamique cognitive et constructiviste du problème. Que fait-on donc de cette charpente idéologique qui se maintient dans l'ombre et progresse subversivement, répondant un peu plus au « regard ethnicisant » voire « barbarisant » que la communauté internationale pose sur les pays en transition?

En ne cherchant pas à désamorcer les tractations manipulatrices de l'effet de l'ethnicité, les acteurs internationaux contribueraient ainsi à maintenir les pays « en transition » dans une transition paradoxalement perpétuelle, tout en légitimant, par la même occasion, leur rôle de soutien mais surtout de contrôle vis-à-vis de ces mêmes pays. Cette forme de contrôle, sous couvert de principes humanitaires, s'expose dans un schéma de partage de pouvoir connu traditionnellement entre le Nord et le Sud, mais qui est applicable aussi dans notre cas, entre l'Est et l'Ouest. Gilbert Rist appose, à cet effet, un point de vue très critique :

Alors qu'on ne cesse de faire croire à l'existence d'une « communauté mondiale », à la participation de tous au « village global », aux bienfaits de la « mondialisation » de l'économie, les deux moitiés de la planète se séparent de plus en plus et le Nord construit patiemment le mur par lequel il espère tenir à distance les « nouveaux barbares ».²¹⁵

En se détournant d'une remise en question du construit ethnique, les politiques de paix avalisent ainsi le caractère essentialiste de l'ethnicité, passant sous silence son caractère idéologique en tant que catégorie de manipulation, afin de valider son caractère supposément généalogique, sur lequel repose l'esprit de division et de radicalisation de l'altérité. N'est-ce pas là légitimer le principe de classer, diviser et enfermer les populations locales dans des définitions ethniques pensées en dogmes, comme dans le cas des races?

Les solutions lacunaires avancées à l'international sont à ce titre fortement critiquées et remises en question par des spécialistes dans le domaine des stratégies de paix, qui ne voient, ni dans l'approche libérale, ni dans l'approche réaliste, de solutions réellement adéquates pour un problème qui s'appuie sur des causes plus profondes :

Les efforts en vue de la réconciliation se heurtent à des haines parfois profondes et ancestrales que ne peuvent mater uniquement la présence et l'emploi d'une force massive. La promotion d'une culture libérale de la paix n'est tout simplement d'aucune pertinence [...] dans certaines régions comme les Balkans.²¹⁶

Voici donc que se profile plus clairement la « fracture » du choc des modèles d'application entre un problème et sa solution. L'émetteur applique une solution (ou un message), dont le ciment ne prend pas, de façon imagée, car il ne tient pas compte des points de résistance de son récepteur; mais, en même temps, cette « fracture » lui profite car elle lui permet d'accéder à une autorité suprapolitique, de concert avec les normes du droit international, dont celui à l'ingérence.

²¹⁵ Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2001, p. 342.

²¹⁶ Michael Ignatieff, *L'Honneur du guerrier. Guerre ethnique et conscience moderne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 73; cité par Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie, 2^e édition revue et augmentée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 327.

Par ailleurs, ce modèle nous amène aussi à nous questionner sur la nature d'un récepteur perçu comme « réticent », voire « résistant », au message de paix que lui propose (ou lui impose) un émetteur « compatissant », et dans une mesure plus drastique, « totalisant ».

Selon une approche plus communicationnelle, l'analyse de ce cas précis nous permet ainsi de cerner le rôle actif du récepteur dans la construction de sens du message, voire dans son détournement ou de sa réappropriation. En ne réagissant pas au message comme l'émetteur le prescrivait, le récepteur fait volte-face et endosse un rôle particulièrement déterminant dans l'usage qu'il décide de faire des stratégies de paix.

En ce sens, il procède à une *lecture préférentielle* et « anti-disciplinaire », pour reprendre les termes de de Certeau, d'un message, ou d'une « conduite internationale » prescrite, contre laquelle il dresse ses propres barrières sémantiques qu'il s'est construites et qu'il entretient pour se maintenir, à un moment clé de l'histoire, dans la course au pouvoir. À ce compte, la fracture entre les deux systèmes d'interprétation continue de rester opérationnelle, puisque chacun érige son propre modèle de fonctionnement, en s'auto-validant dans son propre rôle, sans toutefois s'influencer mutuellement.

Ce phénomène nous renvoie au schéma théorique des « usages et gratifications », qui questionnait la *lecture négociée* des audiences par rapport aux médias. Dans notre cas, celle-ci s'applique aux groupes ethniques par rapport aux politiques de développement de la paix. En nous positionnant à partir de la grille conceptuelle du destinataire, nous avons ainsi cherché à en souligner son rôle crucial, et pour le moins très actif, dans la transformation du message par rapport à son contexte d'application.

Comme le précise par ailleurs René-Jean Ravault, c'est dans les communications internationales, au cours de tensions ou de conflits entre différentes communautés, que se manifeste le plus clairement le phénomène de la réception active. N'est-ce pas là d'ailleurs le rôle de la communication que d'en répertorier quelques indices de fonctionnement, afin de comprendre les points de résistance qui sont opposés au modèle diffusionniste?

Comme communicologues, c'est en approfondissant la compréhension de la façon dont les mythes ethniques, les langues, les cultures, les religions, les nationalités interviennent dans la construction de la signification du monde par l'être humain que nous pourrions le plus aider à réduire les obstacles qui entravent la conception, la mise sur pied et la réalisation de stratégies de développement durable.²¹⁷

Dans cette optique, nous allons nous re-déplacer du côté de l'émetteur, pour analyser plus en détails la nature de son message et son mode d'application. De cette façon, nous participons en quelque sorte à élargir notre réflexion sur une « ethnographie des institutions internationales²¹⁸ », dont la finalité est de comprendre un peu plus en transparence les « techniques d'intervention locales exportées d'un bout à l'autre de la planète²¹⁹ ».

6.5. BILATÉRAL OU MULTILATÉRAL?

Les objectifs de la communauté internationale présente en ex-Yougoslavie cherchent à rejoindre les fondements de la consolidation de la paix, énoncés par Boutros Boutros-Ghali en 1995 dans l'*Agenda pour la paix*, et peuvent se résumer au niveau stratégique, comme suit: garantir la sécurité afin de juguler la violence, mettre en œuvre des conditions favorables à la démocratisation et à la bonne gouvernance, aider à la reprise socio-économique de la société²²⁰. En d'autres termes, il s'agit d'assurer des transitions d'ordre sécuritaire, démocratique et économique.

Dans notre étude, les missions de paix des OI valident ces trois principes, puisque, d'une part, l'OTAN est mise en place pour assurer la sécurité des régions; d'autre part, l'ONU, et plus particulièrement la MINUK, font office d'organe gouvernemental démocratique de transition garantissant le transfert des compétences de l'administration internationale aux nouvelles institutions élues. Enfin, l'UE œuvre principalement, pour sa part, à la reconstruction économique des États, en favorisant, d'un côté, la coopération régionale (qui s'est soldé

²¹⁷ René-Jean Ravault, « Développement durable, communication et réception active », chap. in *Communication et développement international*, sous la dir. de Thérèse Paquet-Sévigny, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 74.

²¹⁸ Mariella Pandolfi, « *Moral entrepreneurs*, souverainetés mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes. », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no 1, 2002, p. 29-51.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 324.

notamment par un accord de libre-échange régional pour les Balkans en 2006), de l'autre, le processus d'adhésion à l'UE, selon différentes étapes d'ententes politiques et financières avec les pays demandeurs.

Toutefois, même au sein des plans de stabilisation et de reconstruction, des disparités de structure persistent et conduisent à des écarts ou des tensions entre les nouveaux États-nations de l'ex-Yougoslavie. Ces derniers sont mis en compétition dans la course à l'adhésion à l'UE, sans pour autant chercher à coopérer au niveau régional avec leurs voisins immédiats.

Ainsi, le fait de répondre à un échange d'entente bilatéral avec l'UE n'entraîne pas nécessairement une entente multilatérale entre les pays eux-mêmes. Engagés dans des principes de conditionnalité, ceux-ci sont par ailleurs maintenus dans une phase de *monitoring* (ou de *tutoring*?), qui les subordonne à un processus d'échange, visant, certes, la bonne gouvernance et la reconstruction, mais s'inscrivant également dans un schéma asymétrique et prioritairement bilatéral.

D'ailleurs, fait intéressant à noter : tout au long de ma recherche pour trouver des projets de réconciliation, j'ai eu beaucoup de difficulté à déceler des initiatives oeuvrant sur une base multiethnique et pas seulement mono-ethnique. De nombreuses ONG sont apparues portant sur l'aide humanitaire, le renforcement de la société civile ou le travail de réintégration auprès des jeunes²²¹. Elles s'adressaient pour la plupart à chacune des communautés individuellement, mais presque jamais aux communautés *entre* elles, au sein d'un même projet. Comment interpréter ce manque? Les raisons peuvent être multiples, mais cela ne va que dans le sens de notre hypothèse, où la réconciliation interethnique ne serait pas fondamentalement un concept viable dans les politiques de paix.

Aussi, cet élément amènerait une pierre de plus à l'aporie des stratégies de réconciliation : les projets travaillent-ils sur un mode bilatéral ou multilatéral? S'adresse-t-on à un ou à plusieurs

²²¹ Les ONG trouvées en décembre 2005 étaient répertoriées dans une banque de données tenue par le CDRSEE. Parmi celles qui se rapprochaient le plus de mon sujet de recherche, il y avait, entre autres: *Nansen Dialogue, Kosovar Civil Society Foundation, Youth Communication Center, Multikultura et Mesecina.*

acteurs à la fois, pour un enjeu qui porte sur la réconciliation, donc théoriquement lié à une logique de multilatéralisme? Le bilatéralisme refait ici surface dans la structure du système de paix lui-même, qui n'œuvre donc pas toujours avec *des*, mais *une* communauté à la fois.

Malgré les notions de réconciliation et de reconstruction que la consolidation de la paix cherche à promouvoir, il est difficile d'en constater ultimement ses bénéfices en situation, où se dessine davantage une paix négative que positive, si l'on s'entend que cette première implique strictement l'absence de conflit armé.

Les propositions de paix positive sont clairement définies quant à elles, mais ne semblent pas nécessairement applicables en terrain. Il semblerait que le pas à la réconciliation interethnique ne soit pas encore franchi, si nous nous fions à notre observation empirique, ainsi qu'aux informations tirées de l'actualité. Pour sa part, la reconstruction semble faire son chemin de façon plus franche, mais là encore, à quel prix?

6.6. LA DÉMOCRATIE DE MARCHÉ

Si nous observons de plus près quels sont les principes qui régissent les efforts de consolidation de la paix, nous apprenons qu'ils passent prioritairement par l'initiative de (re)construction de la nation (*nation-building*). Celle-ci cherche à remodeler les forces de sécurité, les institutions politiques et les arrangements économiques de l'État. Prôné par un acteur « occidental » que sont les OI, ce remodelage procède de plein droit donc à « l'application et l'exportation d'une approche occidentale libérale » :

Si les États en crise, renaissant des cendres d'un conflit, peuvent emprunter la voie démocratique (autrement dit, procéder à des élections), adopter l'économie de marché (en d'autres termes, se convertir au capitalisme) et s'astreindre aux solutions concoctées par les institutions internationales (principalement l'ONU, l'OTAN, l'UE, le FMI, la Banque mondiale et les ONG), la paix sans nul doute pourra être consolidée (« occidentalisée » diront les critiques).²²²

²²² Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 325.

En effet, comme l'avance Roland Paris, la philosophie de la consolidation de la paix est directement orientée par le paradigme de l'internationalisme libéral, qui propose d'« exporter » le modèle de la démocratie de marché :

Le pilier central de ce paradigme repose sur le postulat que le chemin le plus sûr de la paix, entre et à l'intérieur des États, est la démocratie de marché, c'est-à-dire une *polis* démocratique libérale et une économie de libre marché.²²³

Nous voici donc revenus au schéma originel de l'opposition entre *ethne* et *polis*, où le rôle de la « polis », ou l'antique cité-État, est ici assumée par la communauté internationale oeuvrant sur le terrain de l'*ethne*, assumé par les groupes ethniques en conflit, dont l'ex-Yougoslavie a été le théâtre. Les soldats de cette « polis » s'occupent effectivement de garantir une présence « constabulaire », mais aussi de « policer », d'une certaine façon, ou de « redresser et assainir » les sociétés en développement, en les dirigeant vers « la bonne gouvernance » et la « reprise socio-économique ». Ce qui revient à les faire accéder à la seule forme légitime et civilisée de gouvernement que les États modernes, en l'occurrence démocratiques, lui imposent, en échange d'une paix assurée.

Dans notre cas, cette motivation affichée s'exprime clairement à travers les trois tables thématiques du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est : la démocratisation et les droits de l'homme; la reconstruction, le développement et la coopération; et enfin, la sécurité régionale. La paix passe d'autant plus par une « occidentalisation » de son application, qu'elle s'adresse à des États encore non occidentalisés de l'ex-Yougoslavie, ou « en voie de démocratisation », à laquelle ces derniers sont par ailleurs subordonnés, s'ils aspirent un jour à entrer au sein de l'UE.

De plus, le paradigme de l'internationalisme libéral est confirmé ici aussi, par la nature même de l'ensemble des acteurs de paix, pour la majorité occidentaux. Voies multiples, ils n'en sont pas moins réunis autour d'une même idéologie démocratisante : ONU, UNHCR, OTAN, UE, OSCE, AER, FMI et Banque mondiale. Cette vision semble donc corroborer le schéma d'un

²²³ Roland Paris, « Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism ». *International Security*, no 22, automne 1997, p. 54-89; cité par Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, p. 325.

modèle plutôt asymétrique de la paix, qui, de bilatéral, tend presque à prendre une forme unilatérale dans son schéma d'application.

Pourtant, alors que cette pratique libérale met l'accent sur une approche pluraliste fondée sur la justice, les droits de l'homme, le droit à l'autodétermination et la représentation démocratique, les conflits ethniques, ou dits « pré-modernes », en ex-Yougoslavie persistent et tendent à se durcir, tandis que les frontières se rigidifient entre les groupes. Comment cela est possible?

Gossiaux faisait un parallèle pertinent à ce sujet, en faisant un lien entre nationalisme et démocratisme. En remplacement à l'ancien système socialiste, la démocratie liée à l'Occident s'impose alors comme la « seule idéologie universelle de substitution » viable et moderne. Avec celle-ci apparaissent les idées de nation, de sécession, de frontières et de revendication individualiste d'une appartenance ethnique érigée en nationalité, dans un jeu toujours plus infime de la spécificité.

Cette conceptualisation de la démocratie moderne, perçue comme la « maladie infantile » menant à un processus de sécession, est également partagée par Kilani et Rivera, qui voient dans la réactivation de l'ethnicité et de l'ethnonationalisme, le résultat du choc de la modernité, et plus particulièrement, de l'avènement de la démocratie sur des territoires poreux aux logiques occidentales. L'affirmation identitaire qui en découle, avec ses exacerbations et ses violences, a donc peu à voir avec le maintien d'une identité atavique, mais bien plutôt avec l'impact du passage transitoire vers un nouveau modèle de réorganisation sociale, de surcroît moderne.

Contrairement à l'obtention d'une paix durable, l'avènement de la démocratie dans les Balkans participe-t-elle donc aux effets de radicalisation de ses groupes ethniques? En cherchant à importer le remède, les stratégies de consolidation de la paix diffuseraient-elles par conséquent dans le même élan, l'antidote à son remède?

6.7. CHOC ENTRE MACRO ET MICRO

Ce choc des modèles d'application nous renvoie précisément au cœur de cette *tension* entre l'émetteur et le récepteur, en l'occurrence un modèle d'application macro (la paix promulguée par des acteurs internationaux) sur un milieu micro (des groupes ethniques locaux et divisés).

De cette « rencontre », il en ressort une dynamique de communication relationnelle et *réactionnelle*, centrée sur la *négociation* entre des contraintes extérieures et des réalités singulières, ou encore entre les « forces centrifuges du cosmopolitisme marchand »²²⁴ (auxquelles nous associons les politiques internationales d'imposition de la paix au sein d'États implosés) et la fragmentation des cultures (auxquelles nous associons le morcellement récessif des groupes ethniques).

D'emblée, notre étude se campe donc dans une vision critique de cette négociation, dont il est nécessaire de souligner son caractère ambivalent :

(L'attention portée aux interactions et aux fragmentations) précipite l'interrogation critique sur le rapport entre les logiques unifiantes et l'organisation de la vie démocratique au quotidien. Mais elle peut aussi s'accommoder des formes multiples que prend le repli identitaire et ethnique.²²⁵

Construite autour de ce choc entre l'universel et le particulier²²⁶, notre recherche s'est donc inscrite dans un parcours de réflexion et de questionnement quant à la réaction des identités aux prises avec la mondialisation, la démocratisation et la modernisation, propres aux stratégies des missions de paix. À l'ère de la « communication-monde »²²⁷, nous voulons

²²⁴ Armand et Michèle Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2006, p. 99.

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ Plus pessimiste, le philosophe argentin Ernesto Laclau, pour sa part, réfute toute distinction entre l'universel et le particulier, puisque, pour l'auteur, « l'universel n'est rien d'autre qu'un particulier devenu à un certain moment dominant, et qu'il n'existe aucun moyen d'atteindre la société réconciliée »; tiré de *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte et Syros, 2000, p. 79.

²²⁷ Inspiré du concept de l'« économie-monde » et apparu au sein d'un nouvel espace transnational hiérarchisé; cité par Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, p. 97.

ainsi mettre en évidence la complexité des liens entre le caractère totalisant de l'espace-monde et la résurgence, en mouvement inverse, de territoires particuliers :

La logique lourde des réseaux imprime sa dynamique intégratrice, tout en produisant de nouvelles ségrégations, de nouvelles exclusions, de nouvelles disparités (Mattelart A., 1992, 1994). Le « système mondial » s'organise [...] autour de quelques points où aboutissent les grands flux de l'économie mondialisée, [...] pôles du « pouvoir triadique » (Union européenne, Amérique du Nord et Asie orientale). [...] Malgré leurs propres déséquilibres sociaux, les grands pays industriels font toujours office de référence unique.²²⁸

Résolument contemporaine et critique, cette approche communicationnelle nous a permis dès lors d'interroger le rôle structurant des macro-sujets sur l'organisation des sociétés, appelées toutefois à se subdiviser et contrevenant, par le fait même, à l'instauration universaliste du « logos » occidental.

²²⁸ Armand et Michèle Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, 3^e éd., Paris, La Découverte, 2006, p. 98.

CONCLUSION

Cette étude nous a permis d'observer et d'évaluer l'enclavement de deux modèles construits, dont le discours de l'un est porteur d'une légitimation identitaire sur une base ethnique, et l'autre, d'une paix proposée sur un mode de fonctionnement occidental et moderne.

En revisitant le « logos occidental » tel qu'il se présentait dans l'avènement des stratégies de réconciliation pour l'ex-Yougoslavie, nous avons ainsi pu constater qu'il renvoyait prioritairement à l'aboutissement d'une seule et même logique de démocratie de marché, dont, tant les courants réalistes, libéraux que constructivistes, se recoupaient globalement en matière de solutions avancées par leurs politiques de paix. Celles-ci se résument à l'application d'une approche occidentale libérale, qui ne parvient pourtant pas à contenir l'enlèvement des résistances ethnonationalistes encore présentes aujourd'hui dans les Balkans, dix ans après la fin du dernier conflit armé de l'ex-Yougoslavie.

Adhérant au paradigme de l'internationalisme libéral, la communauté internationale cherche par conséquent à « importer » son propre remède, non pas en renforçant les pouvoirs locaux mais en se substituant à eux dans une relation d'interdépendance, où les clivages interethniques tendent cependant à se maintenir et se creuser davantage. À ce compte, la paix ne parvient qu'à être imposée et semble donc difficilement « consolidée ».

Cette consolidation, comme nous l'avons vu, s'inscrit dès lors de manière normative dans un rapport de force asymétrique, d'assignation, voire de subordination, à des normes internationales de conduite prédéfinies, auxquelles les autorités locales fragmentées, dans leur précarité institutionnelle, ont à se consigner pour avaliser le jeu de l'humanitaire et de l'ingérence internationale.

En acceptant le paradigme international libéral de l'assistance par la voie démocratique, les sociétés poreuses du post-communisme comme celles de l'ex-Yougoslavie, reçoivent à leur tour le contre-choc de la modernité, c'est-à-dire celui de croire que la consolidation de leur souveraineté nationale passe par une édification de ses identités ethniques, de plus en plus

fragmentaire, et chacune en concurrence les unes avec les autres dans un jeu de pouvoir renforcé de l'extérieur.

Or, sous couvert d'importer les outils même de cette modernité, à savoir les valeurs de la rentabilité, de la reconstruction institutionnelle et du renforcement du droit humain, les acteurs internationaux, par la tutelle de droit qu'ils imposent aux pays en prise avec des conflits interethniques, contribuent parallèlement à saper toute cohésion sociale et politique, car ils finissent par se substituer au pouvoir local proprement dit.

En dictant des pratiques *supracoloniales* aux États ethniquement divisés, les protectorats mis en place se posent ainsi comme des « souverainetés mouvantes », tel que l'avance l'anthropologue et chercheure Mariella Pandolfi :

Les organismes internationaux et transnationaux agissent sur les territoires de l'ingérence et de l'urgence humanitaires comme des « souverainetés mouvantes » qui se déplacent de par le monde en légitimant sous la bannière des droits humains l'imposition de leurs règles et de leur temporalité. Ces souverainetés mouvantes constituent un réseau de gouvernance caractérisé par des stratégies de dé- ou de re-territorialisation innovatrices.²²⁹

Comme l'énonçait Gossiaux, nous retrouvons ainsi ce même type de tension entre dé-territorialisation et re-territorialisation des communautés ethniques, puis entre macro et micro, et enfin entre modernité et ethnicité, où deux logiques se rencontrent, s'affrontent et s'entrechoquent, mais aussi se rigidifient sous l'action l'une de l'autre.

En dernière instance, l'impasse communicationnelle qui en ressort passe par cette aporie née du choc d'interaction entre deux charpentes idéologiques, moins interdépendantes l'une de l'autre, que *réactives* l'une par rapport à l'autre, qui s'appuient pernicieusement entre elles et s'entretiennent dans leur légitimité mutuelle. L'application des stratégies de paix se justifie ainsi par la persistance des points de tension issus de l'ethnonationalisme; et inversement, l'ethnonationalisme se renforce en partie sous l'effet des politiques de démocratie de marché qui accompagnent les stratégies de paix.

²²⁹ Mariella Pandolfi, « *Moral entrepreneurs*, souverainetés mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes. », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no 1, 2002, p. 35.

En avalisant le caractère essentialiste que l'ethnicité cherche à promouvoir dans son discours qui entend en faire une catégorie pérenne et primordialiste, les politiques internationales se confortent également dans leur idéologie de garant de maintien de paix et de réconciliation, dont les limites sont toutefois exemptées de toute remise en question de leur mode de fonctionnement.

Ouvrant en symbiose sur le modèle prétendument immuable de l'ethnicité, la communauté internationale se définit parallèlement comme un acteur clé de la paix, tourné vers « un humanisme bio-politique²³⁰ », dont la finalité ne tient pas à faire tomber les frontières entre les groupes ethniques, mais plutôt à donner le crédit nécessaire à cette différenciation érigée en symbole de liberté démocratique.

Dans ce même élan, toute intention à démanteler la part constructiviste, et donc dynamique et interactionniste, des mouvements ethnonationalistes, tel que nous avons cherché à la démontrer, est pourtant évacuée de la part des organisations internationales, puisqu'elle annihilerait d'emblée son rôle prédominant et continu de tuteur sur la scène internationale. Déconstruire l'armature idéologique de l'autre constituerait-il dès lors à dévoiler sa propre armature?

En ne cherchant pas à s'opposer au schéma du construit ethnique qui nourrit et ravive les haines ancestrales, la communauté internationale vient donc s'interposer entre les communautés divisées comme un « arbitre » qui autoriserait, en quelque sorte, l'expression de l'exclusion sociale et ethnique, mais seulement dans les règles du jeu qu'elle dicte.

Les nouvelles frontières symboliques érigées entre les sociétés, sont dès lors objectivées au sein d'institutions, dans une surenchère officialisée des différences de marqueurs identitaires,

²³⁰ Mariella Pandolfi explique le nouveau paradigme du bio-politique comme une catégorie diagnostique de l'administration humanitaire, qui raisonne principalement en terme de population (déplacée, cataloguée et définie comme réfugiés, clandestins, victimes de choc post-traumatiques, etc.), tout en la conceptualisant comme donnée biologique et politique. Voir à ce sujet son article « *Moral entrepreneurs, souverainetés mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes.* », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no 1, 2002, p. 39.

en autant qu'elles adhèrent aux principes de la démocratisation et de la bonne gouvernance, prônés à l'international. Néanmoins, cette course à la différence se solde inévitablement par le renforcement toujours plus manifeste des frontières identitaires d'une part, mais aussi territoriales d'autre part, comme en fait foi le développement récent des événements de l'actualité.

Tant que la part de la mémoire blessée, flouée ou revendiquée sera « enjambée » par les politiques internationales de paix, les dissensions interethniques se maintiendront et le retour à une paix durable, bien que présent dans les discours internationaux, demeurera fantomatique, pour ne pas dire emblématique, à l'image de tous les nouveaux symboles identitaires qui lui sont apposés en porte-à-faux.

L'éducation, en ce sens, y joue un rôle majeur en tant qu'organe de transmission de la mémoire; pourtant c'est un des maillons fondamentaux que les politiques de paix semblent encore contourner, aux dépens d'autres secteurs reliés au développement économique ou politique. Le retour à une « vie normale » dans un contexte d'après-guerre passe pourtant par un rétablissement de son tissu social et par l'intégration de ses mémoires et de ses histoires, dont l'école se pose comme la pierre angulaire.

En soulevant les apories et incongruences des nouvelles différences ethniques apparues comme essentielles dans le paysage géopolitique changeant de l'ex-Yougoslavie, nous avons voulu ainsi mettre en lumière un des prismes relié au système de croyances interactif et circonstanciel qui y était rattaché. Ce chemin nous aura conduits à revisiter plusieurs des interprétations relatives à l'encodage culturel, qui sont mises de l'avant par les communautés investies dans la création de leur propre État-nation.

Ceci nous aura aussi permis de comprendre que la faille béante entre les stratégies de paix et les barrages de l'ethnicité relève moins d'une incommunicabilité de deux systèmes de fonctionnement autonomes que d'une vision univoque où l'Occident moderne et démocratique, incarné ici par les organisations internationales, s'octroie le droit et le devoir d'acheminer ultimement la solution qui lui est avant tout adéquate, à elle.

En voulant transformer l'Autre pour qu'il devienne le prolongement du Nous, au cours de la phase de transition entamée par la guerre et poursuivie dans l'après-guerre, les acteurs internationaux oublient pourtant bien vite que la construction des arguments qui fondent les séparatismes actuels sont les mêmes qui fondaient, cinquante ans plus tôt, la valorisation d'une identité yougoslave.

Néanmoins, l'idéologie dominante de la paix telle qu'elle semble s'instaurer en ex-Yougoslavie, tient moins à circonscrire et parer aux causes profondes des dissensions interethniques, qu'à imposer sa propre logique, dont les communautés continuent néanmoins à faire les frais. Cette logique se révèle ainsi plus par la prédominance du Nous sur les Autres, qui *doivent* à leur tour devenir un nouveau Nous :

[...] *Porque además de querer transformar al otro, para que se parezca cada vez más a « nos »-otros y sea cada vez menos « otro».* (En plus de vouloir transformer l'autre pour qu'il ressemble de plus en plus à « nous-autres » et devienne de moins en moins « autre »).²³¹

C'est pourquoi ce mémoire aura été aussi pour moi un voyage intérieur où je me suis graduellement déplacée du Nous vers cet Autre. J'ai ainsi accepté d'une part, d'assumer ma participation active à la vision que j'ai cherché à mettre en relief, en en facilitant une lecture probablement plus intériorisée, mais aussi consenti d'être à mon tour transformée par mon sujet d'étude.

En effet, comme le mentionne Laplantine : « nous construisons ce que nous regardons à mesure que ce que nous regardons nous constitue, nous affecte et finit par nous transformer²³² ».

²³¹ Carmen Rico de Sotelo (sous la dir.), *Relecturas de Michel de Certeau*, Universidad Iberoamericana de México, Collection El Oficio de la Historia, 2006, p.14.

²³² Cité par Michel Proulx et Delphine Maillet, « La construction ethnographique des publics de télévision », chap. in *Accusé de réception, le téléspectateur construit par les sciences sociales*, sous la dir. de Serge Proulx, en collaboration avec le Centre d'études sur les médias, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 153.

Me voici donc peut-être transformée en « corneille » dans cet *ex-pays*, qui ne manque pas cependant de nourrir des concepts plutôt visionnaires quant à ses enjeux de paix future.

APPENDICE A
CARTE DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Groupes ethniques de l'ex-Yougoslavie en 2008.



« La boîte de Pandore des frontières balkaniques »

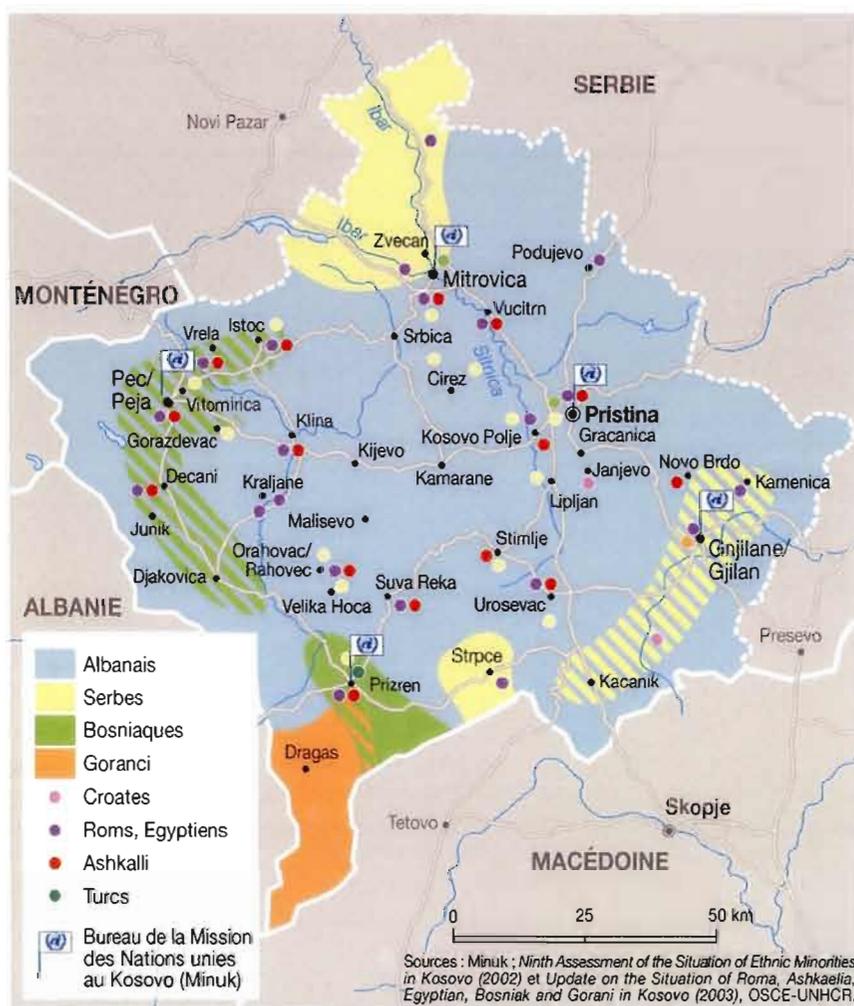
Philippe Rekacewicz — février 2008

Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/balkans>

consulté le 25 mars 2008.

APPENDICE B
CARTE DU KOSOVO

Groupes ethniques du Kosovo en 2007.



« Indépendance du Kosovo, une bombe à retardement »

Philippe Rekacewicz — mars 2007

Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/kosovo>
consulté le 25 mars 2008.

APPENDICE C

TABLEAU DES GROUPES ETHNIQUES

Groupes ethniques répertoriés pour la Serbie (avec le Kosovo) en 2004.

Groupe ethnique	Population 2004	Pourcentage	Religion	Langue
Serbes	6 596 000	63,0 %	orthodoxe	serbe
Albanais (Gheg)	1 758 000	18,8 %	islam	albanais
Monténégrins	530 000	5,0 %	christianisme	serbe
Hongrois	350 000	3,3 %	christianisme	hongrois
Bosniaques	300 000	2,8 %	islam	serbe
Tsiganes romano-serbes	152 000	1,4 %	christianisme	tsigane romano-serbe
Croates	114 000	1,0 %	christianisme	serbe
Roumains	80 000	0,7 %	christianisme	roumain
Slovaques	68 000	0,6 %	christianisme	slovaque
Bulgares	60 000	0,5 %	christianisme	bulgare
Turcs	52 000	0,4 %	islam	turc
Macédoniens	50 000	0,4 %	christianisme	macédonien
Russes	50 000	0,4 %	christianisme	russe
Tsiganes valaques	40 000	0,3 %	christianisme	tsigane des Valaques
Tchèques	40 000	0,3 %	christianisme	tchèque
Allemands	30 000	0,2 %	christianisme	allemand
Ruthènes	30 000	0,2 %	christianisme	ruthène
Polonais	25 000	0,2 %	christianisme	polonais
Italiens	21 000	0,2 %	christianisme	italien
Tsiganes des Balkans	20 000	0,1 %	religion traditionnelle	tsigane des Balkans
Arabes	20 000	0,1 %	islam	arabe
Iraniens gorani	20 000	0,1 %	islam	serbe
Frioulans	12 000	0,1 %	christianisme	friculan
Aroumains	10 000	0,0 %	christianisme	aroumain
Grecs	10 000	0,0 %	christianisme	grec
Istriotes	6 100	0,0 %	christianisme	istrio-roumain
Juifs serbo-croates	3 000	0,0 %	judaisme	serbe
Ukrainiens	3 000	0,0 %	christianisme	ukrainien
Adighéens (Circassiens)	2 000	0,0 %	islam	adighéen
Mégénites	1 000	0,0 %	christianisme	mégéno-roumain
Tsiganes des Sintes	1 000	0,0 %	christianisme	tsiganes des Sintes
Total des groupes	10 454 100	100 %		
Autres (non classés)	56 000			
Français	5 000		christianisme	français
Britanniques et Américains	7 000		christianisme	anglais
Population totale (2004)	10 522 100			Source: Joshua Project

Source : <http://www.joshuaproject.net>, consulté le 25 février 2006.

APPENDICE D
CHRONOLOGIE DE L'ÉCLATEMENT
DE LA YOUGOSLAVIE

(Source : Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, 2007. *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*. Paris : Non Lieu, p.333-338.)

1986

Mémoire de l'Académie serbe des Arts et des Sciences. Slobodan Milosevic prend le pouvoir au sein du Parti communiste de Serbie.

1988

Tensions croissantes au Kosovo. 3 millions de personnes participent aux « meetings de la vérité » organisés par Slobodan Milosevic dans tout le pays.

1989

20 février : état d'urgence au Kosovo, où de violents affrontements éclatent avec la police.

28 juin : célébration du 600^e anniversaire de la bataille de Kosovo Polje (1389).

1990

20-22 janvier : XIV^e (et dernier) Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves, ajourné *sine die*, après le départ des délégués slovènes et croates.

2 juillet : proclamation clandestine de la République de Kosova.

Avril-décembre : premières élections libres dans les différentes Républiques : Slovénie (8 avril), Croatie (22 avril), Bosnie-Herzégovine (18 novembre), Macédoine (11 novembre), Serbie et Monténégro (9 déc.).

Août : premières barricades et prises de commissariats dans les régions serbes de Croatie, autoproclamation d'une « région autonome serbe » de Krajina (région de Knin).

23 décembre : référendum sur l'indépendance en Slovénie (93% de votants, 89% de « oui »).

1991

Février-mai : multiplication des incidents armés dans les régions de peuplement serbe de Croatie.

19 mai : référendum sur l'indépendance en Croatie, boycotté par le SDS serbe (84% de votants, 93% de « oui »).

25 juin : la Slovénie et la Croatie proclament l'indépendance. Affrontements entre l'armée fédérale et la Défense territoriale slovène.

7 juillet : Accords de Brioni, après médiation européenne : moratoire de trois mois sur les indépendances slovène et croate, évacuation de Slovénie par l'armée fédérale, élection de Stipe Mesic au fédéral.

8 septembre : la Macédoine devient indépendante après référendum (95% de « oui »). Les Albanais ne prennent pas part au vote.

Août : attaque de l'armée fédérale en Croatie, siège de Vukovar.

Septembre-novembre : six régions autonomes serbes sont constituées sur le territoire bosniaque.

17 novembre : chute de Vukovar après 86 jours de siège.

23 décembre : l'Allemagne reconnaît la Slovénie et la Croatie.

1992

3 janvier : 15^e cessez-le-feu en Croatie. Déploiement de la FORPRONU.

29 février-1^{er} mars : référendum en Bosnie-Herzégovine sur l'indépendance, boycotté par le SDS serbe (64% de votants, 99% de « oui »).

6 avril : reconnaissance internationale de la Bosnie et début de la guerre.

Printemps : généralisation des combats. « Nettoyage ethnique » de la Bosnie orientale par les forces serbes.

27 avril : proclamation de la République Fédérale de Yougoslavie- RFY (Serbie et Monténégro).

24 mai : élections parallèles albanaises au Kosovo. Ibrahim Rugova est élu président de la « République » avec 95% des voix, la LDK obtenant 99,5% de suffrages.
 30 mai : l'ONU adopte des sanctions économiques contre la nouvelle Yougoslavie.
 3 juillet : autoproclamation de la « Communauté croate d'Herceg-Bosna ». Combats entre factions croates rivales.
 Août : découverte des camps de concentration en Bosnie.

1993

22 février : le Conseil de sécurité de l'ONU crée un Tribunal international chargé de juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés durant le conflit.
 8 avril : la Macédoine est admise à l'ONU sous le nom d' « Ancienne République yougoslave de Macédoine ».
 6 mai : le Conseil de sécurité de l'ONU crée six « zones de sécurité » en Bosnie-Herzégovine.
 9 mai : début des affrontements croato-musulmans à Mostar.
 24 août : autoproclamation de la « République croate d'Herceg-Bosna ».

1994

5 février : tir meurtrier sur Sarajevo (marché de Markale, 66 morts).
 1^{er} mars : Accords de Washington prévoyant la création d'une fédération croato-musulmane, signés le 18 mars.

1995

1^{er}-2 mai : offensive éclair de l'armée croate en Slavonie occidentale.
 26 mai : frappes aériennes de l'OTAN, l'armée serbe prend en otage plusieurs centaines de casques bleus.
 7-11 juillet : prise de l'enclave musulmane de Srebrenica, puis celle de Žepa par l'armée serbe de Bosnie. Plus de 7000 hommes sont exécutés.
 25 juillet : Radovan Karadzic et Ratko Mladic sont inculpés de crimes contre l'humanité par le TPIY.
 Août : reconquête croate de la Krajina. Exode de plusieurs centaines de milliers de Serbes.
 3 octobre : tentative d'assassinat de Kiro Gligorov, le président macédonien.
 12 octobre : entrée en vigueur d'un cessez-le-feu généralisé en Bosnie-Herzégovine.
 21 novembre : Accords de Dayton.

1996

14 septembre : les partis nationalistes remportent les élections législatives en Bosnie-Herzégovine.
 Novembre-décembre : manifestations démocratiques à Belgrade après que le régime a tenté d'invalidier les résultats des élections municipales.

1997

Janvier-juin : crise des « pyramides financières » en Albanie et guerre civile. Les Socialistes reviennent au pouvoir lors des élections anticipées de juin. Rexhep Meidani président de la République, Fatos Nano Premier ministre.
 Été : crise politique en Republika Srpska (Bosnie)
 28 novembre : premières apparitions de combattants de l'UCK, lors de l'enterrement de Halit Geci, dans la village de Llausha, au Kosovo.

1998

15 janvier : la Slavonie orientale repasse de l'administration de l'ONU à celle de la Croatie. Investiture de Milo Djukanovic à la Présidence du Monténégro.
 5-8 mars : opération de la police à Prekaz contre Adem Jashari. Bilan : 59 morts. Les combats s'étendent à tout le Kosovo au printemps.

13 et 14 septembre : manifestations et tentative de coup d'État de Sali Berisha à Tirana.
 13 octobre : Accord Milosevic-Holbrooke à Belgrade sur le retrait des forces serbes au Kosovo et le plan de déploiement de 2000 « vérificateurs » non-armés de l'OSCE.

1999

15 janvier : tuerie de Račak au Kosovo.
 6 février : ouverture des discussions serbo-albanaises de Rambouillet.
 24 mars : début des bombardements de l'OTAN.
 9 juin : Accord militaire de Kumanovo entre l'OTAN et l'état-major de l'armée yougoslave.
 10 juin : Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.
 30 juin : Benard Kouchner est nommé Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, chargé de diriger la MINUK.
 23 juillet : massacre de 14 Serbes dans le village de Staro Gacko au Kosovo.
 9-10 septembre : violences interethniques à Mitrovica, 150 blessés.
 10 décembre : mort du Président croate Franjo Tudjman.

2000

2 janvier : victoire du SDP aux élections législatives en Croatie.
 4 février : première apparition de l'UCPMB dans la vallée de Preševo.
 21 février : 30 000 à 50 000 Albanais marchent sur Mitrovica pour réclamer la réunification de la ville.
 24 septembre : élections générales en Yougoslavie, boycottées par les dirigeants monténégrins.
 5 octobre : révolution à Belgrade et chute du régime de Slobodan Milosevic.
 23 décembre : élections législatives en Serbie. Zoran Djindjic devient Premier ministre.
 11 novembre : victoire relative des forces anti-nationalistes en Bosnie-Herzégovine, lors des élections législatives.

2001

9 mars : les Accords de Končulj mettent fin au conflit dans la vallée de Preševo.
 Mars : généralisation des combats en Macédoine entre la police et la guérilla albanaise de l'UCK-M.
 28 juin : Slobodan Milosevic est transféré au TPIY de la Haye.
 13 août : signature des Accords de paix de Ohrid en Macédoine.

2002

4 mars : après une longue crise politique, Ibrahim Rugova est finalement élu Président du Kosovo.
 15 juillet : réunion des présidents croate, Stipe Mesic, yougoslave, Vojislav Kostunica, et bosniaque, Berz Belkic, à Sarajevo. Cette réunion trilatérale est la première depuis 1992.
 15 septembre : élections législatives en Macédoine. Victoire de sociaux-démocrates macédoniens (SDSM) et du Mouvement pour l'intégration démocratique (BDI), qui regroupe les anciens membres de l'UCK-M.

2003

12 mars : assassinat du Premier ministre de Serbie, Zoran Djindjic.
 23 novembre : victoire du HDZ aux élections législatives en Croatie. Ivo Sanader devient Premier ministre.
 28 décembre : élections législatives en Serbie. Vojislav Kostunica devient Premier ministre.

2004

4 février : proclamation de l'Union de Serbie et Monténégro qui succède à la République Fédérale de Yougoslavie.
 mars : violentes émeutes et pogroms anti-serbes au Kosovo.

2005

7 mars : le dirigeant albanais Ramush Haradinaj est inculpé par le TPIY. Il part pour La Haye où il plaide non coupable.

3 juillet : élections législatives en Albanie. Retour au pouvoir de Sali Berisha.

22 novembre : première mission de Marti Ahtisaari et début des négociations sur le statut du Kosovo.

7 décembre : arrestation du dirigeant croate Ante Gotovina qui est transféré à La Haye.

2006

21 janvier : mort d'Ibrahim Rugova.

11 mars : mort de Slobodan Milosevic dans sa prison à La Haye.

21 mai : référendum d'indépendance du Monténégro (combien de oui?)

5 juillet : victoire du VMRO-DPMNE aux élections législatives en Macédoine.

28 octobre : la Serbie adopte une nouvelle Constitution par référendum.

2007

2 février : remise du rapport de Marti Ahtisaari sur le rapport du Kosovo.

Juin : reprise des négociations entre la Serbie et l'Union européenne sur la signature d'un Accord de Stabilisation et d'Association (ASA).



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de référence

- Beis, Gabriel « Les mythes : pièges de l'histoire et pièges de l'esprit », chap. in *L'ex-Yougoslavie en Europe : de la faillite des démocraties au processus de paix*, sous la responsabilité du Comité d'organisation du Colloque "L'ex-Yougoslavie en Europe" (Paris, 15-17 décembre 1995), Paris, Montréal, L'Harmattan, 1997, 340 p.
- Bougarel, Xavier. 1996. *Bosnie, anatomie d'un conflit*. Paris : Éd. La Découverte, 174 p.
- Chomsky, Noam. 2000. *Le nouvel humanisme militaire : leçons du Kosovo*, Montréal : Éditions Écosociété, 332 p.
- Collin, Matthew. 2001. *This is Serbia calling: Rock'n Roll Radio and Belgrade's Underground Resistance*. Londres: Serpent's Tail.
- David, Charles-Philippe. 2006. *La Guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie, 2e édition revue et augmentée*. Paris : Presses de Sciences Po, 463 p.
- Dérens, Jean-Arnault, et Laurent Geslin. 2007. *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*. Paris : Non Lieu, 362 p.
- Dérens, Jean-Arnault. 2006. *Kosovo, année zéro*. Paris : Éd. Paris-Méditerranée, 379 p.
- Dérens, Jean-Arnault, et Catherine Samary. 2000. *Les conflits yougoslaves de A à Z*. Paris : Éd. de l'Atelier, 427 p.
- Galissot, René, Mondher Kilani, et Annamaria Rivera. 2000. *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, Lausanne : Éd. Payot Lausanne, 294 p.
- Gossiaux, Jean-François. 2002. *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*. Paris : Presses Universitaires de France, 217 p.
- Kostovicova, Denisa. 2005. *Kosovo. The Politics of Identity and Space*. London, Routledge.
- Laclau, Ernesto. 2000. *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*. Paris : La Découverte et Syros, 144 p.

- Mace, Gordon, et François Pétry. 2000. *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, 2^e édition. Québec, Les Presses de l'Université Laval, De Boeck Université, 132 p.
- Mattelart, Armand, et Michèle. 2006. *Histoire des théories de la communication*, 3^e éd. Paris : La Découverte, 197 p.
- Poutignat, Philippe, et Jocelyne Streiff-Fenart. 1995. *Théories de l'ethnicité. [Suivi de] Les groupes ethniques et leurs frontières de Fredrick Barth*. Paris : Presses universitaires de France, 270 p.
- Proulx, Michel, et Delphine Maillet. 1998. « La construction ethnographique des publics de télévision ». Chap. in *Accusé de réception, le téléspectateur construit par les sciences sociales*, sous la direction de Serge Proulx, en collaboration avec le Centre d'études sur les médias. Sainte-Foy (Qué.), Les Presses de l'Université Laval, 197 p.
- Ravault, René-Jean. 1996. « Développement durable, communication et réception active ». Chap. in *Communication et développement international*, sous la dir. de Thérèse Paquet-Sévigny, Sainte-Foy (Qué.), Presses de l'Université du Québec, 196 p.
- Rico de Sotelo, Carmen (sous la dir.). 2006. *Relecturas de Michel de Certeau*, Universidad Iberoamericana de México, Collection El Oficio de la Historia, 128 p.
- Ricoeur, Paul. 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Éd. du Seuil, 675 p.
- Rist, Gilbert. 2001. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 443 p.
- Sériot, Patrick. 2005. « Inventer l'autre pour être soi : l'instrumentalisation de la linguistique en ex-Yougoslavie ». Chap. in *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie : des chercheurs face à leurs objets de recherche et aux événements sociaux et politiques*, sous la dir. de Gabrielle Varro, p. 189-198. Paris : l'Harmattan, 246 p.
- Troude, Alexis. 2006. *Géopolitique de la Serbie*. Paris : Ellipses, 285 p.

Articles scientifiques

- Gossiaux, Jean-François. 2002. « La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée ». *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no1, p. 53-68.
- Pandolfi, Mariella. 2002. « Moral entrepreneurs, souverainetés mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes. ». *Anthropologie et Sociétés*, vol.26, no1, p. 29-51.

Articles de presse

Déréns, Jean-Arnault. 2008. « La boîte de Pandore des frontières balkaniques », *Le Monde diplomatique*, janvier, p. 14-15.

_____ 2007. « Indépendance du Kosovo, une bombe à retardement », *Le Monde diplomatique*, mars, p. 6-7.

_____ 2005. « Les mémoires antagonistes du Kosovo ». *Le Monde diplomatique*, juillet 2005, p. 24-25.

_____ 2003. « Les petits peuples oubliés des Balkans ». *Le Monde diplomatique*, juillet 2003, p. 16-17.

Di Francesco, Tommaso et Giacomo Scotti. 1999. « Soixante ans de purification ethniques », *Le Monde diplomatique*, mai, p. 10-11.

Pardew, James, et Christopher Bennett. 2006. « L'évolution des opérations de l'OTAN », *Revue de l'OTAN*, printemps.

Articles tirés des Cahiers du Courrier des Balkans, no 3, *Batailles de l'histoire dans les Balkans*

Lama, Alma. 2003. « Kosovo : des manuels d'histoire qui attisent la haine », traduit par Jacqueline Dérens, *IWPR- Londres*, 5 décembre, p. 62-65.

Nikolic, Suzana. 2006. « Momies en conflit en Macédoine », traduit par Jacqueline Dérens, *BIRN – Balkan Investigate Reporting Network- Skoplje* -, 24 mai, p. 16-18.

Articles tirés des Cahiers du Courrier des Balkans, no 2, *Éducation, le grand défi pour les Balkans*

Bjelica, Jelena. 2006. « Au Kosovo, l'école construit le Mythe et la Nation », traduit par Persa Aligrudic. *Le Courrier des Balkans*, 12 janvier, p. 14-16.

_____. 2006. « Écoles serbes du Kosovo : le lourd héritage des années Milosevic », traduit par Jasna Tatar-Andjelic. *Le Courrier des Balkans*, 3 février, p. 17-20.

Pula, Arben. 2004. « Kosovo : l'école et l'expérience de l'État », traduit par Belgzim Kamberi. *Javá (Pristina)*, 28 octobre, p. 9-13.

Articles en ligne

Colovic, Ivan. « Le rameau d'or de la politique serbe », *Transeuropéennes*, no 12/13, décembre 1998/ janvier 1999, <http://www.ceri-sciences-po.org>, consulté le 25 février 2008.

Dérens, Jean-Arnault. « Kosovo : l'indépendance, et après? », section blogue du *Monde diplomatique*, *La valise diplomatique*, 17 février 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-02-17-Kosovo>, consulté le 23 février 2008.

Despic-Popovic, Hélène. « Mitrovica, symbole de division au Kosovo » sur le site de *Libération*, 18 octobre 2006, <http://www.liberation.fr/actualite/monde/211348>, consulté le 25 janvier 2008.

Kasapolli, Veton. « La MINUK, une immense aubaine pour l'économie du Kosovo », traduit par Mandi Gueguen, *Osservatorio sui Balkani*, 18 décembre 2007, mis en ligne le 4 janvier 2008 sur *Le Courrier des Balkans*, <http://balkans.courriers.info/article9464.html>, consulté le 20 février 2008.

Raseta, Boris. « Les Croates du Kosovo en route vers la Lika », traduit par Cécile Fisler, *AIM*, 11 novembre 1999, mis en ligne 18 novembre 1999 sur *Le Courrier des Balkans*, <http://balkans.courriers.info/article2518.html>, consulté le 20 février 2008.

Sites Internet

- information générale et actualité

<http://balkans.courriers.info>

<http://www.b92.net/eng/about us>

<http://www.ceri-sciences-po.org>

<http://www.cdsee.org>

<http://www.kosovakosovo.com>

<http://www.liberation.fr>

<http://www.monde-diplomatique.fr>

<http://fr.wikipedia.org>

- **information officielle des organisations internationales**

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-balkans/index.shtml>

<http://www.nato.int/issues/balkans/index-f.html>

<http://www.osce.org>

<http://www.paixbalkans.org/minuk.htm>

<http://www.stabilitypact.org>

<http://www.unhcr.fr/cgi-bin/txis/vtx/home>

<http://www.un.org/french/peace/kosovo/pages/kosovo1.htm>

Filmographie

Aubry, Catherine, et Daniella Jovanovic. 2002. *Le Kosovo, une paix possible?* Documentaire DV-Cam, coul., 22 min., Prod. CECI, MAECI, Canada.

Kusturica, Emir. 1995. *Underground*. Fiction 35 mm, coul., 170 min., France /RSFY/ Allemagne /Hongrie.

Paskaljevic, Goran. 1998. *Baril de poudre (Bure baruta)*. Fiction 35 mm, coul., 100 min., Serbie/ Macédoine/ France/ Grèce.

Peeva, Adela. 2003. *À qui est cette chanson? (Chia e taxi pesen?)*. Documentaire 35 mm, coul., 70 min., Belgique, Bulgarie.

Œuvres de fiction

Buzzati, Dino. 1992. *Le K, nouvelles*, traduit de l'italien par Jacqueline Remillet. Paris: Librairie générale française, 411 p.

Caroll, Lewis. 1938. *Alice aux pays des merveilles [suivi de] De l'autre côté du miroir*, traduit de M.-M. Fayet. Paris : Nelson, 304 p.

Márquez, Gabriel García. 1992. *Douze contes vagabonds (Doce cuentos peregrinos)*, traduit de l'espagnol (Colombie) par Annie Morvan, Paris : B. Grasset, 1992, 284 p.